

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE**Philippe MACHENAUD-JACQUIER**
Mail : philippe.machenaud@mail.pf

PARAISANT LES MARDI ET VENDREDI

Matahiti 164 N° 56	TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI	Mahana 14 no Tiurai 2015
-----------------------	---	-----------------------------

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 40 50 05 80 - Télécopieur (Fax) : 40 50 05 85

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

	Pages
Arrêté n° HC 192 DMME/BRHT/jt du 2 juillet 2015 portant admission à l'examen professionnel pour l'accès au grade d'adjoint administratif de 1re classe du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française organisé au titre de l'année 2014	6570
Arrêté n° HC 193 DMME/BRHT/jt du 2 juillet 2015 portant admission à l'examen professionnel pour l'accès au grade de secrétaire administratif de classe exceptionnelle du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française organisé au titre de l'année 2014	6571
Arrêté n° HC 194 DMME/BRHT/jt du 2 juillet 2015 portant admission à l'examen professionnel pour l'accès au grade de secrétaire administratif de classe supérieure du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française organisé au titre de l'année 2014	6571
Arrêté n° HC 195 DMME/BRHT/jt du 2 juillet 2015 portant délégation de signature à M. Bernard Corrigou, directeur de la police aux frontières de la Polynésie française	6572

EXTRAITS

Arrêté n° HC 4 SAIA/it du 26 juin 2015 portant modification de l'arrêté n° HC 5 SAIA du 18 juin 2012 relatif au financement par l'Etat du projet de construction d'une cuisine centrale à Amaru à Rimatara au titre du programme 119, action 01, sous-action 06 "dotation d'équipement des territoires ruraux" du ministère de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique (258)	6573
Arrêté n° HC 31-IDV du 1er juillet 2015 portant attribution d'une subvention de 11 200 000 F CFP, soit 93 856 euros sur le budget de l'Etat : ministère de l'intérieur : 209, programme 119, action 01, sous-action 06 "dotation d'équipement des territoires ruraux", à la commune de Taitapu-Est, subdivision administrative des îles du Vent, pour l'opération "Etudes de diagnostic et de rénovation du réseau de collecte des eaux usées du lotissement Maire Nui de Tautira"	6574

ACTES PRIS CONJOINTEMENT (ETAT/POLYNESIE FRANÇAISE)

Avenant n° 83-15 du 1er juillet 2015 à la convention d'application n° 16-12 du 26 janvier 2012 entre l'Etat, la Polynésie française et la commune de Faa'a finançant l'opération d'assainissement des eaux usées dénommée "Etudes préliminaires de la phase 1 du programme d'assainissement de la commune de Faa'a" dans le cadre de la convention d'exécution relative au volet "environnement"	6574
--	------

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

ACTES DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Délibérations de l'assemblée de la Polynésie française ou de sa commission permanente

Acte de délégation n° 2015-1 DP/APF du 3 juillet 2015 6575

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Arrêté n° 893 CM du 6 juillet 2015 autorisant la mise à disposition du bâtiment dit "Maison James Norman Hall" et de ses dépendances édifiées sur la parcelle cadastrée commune de Arue, section L n° 342, au profit de l'association des Amis de la maison James Norman Hall" 6577

EXTRAITS

Arrêté n° 894 CM du 6 juillet 2015 rendant exécutoire la délibération n° 6 MTI 2015 du 22 mai 2015 modifiant la délibération n° 4 MTI 2013 du 8 janvier 2013, fixant les tarifs des prestations et les droits de reproduction des images du musée de Tahiti et des îles - Te Fare Manaha 6584

Arrêté n° 895 CM du 6 juillet 2015 rendant exécutoire la délibération n° 8 MTI 2015 du 22 mai 2015 du musée de Tahiti et des îles - Te Fare Manaha portant adoption de la décision budgétaire modificative n° 1 pour l'exercice 2015 6586

Arrêté n° 896 CM du 6 juillet 2015 rendant exécutoire la délibération n° 5 MTI 2015 du 22 mai 2015 portant adoption du compte financier du musée de Tahiti et des îles - Te Fare Manaha" pour l'exercice 2014 et affectation de son résultat 6598

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

Présidence

Arrêté n° 444 PR du 3 juillet 2015 portant agrément de Mmes Armelle Corrivaud épouse Sallafranque et Sophie Corrivaud épouse Puaud en qualité de responsables des secteurs préscolaire et périscolaire de la crèche-garderie périscolaire "Les P'tits Mousses" sise à Papeete 6639

Arrêté n° 445 PR du 3 juillet 2015 portant modification de l'arrêté n° 15 MSP du 29 décembre 2004 modifié autorisant Mlle Heimanu Maoni à ouvrir une garderie dénommée Manutauahiti sise à Papeete 6639

Arrêté n° 446 PR du 3 juillet 2015 portant retrait de l'agrément de Mme Elma Hauarii en qualité de responsable de la crèche "L'îlot câlin - Te Motu Here" sise à Papeete 6640

Arrêté n° 447 PR du 3 juillet 2015 portant retrait de l'autorisation d'ouverture et d'agrément de la crèche "Natorea" sise à Faa'a, gérée par Mme Mathilda Laughlin 6640

Arrêté n° 448 PR du 3 juillet 2015 portant agrément de Mme Arohi Dany Mahai en qualité de responsable de la crèche "Magic Baby" sise à Faa'a 6640

Arrêté n° 449 PR du 3 juillet 2015 portant agrément de Mme Andréa Aiamu en qualité de responsable de la crèche "L'Ohana Presqu'île" sise à Taïarapu-Est 6641

Ministère de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique

Erratum à l'annexe de l'arrêté n° 5072 MEI/DAE du 24 juin 2015 portant extension de 10 dépôts portant sur l'enregistrement de 18 dessins et modèles français, paru au JOPF n° 53 du 3 juillet 2015, page 6118 6641

Ministère de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme et des transports intérieurs

Arrêté n° 5275 MET/DTT du 3 juillet 2015 portant remise en exploitation de la licence de taxi n° 1-045 accordée à M. William Leeteg 6650

Arrêté n° 5276 MET du 3 juillet 2015 portant nomination de M. Timitoua, Serge Teikiteetini, technicien chef, en qualité de chef de la subdivision des Marquises par intérim de la direction de l'équipement 6650

Arrêté n° 5277 MET du 3 juillet 2015 portant autorisation d'extraction de matériaux dans le cadre du curage du domaine public fluvial, en faveur de l'EURL Chong On Yin Jean

6651

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Décret n° 2015-795 du 30 juin 2015 relatif au régime d'autorisation préalable des concours d'enfants de treize à quinze ans révolus fondés sur l'apparence.

6654

EXTRAITS

Convention de financement n° 82-15 du 30 juin 2015 relative à la subvention de fonctionnement pour l'exercice 2015 aux établissements d'enseignement technique agricole privés du rythme approprié

6656

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires et légales.

6657

Annonces diverses

6661

Annonces marchés publics

6664



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

ARRETE n° HC 192 DMME/BRHT/jt du 2 juillet 2015 portant admission à l'examen professionnel pour l'accès au grade d'adjoint administratif de 1re classe du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française organisé au titre de l'année 2014.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 relative à la création des corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française modifiée par la loi organique n° 95-173 du 20 février 1995 portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 68-20 du 5 janvier 1968 modifié fixant les conditions d'application de la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 relative à la création des corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2006-1760 du 23 décembre 2006 modifié relatif aux dispositions statutaires communes applicables aux corps d'adjoints administratifs des administrations de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 8 avril 2014 fixant au titre des années 2014, 2015 et 2016 les taux de promotion pour l'avancement de grade dans les corps de secrétaires administratifs et d'adjoints administratifs du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française du ministère de l'intérieur ;

Vu l'arrêté du 22 septembre 2014 portant autorisation d'ouverture au titre de l'année 2014 d'un examen professionnel pour l'accès au grade d'adjoint administratif de 1re classe du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française du ministère de l'intérieur ;

Vu l'arrêté n° HC 136 DMME/BRHT/jt du 4 mai 2015 fixant les conditions d'ouverture et d'organisation de l'examen professionnel pour l'accès au grade d'adjoint administratif de 1re classe du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française au titre de l'année 2014 ;

Vu l'arrêté n° HC 144 DMME/BRHT/jt du 22 mai 2015 portant composition du jury de l'examen professionnel pour l'accès au grade d'adjoint administratif de 1re classe du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française organisé au titre de l'année 2014 ;

Vu l'arrêté n° HC 153 DMME/BRHT/jt du 28 mai 2015 fixant la liste des candidats admis à se présenter à l'examen professionnel pour l'accès au grade d'adjoint administratif de 1re classe du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française organisé au titre de l'année 2014 ;

Vu le procès-verbal de la réunion du jury du 16 juin 2015 portant admission à l'examen professionnel pour l'accès au grade d'adjoint administratif de 1re classe du CEAPF organisé au titre de 2014 ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er. — Compte tenu du nombre de postes offerts et des notes obtenues par la candidate, a été déclarée admise à l'examen professionnel pour l'accès au grade d'adjoint administratif de 1re classe du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française organisé au titre de l'année 2014 : Mme Gilda Monnier.

Art. 2. — Le secrétaire général du haut-commissariat, le directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat et le directeur de la réglementation et des affaires juridiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 juillet 2015.

Pour le haut-commissaire,
par délégation :
Le secrétaire général
du haut-commissariat,
Gilles CANTAL.

ARRETE n° HC 193 DMME/BRHT/jt du 2 juillet 2015 portant admission à l'examen professionnel pour l'accès au grade de secrétaire administratif de classe exceptionnelle du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française organisé au titre de l'année 2014.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 relative à la création des corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française modifiée par la loi organique n° 95-173 du 20 février 1995 portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 68-20 du 5 janvier 1968 modifié fixant les conditions d'application de la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 relative à la création des corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2009-1388 du 11 novembre 2009 modifié portant dispositions statutaires communes à divers corps de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2010-302 du 19 mars 2010 fixant les dispositions statutaires communes applicables aux corps des secrétaires administratifs des administrations de l'Etat et à certains corps analogues relevant du décret n° 2009-1388 du 11 novembre 2009 portant dispositions statutaires communes à divers corps de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 21 décembre 2010 fixant les modalités d'organisation et les épreuves des examens professionnels pour l'accès au grade de secrétaire administratif de classe supérieure et de classe exceptionnelle de l'intérieur et de l'outre-mer ;

Vu l'arrêté du 8 avril 2014 fixant au titre des années 2014, 2015 et 2016 les taux de promotion pour l'avancement de grade dans les corps de secrétaires administratifs et d'adjoints administratifs du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française du ministère de l'intérieur ;

Vu l'arrêté du 22 septembre 2014 portant autorisation d'ouverture au titre de l'année 2014 d'un examen professionnel pour l'accès au grade de secrétaire administratif de classe exceptionnelle du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française du ministère de l'intérieur ;

Vu l'arrêté n° HC 138 DMME/BRHT/jt du 4 mai 2015 modifié fixant les conditions d'ouverture et d'organisation de l'examen professionnel pour l'accès au grade de secrétaire

administratif de classe exceptionnelle du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française au titre de l'année 2014 ;

Vu l'arrêté n° HC 146 DMME/BRHT/jt du 22 mai 2015 portant composition du jury de l'examen professionnel pour l'accès au grade de secrétaire administratif de classe exceptionnelle du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française organisé au titre de l'année 2014 ;

Vu l'arrêté n° HC 155 DMME/BRHT/jt du 28 mai 2015 fixant la liste des candidats admis à se présenter à l'examen professionnel pour l'accès au grade de secrétaire administratif de classe exceptionnelle du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française organisé au titre de l'année 2014 ;

Vu le procès-verbal de la réunion du jury du 18 juin 2015 portant admission à l'examen professionnel pour l'accès au grade de secrétaire administratif de classe exceptionnelle du CEAPF organisé au titre de 2014 ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er. — Compte tenu du nombre de postes offerts et de la note obtenue par la candidate, a été déclarée admise à l'examen professionnel pour l'accès au grade de secrétaire administratif de classe exceptionnelle du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française organisé au titre de l'année 2014 : Mme Maryline Pioche.

Art. 2. — Le secrétaire général du haut-commissariat, le directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat et le directeur de la réglementation et des affaires juridiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 juillet 2015.

Pour le haut-commissaire,
par délégation :
Le secrétaire général
du haut-commissariat,
Gilles CANTAL.

ARRETE n° HC 194 DMME/BRHT/jt du 2 juillet 2015 portant admission à l'examen professionnel pour l'accès au grade de secrétaire administratif de classe supérieure du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française organisé au titre de l'année 2014.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 relative à la création des corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française modifiée par la loi organique n° 95-173 du 20 février 1995 portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 68-20 du 5 janvier 1968 modifié fixant les conditions d'application de la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 relative à la création des corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2009-1388 du 11 novembre 2009 modifié portant dispositions statutaires communes à divers corps de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2010-302 du 19 mars 2010 fixant les dispositions statutaires communes applicables aux corps des secrétaires administratifs des administrations de l'Etat et à certains corps analogues relevant du décret n° 2009-1388 du 11 novembre 2009 portant dispositions statutaires communes à divers corps de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 21 décembre 2010 fixant les modalités d'organisation et les épreuves des examens professionnels pour l'accès au grade de secrétaire administratif de classe supérieure et de classe exceptionnelle de l'intérieur et de l'outre-mer ;

Vu l'arrêté du 8 avril 2014 fixant au titre des années 2014, 2015 et 2016 les taux de promotion pour l'avancement de grade dans les corps de secrétaires administratifs et d'adjoints administratifs du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française du ministère de l'intérieur ;

Vu l'arrêté du 22 septembre 2014 portant autorisation d'ouverture au titre de l'année 2014 d'un examen professionnel pour l'accès au grade de secrétaire administratif de classe supérieure du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française du ministère de l'intérieur ;

Vu l'arrêté n° HC 137 DMME/BRHT/jt du 4 mai 2015 fixant les conditions d'ouverture et d'organisation de l'examen professionnel pour l'accès au grade de secrétaire administratif de classe supérieure du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française au titre de l'année 2014 ;

Vu l'arrêté n° HC 145 DMME/BRHT/jt du 22 mai 2015 portant composition du jury de l'examen professionnel pour l'accès au grade de secrétaire administratif de classe supérieure du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française organisé au titre de l'année 2014 ;

Vu l'arrêté n° HC 154 DMME/BRHT/jt du 28 mai 2015 fixant la liste des candidats admis à se présenter à l'examen professionnel pour l'accès au grade de secrétaire administratif de classe supérieure du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française organisé au titre de l'année 2014 ;

Vu le procès-verbal de la réunion du jury du 17 juin 2015 portant admission à l'examen professionnel pour l'accès au grade de secrétaire administratif de classe supérieure du CEAPF organisé au titre de 2014 ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er. — Compte tenu du nombre de postes offerts et des notes obtenues par la candidate, a été déclarée admise à l'examen professionnel pour l'accès au grade de secrétaire administratif de classe supérieure du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française organisé au titre de l'année 2014 : Mme Nathalie Lafond.

Art. 2. — Le secrétaire général du haut-commissariat, le directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat et le directeur de la réglementation et des affaires juridiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 juillet 2015.

Pour le haut-commissaire,
par délégation :

*Le secrétaire général
du haut-commissariat,*
Gilles CANTAL.

**ARRETE n° HC 195 DMME/BRHT/jt du 2 juillet 2015 portant
délégation de signature à M. Bernard Corrigou, directeur
de la police aux frontières de la Polynésie française.**

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française modifiée par l'ordonnance n° 2005-432 du 6 mai 2005 ;

Vu le décret n° 2005-1611 du 20 décembre 2005 pris pour l'application du statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 modifié relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat en Polynésie française ;

Vu le décret du 22 août 2013 portant nomination de M. Lionel Beffre, préfet, en qualité de haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 30 décembre 2005 portant déconcentration en matière de gestion des fonctionnaires actifs des services de police nationale ;

Vu l'arrêté n° 2564 DAPN/RH/BOP du 21 octobre 2009 du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales portant nomination au grade de commandant de police de M. Philippe Babdor, affecté en qualité de directeur adjoint de la police aux frontières de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1055 DRCPN/SDARH/OF du 4 mai 2015 modifié du ministère de l'intérieur portant mutation à la DPAF 987 RES Papeete du commandant de police M. Bernard Corrigou, en qualité de directeur à compter du 1er juillet 2015 ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Bernard Corrigou, directeur de la police aux frontières de la Polynésie française, à l'effet de signer les actes suivants :

- l'engagement et la liquidation des dépenses d'un montant inférieur à 45 000 euros imputés sur le budget de l'Etat (209) du ministère de l'intérieur, programme 176, action 4, sous-action 1 et sous-action 2 ;
- les décisions d'accorder ou de refuser les demandes d'habilitation pour accéder en zone réservée d'aéroport ;
- les actes à caractère disciplinaire du premier groupe.

Art. 2.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bernard Corrigou, la délégation de signature qui lui est consentie à l'article 1er sera exercée dans les mêmes conditions par M. Philippe Babdor, commandant de police, directeur adjoint de la police aux frontières de la Polynésie française.

Art. 3.— En application de l'article 33 du décret du 23 mars 2007 susvisé, M. Bernard Corrigou, directeur de la police aux frontières de la Polynésie française, peut, sous sa responsabilité, donner délégation pour signer les actes relatifs aux affaires pour lesquelles il a lui-même reçu délégation aux agents placés sous son autorité pour les matières relevant de leurs compétences.

M. Bernard Corrigou rend compte des subdélégations données dans ce cadre.

Art. 4.— Le secrétaire général du haut-commissariat, la directrice de cabinet, le directeur de la police aux frontières de la Polynésie française et le directeur de la réglementation et des affaires juridiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 juillet 2015.
Lionel BEFFRE.

Par arrêté n° HC 4 SAIA/it du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 26 juin 2015. — Le présent arrêté a pour objet de modifier l'arrêté n° HC 8 SAIA du 18 juin 2012 modifié relatif au financement de l'opération "Construction d'une cuisine centrale à Amaru" dans la commune de Rimatarara, en ce qui concerne les délais d'exécution et de production des justificatifs pour le solde de cette opération.

L'article 5 de l'arrêté initial est partiellement modifié comme suit :

- *au lieu de* : " exécuter cette opération au plus tard le 30 avril 2015 ;"
- *lire* : " exécuter cette opération au plus tard le 31 juillet 2015 ;"

L'article 8 de l'arrêté initial relatif au délai de production des justificatifs pour le versement du solde de la subvention, est modifié comme suit :

- *au lieu de* : " , dont les justificatifs devront être produits au plus tard le 31 octobre 2015 faute de quoi (...) ;"

- *lire* : " , dont les justificatifs devront être produits au plus tard le 31 janvier 2016 faute de quoi (...) ;"

Toutes les autres dispositions de l'arrêté initial non expressément modifiées par le présent arrêté sont et demeurent valables.

Par arrêté n° HC 31 IDV du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 1er juillet 2015. — Le présent arrêté a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la commune de Taiarapu-Est pour les études de diagnostic et de rénovation du réseau de collecte des eaux usées du lotissement Maire Nui de Tautira.

Le coût total de cette opération est estimé à 14 000 000 F CFP TTC, soit 117 320 euros TTC. Ce coût est décomposé comme suit :

- montant HT (hors taxes) 12 180 000 F CFP
- taxes 1 820 000 F CFP
- montant TTC (toutes taxes comprises) 14 000 000 F CFP

Description de l'opération

Le plan de financement de l'opération est défini comme suit :

Partenaires financiers	Taux	Montant en F CFP	Montant en euros
Etat - Min 209 (Programme 119)	91,95 % du total HT 80 % du total TTC	11 200 000	93 856
Commune	20 % du total TTC	2 800 000	23 464
Total (TTC)	100 % du total TTC	14 000 000	117 320

Le montant des aides publiques ainsi évalué ne peut dépasser 80 % du montant total de la dépense subventionnable : financements publics : 80 % du total TTC, soit 11 200 000 F CFP, 93 856 euros.

Contribution financière de la DETR

L'Etat s'engage à apporter son aide financière à la commune de Taiarapu-Est pour la réalisation de l'opération précitée en lui attribuant une subvention représentant 91,95 % du coût total réel HT de l'opération, plafonnée à 11 200 000 F CFP, soit 93 856 euros.

Cette subvention est imputée sur le programme 119, action 01, sous-action 06.

En tout état de cause, il est précisé :

- dans le cas où le coût définitif de l'opération serait supérieur au coût estimé ci-dessus, le montant de la subvention de l'Etat sera plafonné à hauteur de 11 200 000 F CFP, soit 93 856 euros ;
- si le coût définitif de l'opération est inférieur au coût estimé ci-dessus, le montant de la subvention de l'Etat sera plafonné à hauteur de 91,95 % du coût définitif HT de l'opération.

Dans la limite des crédits disponibles, le versement de la subvention de l'Etat s'effectuera selon les modalités suivantes :

- le versement de l'avance de 30 % correspondant à l'opération pourra être versée sur présentation des justificatifs (lettre, bon de commande ou ordre de service) de démarrage des travaux signés par le maître d'ouvrage, et du certificat de commencement d'exécution de l'opération conformément à l'imprimé n° 1 SE ;
- des acomptes pourront être versés au fur et à mesure de la justification de la réalisation de l'opération (demande de versement conformément à l'imprimé n° 2 SE, état des mandats émis dans le cadre de l'opération détaillant les montants HT et TTC et visé par le receveur municipal). Ces acomptes interviendront dans la limite de 80 % du montant total de la subvention ;
- le versement du solde s'effectuera sur justification de la réalisation effective de l'opération et de la conformité de ses caractéristiques avec celles du projet présenté (demande de versement conformément à l'imprimé n° 2 SE, état récapitulatif de l'ensemble des mandats émis dans le cadre de l'opération détaillant les montants HT et TTC visé par le receveur municipal et le rapport final des études).

En contrepartie des engagements de l'Etat, la commune devra :

- respecter le plan de financement défini ci-dessus ;
- réaliser, selon les règles de l'art, l'opération définie ci-dessus ;
- ne pas suspendre, abandonner ou modifier la réalisation de cet investissement sans information préalable de l'Etat ;
- exécuter cette opération au plus tard le 30 mai 2016 ;
- faciliter les contrôles techniques et comptables relatifs à cette opération et fournir tous documents nécessaires à ces contrôles ;

- entretenir en "bon père de famille" les équipements acquis.

En cas de non-exécution ou d'exécution partielle ou de dépassement des délais de réalisation de l'opération, l'Etat se réserve le droit de mettre fin à son aide et d'exiger le remboursement partiel ou total des sommes perçues au titre du présent arrêté.

Au cas où tout ou partie des sommes versées ne serait pas utilisé ou serait utilisé à des fins autres que celles prévues dans le présent arrêté, l'Etat exigera le remboursement des sommes perçues par la commune.

Les dispositions du présent arrêté pourront éventuellement être modifiées ou complétées par voie d'arrêté(s) modificatif(s).

En ce qui concerne plus particulièrement le délai d'exécution de l'opération, il pourra être modifié à la demande du maire, sous réserve expresse :

- de l'intervention de cette demande avant l'échéance du délai prévu à l'article 5, 4e alinéa, d'une part ;
- et de l'agrément de l'Etat, d'autre part.

Le présent arrêté prend effet à compter de sa signature et prendra fin après le versement du solde de l'opération, dont les justificatifs devront être produits au plus tard le 30 novembre 2016, faute de quoi l'arrêté sera considéré comme caduc et les dispositions ci-dessus seront mises en œuvre.

ACTES PRIS CONJOINTEMENT (ETAT/POLYNESIE FRANÇAISE)

AVENANT n° 83-15 du 1er juillet 2015 à la convention d'application n° 16-12 du 26 janvier 2012 entre l'Etat, la Polynésie française et la commune de Faa'a finançant l'opération d'assainissement des eaux usées dénommée "Etudes préliminaires de la phase 1 du programme d'assainissement de la commune de Faa'a" dans le cadre de la convention d'exécution relative au volet "environnement".

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances ;

Vu le décret n° 82-1068 du 15 décembre 1982 relatif à la déconcentration du contrôle financier sur les dépenses d'investissements civils de l'Etat dans les territoires d'outre-mer modifié ;

Vu le décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement,

auquel il est fait référence à l'article 9.6 du contrat de projets ;

Vu le contrat de projets 2008-2014 signé entre l'Etat et la Polynésie française le 27 mai 2008, modifié ;

Vu la convention d'exécution n° 173-08 du 21 juillet 2008 modifiée relative au volet "environnement" ;

Vu la convention n° 16-12 du 26 janvier 2012 modifiée finançant l'opération d'assainissement des eaux usées dénommée "Etudes préliminaires de la phase 1 du programme d'assainissement de la commune de Faa'a" ;

Vu le courrier du maire de Faa'a, n° 147306 DAF/FEC-ol du 4 mars 2015,

- L'Etat (ministère des outre-mer), représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française,
- La Polynésie française, représentée par le Président de la Polynésie française,
- Et la commune de Faa'a,

Convienient de ce qui suit :

Article 1er. — Objet de l'avenant

L'objet du présent avenant est de prolonger le délai de réalisation de l'opération prévue dans la convention d'application n° 16-12 du 26 janvier 2012, relative aux études préliminaires de la phase 1 du programme d'assainissement de la commune de Faa'a.

Art. 2. — Exécution de la convention

L'article 3, paragraphe 3 de la convention d'application n° 16-12 du 26 janvier 2012 relatif à la date limite de réalisation de l'opération est modifié par les dispositions suivantes :

Au lieu de : "La commune de Faa'a s'engage à terminer l'opération au plus tard le 31 mars 2015."

Lire : "La commune de Faa'a s'engage à terminer l'opération au plus tard le 31 juillet 2015."

Art. 3. — Disposition finale

Les autres articles de la convention n° 16-12 du 26 janvier 2012 restent sans changement.

Fait à Papeete, le 1er juillet 2015.

Pour l'Etat :

Pour le haut-commissaire,
par délégation :
Le secrétaire général
du haut-commissariat,
Gilles CANTAL.

Pour la Polynésie française :
Le Président de la Polynésie française,
Edouard FRITCH.

Pour le maire empêché :
Le premier adjoint,
Robert MAKER.

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

ACTES DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE OU DE SA COMMISSION PERMANENTE

ACTE DE DELEGATION n° 2015-1 DP/APF du 3 juillet 2015.

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la proposition d'acte de délégation enregistrée au secrétariat général de l'assemblée de la Polynésie française sous le n° 6792 du 19 juin 2015 ;

Vu la lettre n° 1771-2015 APF/SG du 26 juin 2015 portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 53-2015 du 24 juin 2015 de la commission des institutions, des affaires internationales et européennes, de la solidarité, de l'emploi et des relations avec les communes ;

Dans sa séance du 3 juillet 2015,

Adopte :

Article 1er. — La commission permanente est habilitée, durant l'intersession, à délibérer sur les affaires qui figurent en annexe au présent acte de délégation.

Art. 2. — La commission permanente est habilitée, durant la même période, à émettre des avis sur les textes pour lesquels la consultation de l'assemblée de la Polynésie française par l'Etat est prévue, sauf lorsqu'est en cause la définition du statut de la Polynésie française prévue par l'article 74 de la Constitution.

Art. 3. — Le président de l'assemblée de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent acte de délégation qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,
Loïs SALMON-AMARU.

Le président,
Marcel TUIHANI.

ANNEXE

LISTE DES AFFAIRES RENVOYÉES A LA COMMISSION PERMANENTE

Demandes d'avis

- demande d'avis sur un projet de loi autorisant la ratification du traité de coopération en matière de défense entre la République française et la République du Mali (lettre n° 375 DIRAJ du 30 mars 2015) ;
- demande d'avis sur un projet de loi autorisant la ratification de la convention de Minamata sur le mercure (lettre n° 434 DIRAJ du 14 avril 2015) ;

- demande d'avis sur un projet d'ordonnance portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière financière (lettre n° 575 DIRAJ du 19 mai 2015) ;
- demande d'avis sur un projet d'ordonnance relatif aux missions, aux règles de fonctionnement et aux pouvoirs de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution et de l'Autorité des marchés financiers dans les collectivités d'outre-mer et en Nouvelle-Calédonie (lettre n° 589 DIRAJ du 26 mai 2015) ;
- demande d'avis sur un projet de loi autorisant la ratification du protocole relatif à la convention n° 29 de l'Organisation internationale du travail sur le travail forcé, 1930 (lettre n° 602 DIRAJ du 1er juin 2015) ;
- demande d'avis sur un projet de loi autorisant la ratification du protocole facultatif à la convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications (lettre n° 614 DIRAJ du 3 juin 2015).

Projets de délibération

- projets de délibération portant approbation des comptes financiers des établissements publics de la Polynésie française ;
- projet de délibération portant approbation du compte administratif de l'exercice 2014 du Conseil économique, social et culturel et affectation de son résultat ;
- projet de délibération portant approbation par l'assemblée de la Polynésie française de la convention relative à la mission d'appui au retour d'expérience (RETEX) faisant suite à l'épidémie de chikungunya survenue en Polynésie française en 2014-2015 (lettres n° 2070 PR du 10 avril 2015 et n° 3523 PR du 18 juin 2015) ;
- projet de délibération portant approbation du compte financier de l'exercice 2014 du Conservatoire artistique de la Polynésie française et affectation de son résultat (lettre n° 3406 PR du 12 juin 2015) ;
- projet de délibération portant approbation de la convention relative à la réalisation d'une mission d'expertise dans le domaine de la tarification de l'électricité en Polynésie française (lettre n° 3459 PR du 15 juin 2015) ;
- projet de délibération portant approbation du projet d'avenant 1 à la convention d'application n° 224-14 du 16 octobre 2014, prolongeant le délai de réalisation de l'opération "Construction et équipement d'un poste de santé de Amanu" dans le cadre du volet "santé" du contrat de projets Etat-Polynésie française 2008-2014 (lettre n° 3537 PR du 18 juin 2015) ;
- projet de délibération portant approbation du projet d'avenant 1 à la convention d'application n° 223-14 du 16 octobre 2014, prolongeant le délai de réalisation de l'opération "Construction et équipement d'un poste de santé de Taenga" dans le cadre du volet "santé" du contrat de projets Etat-Polynésie française 2008-2014 (lettre n° 3538 PR du 18 juin 2015) ;
- projet de délibération portant approbation du compte financier de l'exercice 2014 de Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture et affectation de son résultat (lettre n° 3562 PR du 19 juin 2015) ;
- projet de délibération portant approbation du compte financier de l'exercice 2014 de l'Institut Louis-Malardé et affectation de son résultat (lettre n° 3699 PR du 26 juin 2015) ;
- projet de délibération portant approbation du projet d'avenant 1 à la convention d'application n° 339-12 du 21 novembre 2012, prolongeant le délai de réalisation de l'opération "Construction de l'abri de Raroia" dans le cadre du volet "abris de survie" du contrat de projets Etat-Polynésie française 2008-2014 (lettre n° 3704 PR du 30 juin 2015) ;
- projet de délibération portant approbation du projet d'avenant 1 à la convention d'application n° 340-12 du 21 novembre 2012, prolongeant le délai de réalisation de l'opération "Construction de l'abri de Pukarua" dans le cadre du volet "abris de survie" du contrat de projets Etat-Polynésie française 2008-2014 (lettre n° 3705 PR du 30 juin 2015) ;
- projet de délibération portant approbation du projet d'avenant 1 à la convention d'application n° 341-12 du 21 novembre 2012, prolongeant le délai de réalisation de l'opération "Construction de l'abri de Amanu" dans le cadre du volet "abris de survie" du contrat de projets Etat-Polynésie française 2008-2013 (lettre n° 3706 PR du 30 juin 2015) ;
- projet de délibération portant approbation du projet d'avenant 1 à la convention d'application n° 349-12 du 26 novembre 2012, prolongeant le délai de réalisation de l'opération "Construction de l'abri de Taenga" dans le cadre du volet "abris de survie" du contrat de projets Etat-Polynésie française 2008-2013 (lettre n° 3707 PR du 30 juin 2015) ;
- projet de délibération portant approbation du projet d'avenant 4 à la convention d'application n° 203-10 du 23 juin 2010, prolongeant le délai de réalisation de l'opération "Réhabilitation de l'abri paracyclonique de Napuka" dans le cadre du volet "abris de survie" du contrat de projets Etat-Polynésie française 2008-2013 (lettre n° 3708 PR du 30 juin 2015) ;
- projet de délibération portant approbation du projet de 3e avenant à la convention d'application n° 83-11 du mars 2011 modifiée, entre l'Etat, la Polynésie française et le Conseil d'administration de la Mission catholique (CAMICA), finançant l'opération "Réhabilitation du centre d'éducation au développement de Makemo (CED), 1re partie : constructions des internats, des bâtiments étude et abri paracyclonique" dans le cadre de la convention d'exécution relative au projet "abris de survie" du contrat de projet 2008-2014 (lettre n° 3709 PR du 30 juin 2015) ;
- projet de délibération portant approbation du projet de convention entre l'Etat et la Polynésie française relative à la mission d'aide et d'assistance technique jeunesse, sports et vie associative (lettre n° 3710 PR du 30 juin 2015) ;
- projet de délibération relative à une demande de reconnaissance par l'Etat des titres professionnels préparés en Polynésie française et délivrés par le ministre en charge de la formation professionnelle (lettre n° 3763 PR du 30 juin 2015) ;
- projet de délibération portant approbation du compte financier de l'exercice 2014 de l'établissement public administratif dénommé "Centre de formation professionnelle des adultes - CFPA" et affectation de son résultat (lettre n° 3788 PR du 1er juillet 2015) ;
- projet de délibération portant approbation du compte financier de l'exercice 2014 de l'Institut de la statistique de la Polynésie française et affectation de son résultat (lettre n° 3801 PR du 1 juillet 2015) ;
- projet de délibération portant modification de la délibération n° 2012-35 APF du 23 août 2012 portant application de l'article 173 du code des douanes (encadrement de l'importation de métaux précieux) ;
- projet de délibération simplifiant les opérations douanières de transbordement ;

- projet de délibération portant approbation du projet de convention d'exécution annuelle 2015 relative au contrat de projets Etat-Polynésie française (2015-2020) pour le financement des projets relevant des compétences de la Polynésie française ;
- projet de délibération portant approbation du projet d'avenant à la convention d'exécution annuelle 2015 relative au concours de l'Etat au financement des investissements prioritaires de la Polynésie française (3e instrument financier) ;
- projet de délibération modifiant la délibération n° 2000-140 APF du 30 novembre 2000 modifiée définissant les catégories d'établissements d'hébergement de tourisme classés en Polynésie française et les conditions de leur agrément en cette qualité ;
- projet de délibération modifiant la délibération n° 87-138 AT du 23 décembre 1987 fixant les conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation de voyages et de séjours touristiques ;
- projet de délibération modifiant la délibération n° 2007-98 APF du 3 décembre 2007 relative à la réglementation des activités de collectage, d'élevage et de repeuplement de bénédictins en Polynésie française ;
- projet de délibération modifiant la délibération n° 2000-40 APF du 30 mars 2000 relative à la composition et aux missions de la commission pour la création et l'extension des élevages de poules pondeuses ;
- projet de délibération portant approbation du compte financier de l'exercice 2014 de l'EPIC Vanille de Tahiti ;
- projets de délibération portant adoption du compte financier exercice 2013 des collèges de Atuona, Taiohae, Ua Pou, Hitia'a, Mahina, Mataura, Rurutu, Arue, Taaone, Bora Bora, Faaroa, Huahine, Tahaa, Afareaitu, Henri-Hiro, Paopao, Taunua, Tipaerui, Papara, Taravao, Hao, Makemo, Paea, Punaauia et Rangiroa ;
- projets de délibération portant adoption du compte financier exercice 2013 des lycées hôtelier de Tahiti, lycée professionnel de Mahina, lycée professionnel de Uuroa, lycée professionnel de Faa'a, lycée polyvalent de Taaone, lycée polyvalent de Taravao, lycée des îles Sous-le-Vent, lycée Aorai, lycée Paul-Gauguin, lycée Tuianu-Le Gayic ;
- projet de délibération portant adoption du compte financier 2014 de l'IJSPF ;
- projet de délibération portant modification des délibérations n° 99-71 APF et n° 99-72 APF du 11 mai 1999 relatives aux centres de vacances et de loisirs ;
- projet de délibération portant modification de la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française ;
- projet de délibération portant règlement de sécurité pour la construction des immeubles de grande hauteur et leur protection contre les risques d'incendie et de panique ;
- projet de délibération portant approbation de la convention relative au partenariat entre la Polynésie française et l'université de Tours et portant organisation des études à l'école des sages-femmes ;
- projet de délibération portant approbation de la convention relative à la participation de l'Etat au fonctionnement du Conservatoire artistique de la Polynésie française au titre de 2015 ;
- projet de délibération portant adoption du compte financier 2014 du musée de Tahiti et des îles ;
- projet de délibération portant approbation de la convention cadre 2015-2020 entre la Polynésie française et l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME), pour l'accompagnement de la mise en œuvre de la politique sectorielle de gestion des déchets.

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

ARRETE n° 893 CM du 6 juillet 2015 autorisant la mise à disposition du bâtiment dit "Maison James Norman Hall" et de ses dépendances édifiées sur la parcelle cadastrée commune de Arue, section L n° 342, au profit de l'association des "Amis de la Maison James Norman Hall".

NOR : DAF1520272AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 993 CM du 31 juillet 2001 modifié portant mise à disposition du bâtiment dit "Maison de James Norman Hall" et de ses dépendances et jardin, sis dans la commune de Arue, au profit de l'association "Les Amis de la Maison James Norman Hall" et agrément de la convention jointe en annexe ;

Vu la convention n° 012660 du 21 septembre 2001 modifiée portant mise à disposition au profit de l'association des "Amis de la Maison James Norman Hall" du bâtiment dit "Maison James Norman Hall" et de ses dépendances, sis à Arue ;

Vu les lettres n° 342 MRE du 7 novembre 2014 et n° 622 MRE du 7 mai 2015 du ministre du tourisme ;

Vu l'avis de la commission des évaluations immobilières dans sa séance du 4 décembre 2014 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 1er juillet 2015,

Arrête :

Article 1er.— La mise à disposition du bâtiment dit "Maison James Norman Hall" et de ses dépendances édifiés sur la parcelle dépendant de la terre Vaipoopoo 1, cadastrée commune de Arue, section L n° 342, d'une superficie de 2 357 mètres carrés, est autorisée au profit de l'association des "Amis de la Maison James Norman Hall", tel que le tout figure dans l'extrait de plan cadastral en date du 19 décembre 2014, détenu par la direction des affaires foncières, division de la gestion du domaine.

Art. 2.— La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'une convention fixant les modalités de la mise à disposition entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation. La présente autorisation sera caduque dès lors que la convention y afférente n'aura pas été signée dans un délai de six mois à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 3.— Cette mise à disposition est destinée à la gestion, l'entretien, l'exploitation et la valorisation du site. En cas de changement de destination des lieux, la Polynésie française recouvrera la jouissance des biens.

Art. 4.— Cette mise à disposition est autorisée à titre gracieux à compter de la date de signature de la convention annexée au présent arrêté, pour une durée de neuf (9) ans.

Art. 5.— Les modalités de cette mise à disposition sont précisées dans une convention établie entre la Polynésie française et l'association des "Amis de la Maison James Norman Hall", représentée par sa présidente Mme Nancy Hall-Rutgers.

Art. 6.— Le service du tourisme est chargé du suivi de la convention.

Art. 7.— Le ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement, et le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au service du tourisme et à l'association des "Amis de la Maison James Norman Hall" et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 6 juillet 2015.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre du tourisme,
des transports aériens internationaux,
de la modernisation, de l'administration
et de la fonction publique,
Jean-Christophe BOUISSOU.

Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,
Tearii ALPHA.

La présente convention a pour objet de confier l'exploitation, l'entretien, la gestion et la valorisation du bâtiment dit « Maison James Norman HALL », dépendances et jardins tels que définis en annexe de la présente convention, propriété de la Polynésie française, sous la forme d'une mise à disposition, au profit de l'association.

Article 2. - Durée :

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée de neuf (9) années à compter de sa signature.

Article 3. - Suivi de la convention :

Le service du tourisme est chargé du suivi de la présente convention.

A cet effet, les agents chargés de la gestion des sites à vocation touristique relevant du service du tourisme peuvent visiter le site et les lieux afin de vérifier ou contrôler la bonne exécution des obligations et des prescriptions prévues par la présente convention.

Article 4. - Les obligations de l'association :

L'association a une obligation générale de gérer, d'exploiter et de mettre en valeur l'ensemble du site mis à sa disposition.

Elle entend faire de cette maison d'écrivain, un lieu destiné à la mémoire de James Norman Hall, en présentant au public un aperçu de sa vie, de ses œuvres et de ses sources d'inspiration.

Dans le cadre de la mise en valeur de ce site, elle conçoit et met en place un programme de muséographie dont les thèmes et la présentation respectent l'esprit même de la Maison, ainsi que tous événements culturels, tels qu'expositions, cérémonies, conférences, etc....

Eu égard également à la vocation touristique de ce site, l'association avec l'aide et les conseils du service du tourisme met en place les actions visant à assurer une animation et une promotion touristique de ce site, notamment vis à vis des touristes d'origine nord américaine.

L'association désigne un responsable chargé de la direction des opérations suscitées.

A ce titre, l'association s'engage à assurer, à ses frais entiers :

- la surveillance, l'entretien la gestion et l'exploitation de la Maison James Normal Hall, de ses dépendances et des jardins, par des mesures adaptées et conformes à l'esprit de cette maison et à la destination du site.
- la Maison doit être ouverte au public au minimum cinq (5) jours par semaine. Les horaires sont rendus publics par tout moyen. Toute modification d'horaire est communiquée au service du tourisme.
- la boutique mise en place et exploitée par l'association sur les lieux mêmes, ne peut présenter exclusivement à la vente que des objets ayant un rapport avec la destination de cette Maison.
- le salon de thé, mis en place et exploité par l'association, est aménagé dans le même esprit que la Maison, et dans lequel aucune préparation culinaire ne peut être faite sur place.

Article 5. - L'aménagement intérieur du bâtiment

L'association en accord avec le service du tourisme procède aux travaux d'aménagement intérieur du bâtiment et en assume les frais. Elle devra solliciter les autorisations administratives requises.

La Polynésie et l'ensemble de ses services et établissements publics du secteur touristique apportent leur concours technique afin que ces aménagements reflètent l'environnement dans lequel a vécu Monsieur James Norman Hall.

L'association s'engage à ce que l'ensemble des biens mobiliers (meubles, livres, objets de décoration, etc...) ayant appartenu à Monsieur James Norman Hall et conservés par ses héritiers, constitue la base de l'aménagement intérieur du bâtiment.

A ce titre, l'association fait son affaire de tout rapport avec les héritiers quant au transfert et au dépôt des biens concernés et quant aux responsabilités y afférentes.

Ces biens sont répertoriés par un inventaire détaillé et actualisé régulièrement.

Un exemplaire de cet inventaire actualisé est communiqué au service du tourisme qui est informé de toute modification.

La boutique et le salon de thé font l'objet d'un soin particulier du point de vue de l'esthétique, de leur aménagement et de leur présentation pour s'intégrer naturellement dans le cadre environnant. Le respect des règles d'hygiène doit être scrupuleux.

Article 6. - Les conditions d'exploitation

L'association prend les lieux dans leur état le jour de son entrée en jouissance. Un état des lieux à la charge de l'association est établi par voie d'huissier.

L'association jouira des lieux en bon père de famille.

Elle procède à toutes opérations nécessaires à la surveillance, au maintien de l'ensemble du site dans un état satisfaisant de propreté et à la réalisation des travaux d'entretien conformément à la réglementation en vigueur.

D'une manière générale, l'association supporte toutes les charges liées à l'entretien du bâtiment qui ne relèvent pas des obligations du propriétaire.

L'association informe le service du tourisme de tous problèmes rencontrés et peut solliciter son aide ou son concours technique.

L'association engage chaque année un homme de l'art chargé d'inspecter les biens mis à disposition.

Le rapport effectué fait apparaître les travaux à réaliser d'une part, par l'association au titre de son occupation et d'autre part, ceux à la charge du propriétaire.

L'association devra obtenir l'accord du service du tourisme avant tout commencement de travaux.

La Polynésie française s'engage à exécuter les travaux à sa charge dans des délais raisonnables, sous réserve d'en informer préalablement l'association dans un délai raisonnable.

Article 7. - Perception de droits d'entrées :

Conformément à la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée, l'association peut percevoir un droit d'entrée tel que fixé par le conseil des ministres.

Ces perceptions participent notamment aux frais afférents à la gestion des lieux confiés à l'association.

Celle-ci doit tenir une comptabilité dans les formes prévues par le plan comptable général.

Elle remet annuellement à la direction des affaires foncières et au service du tourisme un rapport d'activité sur la gestion et l'exploitation des lieux ainsi qu'un compte de résultat certifié. Elle doit, par ailleurs, tenir à leur disposition les pièces justificatives nécessaires.

Article 8. - Résiliation :

D'accord partie, une dénonciation de la présente convention peut intervenir à tout instant et sans délai. Cette dénonciation doit être matérialisée par un document visé par les deux parties.

Par ailleurs, la présente convention peut être dénoncée, sous réserve de respecter un délai d'un mois, pour les motifs suivants :

- non réalisation par l'association de ses obligations ;
- modifications substantielles dans les conditions d'exercice ou dans les conditions d'organisation et de fonctionnement de l'association ;
- intérêt général.

D'une manière générale, la Polynésie française recouvrira l'entière jouissance des biens mis à disposition avec tous les aménagements immobiliers autorisés par elle et apportés par accession, sans aucune indemnité.

Article 9. - Restitution des lieux :

L'association devra rendre les lieux améliorés par les aménagements immobiliers acceptés par la Polynésie française.

L'association devra à la restitution des lieux évacuer tous les biens meubles lui appartenant.

Dans tous les cas, la restitution des biens mobiliers et immobiliers est constatée par un procès verbal établi contradictoirement entre les parties.

Une fois les lieux vidés de ses biens, l'association procédera à un état des lieux final par voie d'huissier.

Article 10. - Assurance et responsabilité :

L'association demeure responsable de tout sinistre pouvant intervenir sur les lieux pendant toute la durée de l'occupation du site.

A ce titre, elle est tenue de contracter auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable, toute assurance :

- la garantissant contre les dommages matériels et immatériels subis lors de vol, incendie, explosion, dégâts des eaux, catastrophes naturelles ;
- garantissant tous les dommages qu'elle pourrait causer au titre de sa responsabilité civile ;
- garantissant les sinistres imputables à son personnel, aux installations mobilières et immobilières dont elle a la propriété, la garde ou l'exploitation.

L'association est tenue de prendre toutes mesures liées au respect des règles d'hygiène et de sécurité de manière à prévenir tous désagréments, sinistres ou accidents pouvant éventuellement survenir à l'occasion ou du fait de ses activités ou de sa présence sur les lieux.

Elle est tenue de communiquer annuellement l'attestation d'assurance ainsi que les justificatifs de ces mesures au service du tourisme.

A défaut, il pourra y être pourvu d'office et à ses frais.

La Polynésie française assure quant à elle l'immeuble et ses dépendances en sa qualité de propriétaire.

Article 11. - Recours contre la Polynésie française :

La Polynésie française décline toute responsabilité en raison des troubles qui pourraient être provoqués à un tiers par l'exercice de ses activités et des dégâts qui pourraient être causés pour quelque cause que ce soit.

Article 12. - Impôts et taxes :

L'association s'acquittera pendant toute la durée de la convention des impôts et taxes attachées à la parcelle et aux constructions y édifiées.

Article 13. - Litiges :

A défaut d'accord amiable qui devra au préalable être recherché, les litiges nés de l'interprétation ou de l'application de la présente convention seront soumis à la juridiction compétente de Papeete.

Article 14. - Election de domicile :

L'association les Amis de la Maison James Norman HALL représentée par sa présidente, madame HALL-RUTGERS Nancy, BP 14167 – 98701 Arue
Tél 40.50.01.60
Fax 40.50.01.61

Pour la Polynésie française représentée par le Ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine, Papeete, Orovini – rue Dumont d'Urville – Immeuble Te Fenua au 5^{ème} étage
Tél 40.54.95.75 – Fax 40.45.43.43
BP 2551 – 98713 Papeete

Et le Ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement, Papeete, quai des paquebots – bâtiment du GIE Tahiti Tourisme
Tél 40.50.88.60 - Fax 40.50.68.61
BP 2551 – 98713 Papeete

Article 15. - Nombre d'exemplaires :

La présente convention est établie en 7 exemplaires. Elle est exempte de droits de timbre et d'enregistrement.

Fait à Papeete, le

en 7 exemplaires originaux

La Présidente de l'association des Amis de la Maison James Norman Hall

Le Ministre
du logement et
de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine

HALL-RUTGERS Nancy

Tearii ALPHA

Le Ministre
du tourisme,
des transports aériens
internationaux,
de la modernisation
de l'administration
et de la fonction publique,
porte-parole du gouvernement
Jean-Christophe BOUISSOU

NOR : MTI1500912AC

Par arrêté n° 894 CM du 6 juillet 2015. — Est rendue exécutoire la délibération n° 6 MTI 2015 du 22 mai 2015 modifiant la délibération n° 4 MTI 2013 du 8 janvier 2013 modifiée fixant les tarifs des prestations et les droits de reproduction des images du musée de Tahiti et des îles - Te Fare Manaha du conseil d'administration du musée de Tahiti et des îles - Te Fare Manaha.

DELIBÉRATION N° 06/MTI/2015 du 22 mai 2015

Modifiant la délibération N°04/MTI/2013 du 8 janvier 2013 fixant les tarifs des prestations et les droits de reproduction des images du Musée de Tahiti et des Îles - Te Fare Manaha

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU MUSÉE DE TAHITI ET DES ILES – TE FARE MANAHA

- Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
- Vu la délibération 80-112 AT du 08 septembre 1980 modifiée, portant création d'un établissement public dénommé : « Musée de Tahiti et des Îles - *Te Fare Manaha* » ;
- Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée, portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;
- Vu l'arrêté n° 1619/CM du 24 novembre 2000 modifié, portant organisation et fonctionnement de l'établissement public dénommé Musée de Tahiti et des Îles - *Te Fare Manaha* ;
- Vu l'arrêté n° 580 CM du 5 juillet 1993 modifié, relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics de la Polynésie française ;
- Vu l'arrêté n° 1269/CM du 23 août 2011 portant nomination de Madame Théano GUILLAUME épouse JAILLET en qualité de directrice de l'établissement public dénommé « Musée de Tahiti et des Îles – *Te Fare Manaha* » ;
- Vu l'arrêté n° 1844/CM du 13 décembre 2013 portant nomination de Mlle. Vaitiare GRAND en qualité de commissaire de gouvernement auprès de l'établissement « Musée de Tahiti et des Îles – *Te Fare Manaha* » ;
- Vu la délibération n° 04/MTI/2013 du 8 janvier 2013 modifiée, fixant les tarifs des prestations et les droits de reproduction des images du Musée de Tahiti et des Îles – *Te Fare Manaha* rendue exécutoire par l'arrêté n° 213/CM du 21 février 2013 modifié ;

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ EN SA SÉANCE DU : 22 MAI 2015

ADOPTÉ

Article 1 : Le A. de l'annexe 1 de la délibération N°04/MTI/2013 du 8 janvier 2013 modifiée, fixant les tarifs des prestations et les droits de reproduction des images du Musée de Tahiti et des Îles – *Te Fare Manaha*, est rédigé comme suit :

« A. ENTREE DES SALLES D'EXPOSITIONS

Les tarifs d'entrées aux salles d'exposition permanente, temporaire sont les suivantes :

Billet	Plein tarif	Tarif agence de voyage et groupe de 10 pers et plus
Salle d'exposition permanente*	600 F CFP	500 F CFP
Salle d'expositions temporaires : exposition avec le commissariat du MTI	800 F CFP	700 F CFP
Billet combiné Salles d'exposition permanente* et temporaires (commissariat MTI)	1000 F CFP	900 F CFP

Salle d'expositions temporaires : exposition extérieure ou en partenariat avec le MTI	Tarifs fixés par décision du directeur du MTI
Billet combiné Salles d'exposition permanente* et temporaires (exposition extérieure ou partenariat)	Tarifs fixés par décision du directeur du MTI

* inclut également l'accès à l'espace Färereira'a.

L'entrée est gratuite pour :

- les moins de 18 ans ;
- les étudiants sur présentation de leur carte d'étudiant ;
- les élèves-stagiaires et les enseignants du centre des métiers d'art ;
- tous les membres, individuellement, de l'association « Les amis du Musée de Tahiti et des Îles » sur présentation d'un justificatif ;
- les accompagnateurs de groupes.

NB. L'entrée est gratuite pour les accompagnateurs de centres aérés ou de groupes scolaires dans la limite d'un adulte pour 6 enfants.

Article 2 : Le tableau de l'annexe 4 de la délibération N°04/MTI/2013 du 8 janvier 2013 modifiée, fixant les tarifs des prestations et les droits de reproduction des images du Musée de Tahiti et des Îles – *Te Fare Manaha*, est complété.

Dans la rubrique catalogue, trois lignes sont rajoutées et rédigées comme suit :

Rubrique	Libellé	Tarifs TTC en XPF applicables		
		Au MTI Prix 100%	Librairie : Prix -25%	Etudiants, élèves-stagiaires et enseignants du centre des métiers d'art, membres de l'association Les Amis du Musée Prix -10%
Catalogue	Tiki	3950	2963	3555
	Face à l'immensité - Jean-Paul Forest	2000	1500	1800
	Âmes errantes : hommage à Gauguin - exposition d'art contemporain chinois	2200	1650	1980

Article 3 : Les tarifs de l'article 1^{er} de la présente délibération seront applicables à compter du 1^{er} jour du mois qui suit la publication des tarifs au Journal Officiel de la Polynésie française.

Article 4 : La directrice et l'agent comptable sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération. /

Un administrateur,
Robert KOENIG.

Le président du conseil d'administration,
Heremoana MAAMAATUAIAHUTAPU.

NOR : MTI1500913AC

Par arrêté n° 895 CM du 6 juillet 2015.— Est rendue exécutoire la délibération n° 8 MTI 2015 du 22 mai 2015 portant adoption de la décision budgétaire modificative n° 1 pour l'exercice 2015 du musée de Tahiti et des îles - Te Fare Manaha.

Le budget modifié est arrêté en recettes et en dépenses à la somme de *deux cent cinquante-cinq millions trois cent*

soixante-douze mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf francs CFP (255 372 999 F CFP) se décomposant comme suit (en F CFP) :

	Section I fonctionnement	Section II opérations en capital	Total
Recettes	163 539 172	92 833 827	255 372 999
Dépenses	162 294 561	93 078 438	255 372 999
Résultat	244 611	- 244 611	0

DELIBÉRATION N° 08 /MTI/2015 du 22 mai 2015
Portant adoption de la décision budgétaire modificative n° 01
du « Musée de Tahiti et des Îles - Te Fare Manaha » pour l'exercice 2015

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU MUSÉE DE TAHITI ET DES ÎLES - TE FARE MANAHA

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération 80-112 AT du 08 septembre 1980 modifiée, portant création d'un établissement public dénommé : « Musée de Tahiti et des Îles - Te Fare Manaha » ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée, portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 580 CM du 5 juillet 1993 modifié, relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1619/CM du 24 novembre 2000 modifié, portant organisation et fonctionnement de l'établissement public dénommé Musée de Tahiti et des Îles - Te Fare Manaha ;

Vu l'arrêté n° 1269/CM du 23 août 2011 portant nomination de Madame Théano GUILLAUME épouse JAILLET en qualité de directrice de l'établissement public dénommé « Musée de Tahiti et des Îles - Te Fare Manaha » ;

Vu l'arrêté n° 1844/CM du 13 décembre 2013 portant nomination de Mlle. Vaitiare GRAND en qualité de commissaire de gouvernement auprès de l'établissement « Musée de Tahiti et des Îles - Te Fare Manaha » ;

Vu la délibération n° 03/MTI/2015 du 20 janvier 2015 portant adoption du budget primitif du « Musée de Tahiti et des Îles - Te Fare Manaha » pour l'exercice 2015, rendue exécutoire par l'arrêté n° 208/CM du 20 février 2015.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ EN SA SÉANCE DU : 22 mai 2015

ADOPTÉ

Article 1 : Le budget modifié du Musée de Tahiti et des Îles - Te Fare Manaha, pour l'exercice 2015 arrêté en recettes et en dépenses à la somme 255 372 999 F CFP (deux cent cinquante-cinq millions trois cent soixante-douze mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf francs pacifique) est approuvé.

Il se décompose comme suit :

	Section I Fonctionnement	Section II Opérations en Capital	TOTAL
Recettes (en F CFP)	162 539 172	92 833 827	255 372 999
Dépenses (en F CFP)	162 294 561	93 078 438	255 372 999
RESULTATS	244 611	- 244 611	0

Article 2 : La directrice et l'agent comptable sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

Un administrateur,
Robert KOENIG.

Le président du conseil d'administration,
Heremoana MAAMAATUAIAHUTAPU.

BUDGET PRINCIPAL

MUSEE DE TAHITI ET DES ILES - TE FARE MANAHA

DECISION MODIFICATIVE DE l'EXERCICE 2015

DECISION BUDGETAIRE MODIFICATIVE N° 01

Edité le : 29/05/2015 10:25

CADRE 1
(DEVELOPPEMENT DES CREDITS CLASSE 6)

Feuillet 1

NUMEROS					CHAPITRES, ARTICLES, PARAGRAPHES ET PROG.	MONTANTS DES CREDITS						OBSERVATIONS
Chap	Art	Parag	Sous Parag	Programme	INTITULES	CREDITS REALISES Exercice 2014 à la date du 29/05/15 (1)	RAPPEL des crédits antérieurement votés Exercice 2015 (2)	Montant reporté (3)	Modifications proposées au titre de la décision modificative		Montant crédits après décision modificative (6)=(2)+(3)+(4)- (5)	
									Augmentations (4)	Diminutions (5)		
60	6				SECTION I - FONCTIONNEMENT							
					ACHATS ET VARIATIONS DES STOCKS							
					ACHATS APPROVISIONNEMENTS NON STOCKES	18 703 618	18 540 000		550 000		19 090 000	
					140103 [RA] Expositions et événements	1 323 206		876 794		876 794	0	
					140104 [RA] Opération de récolement	471 521		178 479		178 479	0	
					140106 [RA] Vitrine aéroport			200 000		200 000	0	
	7				140107 [RA] Exposition Tapa	149 628		27 659		27 659	0	
					150103 [RA] Expositions et événements 2015		1 200 000			400 000	800 000	
					Sous-total 606	20 647 973	19 740 000	1 282 932	550 000	1 682 932	19 890 000	
					ACHATS DE MARCHANDISES	154 245	150 000				150 000	
					140105 [RA] Produits dérivés de la boutique			500 000		500 000	0	
					Sous-total 607	154 245	150 000	500 000		500 000	150 000	
					Total chapitre 60.....	20 802 218	19 890 000	1 782 932	550 000	2 182 932	20 040 000	
61	3				ACHATS DE SOUS-TRAITANCE ET SERVICES EXTERIEURES							
					LOCATIONS	126 626	160 000				160 000	
	5				Sous-total 613	126 626	160 000				160 000	
					TRAVAUX ENTRETIEN ET REPARATIONS	9 827 510	11 000 000				11 000 000	
	6				Sous-total 615	9 827 510	11 000 000				11 000 000	
					PRIMES ASSURANCES	334 570	550 000			150 000	400 000	
	8			150103	[RA] Expositions et événements 2015		250 000			40 000	210 000	
					Sous-total 616	334 570	800 000			190 000	610 000	
					DIVERS	28 842	30 000				30 000	
					Sous-total 618	28 842	30 000				30 000	
					Total chapitre 61.....	10 317 548	11 990 000			190 000	11 800 000	

CADRE 1
(DEVELOPPEMENT DES CREDITS CLASSE 1-2-3-4)

Feuillet 2

NUMEROS					CHAPITRES, ARTICLES, PARAGRAPHES ET PROG.	MONTANTS DES CREDITS						OBSERVATIONS
Chap	Art	Parag	Sous Parag	Programme	INTITULES	CREDITS REALISES Exercice 2014 à la date du 29/05/15 (1)	RAPPEL des crédits antérieurement votés Exercice 2015 (2)	Montant reporté (3)	Modifications proposées au titre de la décision modificative		Montant crédits après décision modificative (6)=(2)+(3)+(4)- (5)	
									Augmentations (4)	Diminutions (5)		
62					SECTION I - FONCTIONNEMENT							
	2				AUTRES SERVICES EXTERIEURS(EN RELATION AVEC L'ACTI REMUNERATIONS INTERMEDIAIRES ET HONORAIRES	48 536	350 000			150 000	200 000	
	3				Sous-total 622	48 536	350 000			150 000	200 000	
					PUBLICITE INFORMATION PUBLICATION	1 051 609	1 086 184				1 086 184	
				140102	[RA] Publications	4 862 190					0	
				140103	[RA] Expositions et événements	1 494 312		305 688		305 688	0	
				140106	[RA] Vitrine aéroport			500 000		500 000	0	
				140107	[RA] Exposition Tapa	440 610		480		480	0	
				150103	[RA] Expositions et événements 2015		4 400 000				4 400 000	
					Sous-total 623	7 848 721	5 486 184	806 168		806 168	5 486 184	
	5				DEPLACEMENTS MISSIONS ET RECEPTIONS	210 000	150 000			30 000	120 000	
				150103	[RA] Expositions et événements 2015		150 000		250 000		400 000	
					Sous-total 625	210 000	300 000		250 000	30 000	520 000	
	6				FRAIS POSTAUX ET TELECOMMUNICATIONS	1 119 914	1 200 000				1 200 000	
					Sous-total 626	1 119 914	1 200 000				1 200 000	
	7				SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES	10 273	100 000				100 000	
					Sous-total 627	10 273	100 000				100 000	
	8				CHARGES EXTERNES DIVERSES	1 989 435	3 077 816		1 635 417		4 713 233	
				140102	[RA] Publications	791 000					0	
				140103	[RA] Expositions et événements	16 431 667		868 333		868 333	0	
				140104	[RA] Opération de récolement	1 000 000					0	
				140106	[RA] Vitrine aéroport	525 450		974 550		974 550	0	
				140107	[RA] Exposition Tapa	1 358 147					0	
				150103	[RA] Expositions et événements 2015		7 150 000		80 000		7 230 000	
					Sous-total 628	22 095 699	10 227 816	1 842 883	1 715 417	1 842 883	11 943 233	
					Total chapitre 62.....	31 333 143	17 664 000	2 649 051	1 965 417	2 829 051	19 449 417	

CADRE 1
(DEVELOPPEMENT DES CREDITS CLASSE 1-2-3-4)

Feuillet 3

NUMEROS					CHAPITRES, ARTICLES, PARAGRAPHES ET PROG.	MONTANTS DES CREDITS						OBSERVATIONS
Chap	Art	Parag	Sous Parag	Programme		CREDITS REALISES Exercice 2014 à la date du 29/05/16 (1)	RAPPEL des crédits antérieurement votés Exercice 2015 (2)	Montant reporté (3)	Modifications proposées au titre de la décision modificative		Montant crédits après décision modificative (6)=(2)+(3)+(4)-(5)	
					INTITULES				Augmentations (4)	Diminutions (5)		
63	7				SECTION I - FONCTIONNEMENT							
					IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIILES							
					AUTRES IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES							
					Sous-total 637	357 723	400 000				400 000	
					Total chapitre 63.....	357 723	400 000				400 000	
64	1				CHARGES DE PERSONNEL	78 721 345	74 500 000				74 500 000	
					REMUNERATION PERSONNEL PERMANENT ET S/EMPLOI BLOQ							
					Sous-total 641	78 721 345	74 500 000				74 500 000	
	3				REMUNERATION PERSONNEL SUR CREDITS		2 000 000				2 000 000	
					Sous-total 643		2 000 000				2 000 000	
	6				CHARGES SOCIALES CPS	24 056 180	22 000 000				22 000 000	
					Sous-total 645	24 056 180	22 000 000				22 000 000	
	7				AUTRES CHARGES SOCIALES	161 700	156 000		7 800		163 800	
					Sous-total 647	161 700	156 000		7 800		163 800	
	8				AUTRES CHARGES DE PERSONNEL	7 303 300					0	
					Sous-total 648	7 303 300					0	
					Total chapitre 64.....	110 242 525	98 656 000		7 800		98 663 800	
65	1				AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE							
					REDEVANCES BREVETS LICENCES MARQUES	35 800	200 000		140 000		340 000	
					PROCEDES							
				140102	[RA] Publications	146 810					0	
				140103	[RA] Expositions et événements	91 000		1 509 000		1 509 000	0	
				150103	[RA] Expositions et événements 2015				110 000		110 000	
					Sous-total 651	273 610	200 000	1 509 000	250 000	1 509 000	450 000	
					Total chapitre 65.....	273 610	200 000	1 509 000	250 000	1 509 000	450 000	
66	6				CHARGES FINANCIERES							
					PERTES DE CHANGE							
					Sous-total 666				23 640		23 640	
					Total chapitre 66.....				23 640		23 640	

CADRE 1
(DEVELOPPEMENT DES CREDITS CLASSE 1-2-3-4)

Feuillet 4

NUMEROS					CHAPITRES, ARTICLES, PARAGRAPHE ET PROG.	MONTANTS DES CREDITS						OBSERVATIONS
Chap	Art	Parag	Sous Parag	Programme	INTITULES	CREDITS REALISES Exercice 2014 à la date du 29/05/15 (1)	RAPPEL des crédits antérieurement votés Exercice 2015 (2)	Montant reporté (3)	Modifications proposées au titre de la décision modificative		Montant crédits après décision modificative (6)=(2)+(3)+(4)- (5)	
									Augmentations (4)	Diminutions (5)		
67	8			140107	SECTION I - FONCTIONNEMENT							
					CHARGES EXCEPTIONNELLES							
					AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES	42 004	100 000				100 000	
					[RA] Exposition Tapa	23 476					0	
					Sous-total 678	65 480	100 000				100 000	
					Total chapitre 67.....	65 480	100 000				100 000	
68	1				DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS							
					DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS	20 108 133	8 116 624		3 251 080		11 367 704	
					Sous-total 681	20 108 133	8 116 624		3 251 080		11 367 704	
					Total chapitre 68.....	20 108 133	8 116 624		3 251 080		11 367 704	
					TOTAL DE LA SECTION FONCTIONNEMENT	193 500 380	157 016 624	5 940 983	6 047 937	6 710 983	162 294 561	

CADRE 1
(DEVELOPPEMENT DES CREDITS CLASSE 1-2-3-4)

Feuillet 5

NUMEROS					CHAPITRES, ARTICLES, PARAGRAPHES ET PROG.	MONTANTS DES CREDITS						OBSERVATIONS
Chap	Art	Parag	Sous Parag	Programme	INTITULES	CREDITS REALISES Exercice 2014 à la date du 29/05/15 (1)	RAPPEL des crédits antérieurement votés Exercice 2015 (2)	Montant reporté (3)	Modifications proposées au titre de la décision modificative		Montant crédits après décision modificative (6)=(2)+(3)+(4)-(5)	
									Augmentations (4)	Diminutions (5)		
10	2				SECTION II - OPERATION EN CAPITAL							
					CAPITAL ET RESERVES							
					APPORTS	5 000 000	5 000 000				5 000 000	
					Sous-total 102	5 000 000	5 000 000				5 000 000	
					Total chapitre 10.....	5 000 000	5 000 000				5 000 000	
13	9				SUBVENTION INVESTISSEMENT							
					SUBVENTION INVESTISSEMENT INSCRITE AU CPTE RESULTAT	17 474 957	1 870 704		2 117 141		3 987 845	
					Sous-total 139	17 474 957	1 870 704		2 117 141		3 987 845	
					Total chapitre 13.....	17 474 957	1 870 704		2 117 141		3 987 845	
21	3				IMMOBILISATIONS CORPORELLES							
					CONSTRUCTIONS	4 249	36 089	31 840		31 840	36 089	
					[RA] Plan d'aménagement général du site du Musée		30 000 000	30 000 000		18 135 000	41 865 000	
					130101							
	5				[RA] Mise en valeur du patio et du site Hiti	8 340 057	1 497 361	1 014 000		1 014 000	1 497 361	
					130102							
					[RA] Aménagement des jardins du Musée	5 833 140	6 423 850	5 542 450		5 542 450	6 423 850	
					140101							
	6				[RA] Herbier		15 000 000				15 000 000	
					150102							
					Sous-total 213	14 177 446	52 957 300	36 588 290		24 723 290	64 822 300	
					INSTALLATIONS TECHNIQUES MATERIELS ET OUTILLAGES	9 885 684	9 843 823	6 683 707		8 983 707	7 543 823	
	8				150101							
					[RA] aménagement et acquisitions de matériels		10 000 000				10 000 000	
					150103							
					[RA] Expositions et événements 2015		600 000			400 000	200 000	
					Sous-total 215	9 885 684	20 443 823	6 683 707		9 383 707	17 743 823	
					COLLECTIONS		200 000				200 000	
					150103							
					[RA] Expositions et événements 2015				400 000		400 000	
					Sous-total 216				400 000		600 000	
					AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	776 757			924 470		924 470	
					150103							
					Sous-total 218	776 757			924 470		924 470	
					Total chapitre 21.....	24 839 887	73 601 123	43 271 997	1 324 470	34 106 997	84 090 593	

CADRE 1
(DEVELOPPEMENT DES CREDITS CLASSE 1-2-3-4)

Feuille 6

NUMEROS					CHAPITRES, ARTICLES, PARAGRAPHERS ET PROG.	MONTANTS DES CREDITS					OBSERVATIONS
Chap	Art	Parag	Sous Parag	Programme		INTITULES	CREDITS REALISES Exercice 2014 à la date du 29/05/15 (1)	RAPPEL des crédits antérieurement votés Exercice 2015 (2)	Montant reporté (3)	Modifications proposées au titre de la décision modificative	
					SECTION II - OPERATION EN CAPITAL				Augmentations (4)	Diminutions (5)	
					TOTAL DE LA SECTION OPERATION EN CAPITAL	47 314 844	80 471 827	43 271 997	3 441 611	34 106 997	93 078 438

CADRE 2
(DEVELOPPEMENT DES RECETTES CLASSE 6 et 7)

Feuille 7

NUMEROS					CHAPITRES, ARTICLES, PARAGRAPHERS ET PROG.	MONTANTS DES RECETTES					OBSERVATIONS
Chap	Art	Parag	Sous Parag	Programme	INTITULES	CREDITS REALISES Exercice 2014 à la date du 29/05/15 (1)	RAPPEL des crédits antérieurement votés Exercice 2015 (2)	Modifications proposées au titre de la décision modificative		Montant crédits après décision modificative (6)=(2)+(4)-(5)	
								Augmentations (4)	Diminutions (5)		
70					SECTION I - FONCTIONNEMENT						
	6				VENTES DE MARCHANDISES PRESTATIONS SERVICES	9 193 300	9 600 000			9 600 000	
					Sous-total 706	9 193 300	9 600 000			9 600 000	
	7				VENTES MARCHANDISES	230 330	250 000			250 000	
					Sous-total 707	230 330	250 000			250 000	
	8				PRODUITS DES ACTIVITES ANNEES	2 888 429	2 400 000			2 400 000	
					Sous-total 708	2 888 429	2 400 000			2 400 000	
					Total chapitre 70.....	12 312 059	12 250 000			12 250 000	
74	1				SUBVENTION EXPLOITATION SUBVENTION EXPLOITATION ETAT					477 327	
					Sous-total 741					477 327	
	4				SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT POLYNESIE FRANCAISE	127 500 000	127 500 000	477 327		477 327	
					Sous-total 744	127 500 000	127 500 000			127 500 000	
				140102	[RA] Publications	2 900 000				0	
				140103	[RA] Expositions et événements	12 800 000				0	
				140104	[RA] Opération de récolement	825 000				0	
				140105	[RA] Produits dérivés de la boutique					0	
				140106	[RA] Vitrine aéroport					0	
				140107	[RA] Exposition Tapa	1 000 000				0	
				150103	[RA] Expositions et événements 2015		13 150 000			13 150 000	
					Sous-total 748	17 525 000	13 150 000			13 150 000	
					Total chapitre 74.....	145 025 000	140 650 000	477 327		141 127 327	
75	8				AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE DIVERS AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	227 428				0	
					Sous-total 758	227 428				0	
					Total chapitre 75.....	227 428				0	

CADRE 2
(DEVELOPPEMENT DES RECETTES CLASSE 1-2-3-4)

Feuillet 8

NUMEROS					CHAPITRES, ARTICLES, PARAGRAPHS ET PROG.	MONTANTS DES RECETTES					OBSERVATIONS
Chap	Art	Parag	Sous Parag	Programme	INTITULES	CREDITS REALISES Exercice 2014 à la date du 29/05/15 (1)	RAPPEL des crédits antérieurement votés Exercice 2015 (2)	Modifications proposées au titre de la décision modificative		Montant crédits après décision modificative (6)=(2)+(4)-(5)	
								Augmentations (4)	Diminutions (5)		
77					SECTION I - FONCTIONNEMENT						
	1				PRODUITS EXCEPTIONNELS	7 247				0	
					PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPERATION GESTION EXE					0	
	5				Sous-total 771	7 247				0	
					PRODUITS CESSIONS ELEMENTS ACTIFS			174 000		174 000	
	6				Sous-total 775			174 000		174 000	
					Produits de la neutralisation	5 000 000	5 000 000			5 000 000	
					Sous-total 776	5 000 000	5 000 000			5 000 000	
	7				QUOTE-PART SUBVENTIONS INVEST VIREE AUX RESULT EXE	17 474 957	1 870 704	2 117 141		3 987 845	
					Sous-total 777	17 474 957	1 870 704	2 117 141		3 987 845	
	8				AUTRES PRODUITS OPERATIONS EXCEPTIONNELLES CAPIT	7 228				0	
					Sous-total 778	7 228				0	
					Total chapitre 77.....	22 489 432	6 870 704	2 291 141		9 161 845	
					TOTAL DE LA SECTION FONCTIONNEMENT	180 053 919	159 770 704	2 768 468		162 539 172	

CADRE 2
(DEVELOPPEMENT DES RECETTES CLASSE 1-2-3-4)

Feuillet 9

NUMEROS					CHAPITRES, ARTICLES, PARAGRAPHS ET PROG.	MONTANTS DES RECETTES					OBSERVATIONS
Chap	Art	Parag	Sous Parag	Programme	INTITULES	CREDITS REALISES Exercice 2014 à la date du 29/05/15 (1)	RAPPEL des crédits antérieurement votés Exercice 2015 (2)	Modifications proposées au titre de la décision modificative		Montant crédits après décision modificative (6)=(2)+(4)-(5)	
								Augmentations (4)	Diminutions (5)		
13	1 8				SECTION II - OPERATION EN CAPITAL						
					SUBVENTION INVESTISSEMENT						
					SUBVENTION EQUIPEMENT						
					Sous-total 131		6 043 823			6 043 823	
					130101 [RA] Plan d'aménagement général du site du Musée		6 043 823			6 043 823	
					130102 [RA] Mise en valeur du patio et du site Hiti	7 483 246	30 000 000	11 865 000		41 865 000	
					140101 [RA] Aménagement des jardins du Musée	5 687 795	1 501 610			1 501 610	
					150101 [RA] aménagement et acquisitions de matériels		6 455 690			6 455 690	
					150102 [RA] Herbier		10 000 000			10 000 000	
					150103 [RA] Expositions et événements 2015		15 000 000			15 000 000	
					Sous-total 138	13 171 041	600 000			600 000	
					Total chapitre 13.....	13 171 041	63 557 300	11 865 000		75 422 300	
28	1 4				AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS						
					AMORTISSEMENTS IMMOBILISATIONS CORPORELLES	15 108 133	3 116 624	3 251 080		6 367 704	
					Sous-total 281	15 108 133	3 116 624	3 251 080		6 367 704	
					AMORT IMMOB CORPOR CHARGE RENOUV NON A L'ETABL	5 000 000	5 000 000			5 000 000	
					Sous-total 284	5 000 000	5 000 000			5 000 000	
					Total chapitre 28.....	20 108 133	8 116 624	3 251 080		11 367 704	
					TOTAL DE LA SECTION OPERATION EN CAPITAL	33 279 174	77 717 747	15 116 080		92 833 827	

CADRE 3
(TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES ET RECETTES)

DEPENSES			Section I - FONCTIONNEMENT		RECETTES	
NUMEROS des POSTES	INTITULES DES DEPENSES	MONTANT des prévisions de DEPENSES	NUMEROS des POSTES	INTITULES DES RECETTES	MONTANT des prévisions de RECETTES	
60	ACHATS ET VARIATIONS DES STOCKS	20 040 000	70	VENTES DE MARCHANDISES	12 250 000	
61	ACHATS DE SOUS-TRAITANCE ET SERVICES EXTERIEURES	11 800 000	74	SUBVENTION EXPLOITATION	141 127 327	
62	AUTRES SERVICES EXTERIEURS(EN RELATION AVEC L'ACTI	19 449 417	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	9 161 845	
63	IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSILILES	400 000				
64	CHARGES DE PERSONNEL	98 663 800				
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	450 000				
66	CHARGES FINANCIERES	23 640				
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	100 000				
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	11 367 704				
	Total des DEPENSES	162 294 561		Total des RECETTES	162 539 172	
	Mode de réalisation de l'équilibre : Excédent de l'exercice (Virement à la section II)	244 611		Mode de réalisation de l'équilibre : Déficit de l'exercice (Virement de la section II)		
	Montant TOTAL	162 539 172		Montant TOTAL	162 539 172	

CADRE 3
(TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES ET RECETTES)

DEPENSES			Section II - OPERATION EN CAPITAL		RECETTES	
NUMEROS des POSTES	INTITULES DES DEPENSES	MONTANT des prévisions de DEPENSES	NUMEROS des POSTES	INTITULES DES RECETTES	MONTANT des prévisions de RECETTES	
10	CAPITAL ET RESERVES	5 000 000	13	SUBVENTION INVESTISSEMENT	81 466 123	
13	SUBVENTION INVESTISSEMENT	3 987 845	28	AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS	11 387 704	
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	84 090 593				
Total des DEPENSES		93 078 438		Total des RECETTES	92 833 827	
	Mode de réalisation de l'équilibre : Déficit de l'exercice (Virement à la section I) Augmentation du fonds de roulement			Mode de réalisation de l'équilibre : Excédent de l'exercice (Virement de la section I) Diminution du fonds de roulement	244 611	
Montant TOTAL		93 078 438	Montant TOTAL		93 078 438	
TOTAL BRUT DES DEPENSES ...		255 617 610	TOTAL BRUT DES RECETTES		255 617 610	
A déduire : dépenses internes (Virements entre sections)		244 611	A déduire : recettes internes (Virements entre sections)		244 611	
TOTAL NET DES DEPENSES		255 372 999	TOTAL NET DES RECETTES		255 372 999	

NOR : MTI1500911DL

Par arrêté n° 896 CM du 6 juillet 2015.— Est rendue exécutoire la délibération n° 5 MTI 2015 du 22 mai 2015 portant adoption du compte financier du musée de Tahiti et des îles - Te Fare Manaha pour l'exercice 2015 et affectation de son résultat.

Le compte financier du musée de Tahiti et des îles - Te Fare Manaha au titre de l'exercice 2014 s'établit ainsi (en F CFP) :

	Section I fonctionnement	Section II opérations en capital	Total
Recettes	180 053 919	33 279 174	213 333 093
Dépenses	193 500 380	47 314 844	240 815 224
Résultat	- 13 446 461	- 14 035 670	- 27 482 131

Le résultat d'exploitation de l'exercice 2014, soit un déficit de - 13 446 461 F CFP, est affecté au débit du compte :

- 1068 : Autres réserves - 13 446 461 F CFP

Au 31 décembre de l'exercice 2014, le fond de roulement du musée de Tahiti et des îles - Te Fare Manaha est de *trente-deux millions six cent soixante-cinq mille cinq cent soixante-trois francs CFP* (32 665 563 F CFP).

DELIBERATION N° 05 /MTI/2015 du 22 mai 2015
Portant adoption du compte financier du « Musée de Tahiti et des Îles - Te Fare Manaha » pour l'exercice 2014 et affectation de son résultat

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU MUSÉE DE TAHITI ET DES ÎLES - TE FARE MANAHA

- Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
- Vu la délibération 80-112 AT du 08 septembre 1980 modifiée, portant création d'un établissement public dénommé : « Musée de Tahiti et des Îles - Te Fare Manaha » ;
- Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée, portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;
- Vu l'arrêté n° 580 CM du 5 juillet 1993 modifié, relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics de la Polynésie française ;
- Vu l'arrêté n° 1619/CM du 24 novembre 2000 modifié, portant organisation et fonctionnement de l'établissement public dénommé Musée de Tahiti et des Îles - Te Fare Manaha ;
- Vu l'arrêté n° 1269/CM du 23 août 2011 portant nomination de Madame Théano GUILLAUME épouse JAILLET en qualité de directrice de l'établissement public dénommé « Musée de Tahiti et des Îles - Te Fare Manaha » ;
- Vu l'arrêté n° 1844/CM du 13 décembre 2013 portant nomination de Mlle. Vaitiare GRAND en qualité de commissaire de gouvernement auprès de l'établissement « Musée de Tahiti et des Îles - Te Fare Manaha » ;
- Vu la délibération n° 03/MTI/2014 du 13 mars 2014 portant adoption du budget primitif de l'établissement Musée de Tahiti et des Îles - Te Fare Manaha pour l'exercice 2014, rendue exécutoire par l'arrêté n° 615/CM du 14 avril 2014 ;
- Vu la délibération n° 07/MTI/2014 du 27 juin 2014 portant adoption de la décision modificative n° 01 de l'établissement Musée de Tahiti et des Îles - Te Fare Manaha pour l'exercice 2014, rendue exécutoire par l'arrêté n° 1185/CM du 08 août 2014 ;
- Vu la délibération n° 10/MTI/2014 du 04 novembre 2014 portant adoption de la décision budgétaire modificative n° 02 de l'établissement Musée de Tahiti et des Îles - Te Fare Manaha pour l'exercice 2014, rendue exécutoire par l'arrêté n° 1826/CM du 05 décembre 2014 ;
- Vu le compte financier de l'exercice 2014.

APRES EN AVOIR DELIBERE EN SA SEANCE DU : 22 mai 2015

ADOpte :

Article 1 : Le compte financier du Musée de Tahiti et des Îles - Te Fare Manaha pour l'exercice 2014, ci-après annexé est approuvé.

Article 2 : Le résultat d'exécution du Musée de Tahiti et des Iles - *Te Fare Manaha* pour l'exercice 2014, est arrêté et approuvé comme suit :

Intitulé		Section I Fonctionnement	Section II Opérations en Capital	TOTAL
Recettes (en F CFP)		180 053 919	33 279 174	213 333 093
Dépenses (en F CFP)		193 500 380	47 314 844	240 815 224
RESULTATS (en F CFP)	Excédent			
	Déficit	-13 446 461	- 14 035 670	-27 482 131

Article 3 : Le résultat de l'exécution budgétaire de l'exercice 2014 est par section, déficitaire de 13 446 461 F CFP (treize millions quatre cent quarante-six mille quatre cent soixante et un francs CFP) en section de fonctionnement et déficitaire de 14 035 670 F CFP (quatorze millions trente-cinq mille six cent soixante-dix francs CFP) en section d'investissement.

Article 4 : Le conseil d'administration décide l'affectation du déficit de la section de fonctionnement de l'exercice 2014 d'un montant de 13 446 461 FF CFP (treize millions quatre cent quarante-six mille quatre cent soixante et un francs CFP) au débit du compte 1068 « Autres réserves ».

Article 5 : La directrice et l'agent comptable sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

Un administrateur,
Robert KOENIG.

Le président du conseil d'administration,
Heremoana MAAMAATUAIAHUTAPU.

PAIERIE
DE LA POLYNESIE FRANCAISE

MUSEE DE TAHITI ET DES ILES TE FARE MANAHA

COMPTE FINANCIER DE L'EXERCICE 2014

Présenté par
Monsieur Yves GATTY du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2014

Paléologie de Polynésie Française

Le 16/02/2015 ETAT : A

Organisme : 106 MUSEE DE TAHITI ET DES ILES - TE FARE MANAHA

ETAT DE CONSOMMATION ET DE REALISATION

Exercice : 2014

Ucg : B06 Budget Principal

DEPENSES

Compte	Programme	Libellé	Crédits ouverts	Mandats ou OR émis	Mandats ou OR annulés	Crédits disponibles	% Cred. Cons.
102		APPORTS	5 000 000	5 000 000			100,00
		<i>Sous-total</i>	5 000 000	5 000 000		0	100,00
139		SUB. INV. INSCR...	17 474 957	17 474 957			100,00
		<i>Sous-total</i>	17 474 957	17 474 957		0	100,00
205		CONCESSIONS DROITS					
		<i>Sous-total</i>	0			0	00,00
213		CONSTRUCTIONS	36 089	4 249		31 840	
213	130102	CONSTRUCTIONS	9 354 057	8 340 057		1 014 000	
213	140101	CONSTRUCTIONS	11 375 590	5 833 140		5 542 450	
213	130101	CONSTRUCTIONS	30 000 000			30 000 000	
		<i>Sous-total</i>	50 765 736	14 177 446		36 588 290	27,93
215		INST. TECHN. MAT. OU	16 569 391	9 885 684		6 683 707	59,66
		<i>Sous-total</i>	16 569 391	9 885 684		6 683 707	59,66
218		AUT. IMMOB. CORPOR	776 757	776 757			100,00
		<i>Sous-total</i>	776 757	776 757		0	100,00
Total Investissement			90 586 841	47 314 844		43 271 997	52,23

Paierie de Polynésie Française

ETAT : A

Organisme : 106 MUSEE DE TAHITI ET DES ILES - TE FARE MANAHA

ETAT DE CONSOMMATION ET DE REALISATION

Exercice : 2014

Ucg : B06 Budget Principal

DEPENSES

Compte	Programme	Libellé	Crédits ouverts	Mandats ou OR émis	Mandats ou OR annulés	Crédits disponibles	% Cred. Cons.
606	140107	ACHATS APPRO. NON ST	177 287	149 628		27 659	
606	140106	ACHATS APPRO. NON ST	200 000			200 000	
606		ACHATS APPRO. NON ST	19 280 000	18 703 618		576 382	
606	140103	ACHATS APPRO. NON ST	2 200 000	1 323 206		876 794	
606	140104	ACHATS APPRO. NON ST	650 000	471 521		178 479	
		<i>Sous-total</i>	<i>22 507 287</i>	<i>20 647 973</i>		<i>1 859 314</i>	<i>91,74</i>
607		ACHATS DE MARCHANDIS	200 000	154 245		45 755	
607	140105	ACHATS DE MARCHANDIS	500 000			500 000	
		<i>Sous-total</i>	<i>700 000</i>	<i>154 245</i>		<i>545 755</i>	<i>22,04</i>
613		LOCATIONS	180 000	126 626		53 374	70,35
		<i>Sous-total</i>	<i>180 000</i>	<i>126 626</i>		<i>53 374</i>	<i>70,35</i>
615		TRAV. ENTR. ET REPAR	10 300 000	9 827 510		472 490	95,41
		<i>Sous-total</i>	<i>10 300 000</i>	<i>9 827 510</i>		<i>472 490</i>	<i>95,41</i>
616		PRIMES ASSURANCES	334 570	334 570			100,00
		<i>Sous-total</i>	<i>334 570</i>	<i>334 570</i>		<i>0</i>	<i>100,00</i>
618		DIVERS	28 842	28 842			100,00
		<i>Sous-total</i>	<i>28 842</i>	<i>28 842</i>		<i>0</i>	<i>100,00</i>
622		REMUNERATIONS INTERM	90 000	48 536		41 464	53,93
		<i>Sous-total</i>	<i>90 000</i>	<i>48 536</i>		<i>41 464</i>	<i>53,93</i>
623	140107	PUBLICITE INFOR PUBL	441 090	440 610		480	
623	140106	PUBLICITE INFOR PUBL	500 000			500 000	
623		PUBLICITE INFOR PUBL	1 226 184	1 051 609		174 575	
623	140102	PUBLICITE INFOR PUBL	4 862 190	4 862 190			
623	140103	PUBLICITE INFOR PUBL	1 800 000	1 494 312		305 688	
		<i>Sous-total</i>	<i>8 829 464</i>	<i>7 848 721</i>		<i>980 743</i>	<i>88,89</i>
624		TRANS. BIENS. COLL.					
		<i>Sous-total</i>					

Paierie de Polynésie Française

ETAT : A

Organisme : 106 MUSEE DE TAHITI ET DES ILES - TE FARE MANAHA

ETAT DE CONSOMMATION ET DE REALISATION

Exercice : 2014

Ucg : 806 Budget Principal

DEPENSES

Compte	Programme	Libellé	Crédits ouverts	Mandats ou OR émis	Mandats ou OR annulés	Crédits disponibles	% Cred. Cons.
			0			0	00,00
625		DEPLACEMENTS MISS	210 000	210 000			100,00
		<i>Sous-total</i>	210 000	210 000		0	100,00
626		FRAIS POSTAUX ET TEL	1 230 000	1 119 914		110 086	91,05
		<i>Sous-total</i>	1 230 000	1 119 914		110 086	91,05
627		SERVICES BANCAIRES E	60 000	10 273		49 727	17,12
		<i>Sous-total</i>	60 000	10 273		49 727	17,12
628	080101	CHARGES EXTERNES DIV					
628	140102	CHARGES EXTERNES DIV	791 000	791 000			
628	140107	CHARGES EXTERNES DIV	1 358 147	1 358 147			
628	140103	CHARGES EXTERNES DIV	17 300 000	16 431 667		868 333	
628		CHARGES EXTERNES DIV	2 038 640	1 989 435		49 205	
628	140106	CHARGES EXTERNES DIV	1 500 000	525 450		974 550	
628	140104	CHARGES EXTERNES DIV	1 000 000	1 000 000			
		<i>Sous-total</i>	23 987 787	22 095 699		1 892 088	92,11
637		AUTRES IMPOTS ET TAX	400 000	357 723		42 277	89,43
		<i>Sous-total</i>	400 000	357 723		42 277	89,43
641		REMUNERATION PERSONN	81 500 000	78 721 345		2 778 655	96,59
		<i>Sous-total</i>	81 500 000	78 721 345		2 778 655	96,59
645		CHARGES SOCIALES CPS	24 500 000	24 056 180		443 820	98,19
		<i>Sous-total</i>	24 500 000	24 056 180		443 820	98,19
647		AUTRES CHARGES SOCIA	161 700	161 700			100,00
		<i>Sous-total</i>	161 700	161 700		0	100,00
648		AUTRES CHARGES DE PE	7 303 300	7 303 300			100,00
		<i>Sous-total</i>	7 303 300	7 303 300		0	100,00
651		REDEVANCES BREVETS	100 000	35 800		64 200	

Paierie de Polynésie Française

ETAT : A

Organisme : 106 MUSEE DE TAHITI ET DES ILES - TE FARE MANAHA

ETAT DE CONSOMMATION ET DE REALISATION

Exercice : 2014

Ucg : B06 Budget Principal

DEPENSES

Compte	Programme	Libellé	Crédits ouverts	Mandats ou OR émis	Mandats ou OR annulés	Crédits disponibles	% Créd. Cons.
651	140103	REDEVANCES BREVETS	1 600 000	91 000		1 509 000	
651	140102	REDEVANCES BREVETS	146 810	146 810			
		<i>Sous-total</i>	<i>1 846 810</i>	<i>273 610</i>		<i>1 573 200</i>	<i>14,82</i>
654		CHARGES SUR CREANCES					
		<i>Sous-total</i>	<i>0</i>			<i>0</i>	<i>00,00</i>
678	140104	AUTRES CHARGES EXCEP					
678	140107	AUTRES CHARGES EXCEP	23 476	23 476			
678		AUTRES CHARGES EXCEP	92 000	42 004		49 996	
		<i>Sous-total</i>	<i>115 476</i>	<i>65 480</i>		<i>49 996</i>	<i>56,70</i>
681		DOTATIONS AUX AMORTI	20 108 133	20 108 133			100,00
		<i>Sous-total</i>	<i>20 108 133</i>	<i>20 108 133</i>		<i>0</i>	<i>100,00</i>
<i>Total Fonctionnement</i>			<i>204 393 369</i>	<i>193 500 380</i>		<i>10 892 989</i>	<i>94,67</i>
TOTAL			294 980 210	240 815 224		54 164 986	81,64

Païerie de Polynésie Française

ETAT : A

Organisme : 106 MUSEE DE TAHITI ET DES ILES - TE FARE MANAHA

ETAT DE CONSOMMATION ET DE REALISATION

Exercice : 2014

Ucg : B06 Budget Principal

RECETTES

Compte	Programme	Libellé	Prévisions	Mandats ou OR émis	Mandats ou OR annulés	Différence sur prévisions	% Cred. Cons.
131		SUBVENTION EQUIPEMEN	10 000 000			10 000 000	
		<i>Sous-total</i>	10 000 000			10 000 000	00,00
138	130102	AUTRES SUBV INVESTIS	9 354 057	7 483 246		1 870 811	
138	140101	AUTRES SUBV INVESTIS	11 375 590	5 687 795		5 687 795	
138	130101	AUTRES SUBV INVESTIS	30 000 000			30 000 000	
		<i>Sous-total</i>	50 729 647	13 171 041		37 558 606	25,96
281		AMORT. IMMOB. CORPOR	15 108 133	15 108 133			100,00
		<i>Sous-total</i>	15 108 133	15 108 133		0	100,00
284		AMORT IMMOB CORPOR	5 000 000	5 000 000			100,00
		<i>Sous-total</i>	5 000 000	5 000 000		0	100,00
Total Investissement			80 837 780	33 279 174		47 558 606	41,17

Paierie de Polynésie Française

ETAT : A

Organisme : 106 MUSEE DE TAHITI ET DES ILES - TE FARE MANAHA

ETAT DE CONSOMMATION ET DE REALISATION

Exercice : 2014

Ucg : B06 Budget Principal

RECETTES

Compte	Programme	Libellé	Prévisions	Mandats ou OR émis	Mandats ou OR annulés	Différence sur prévisions	% Cred. Cons.
706		PRESTATIONS SERVICES	8 000 000	9 225 300	- 32 000	- 1 193 300	114,92
		<i>Sous-total</i>	<i>8 000 000</i>	<i>9 225 300</i>	<i>- 32 000</i>	<i>- 1 193 300</i>	<i>115,32</i>
707		VENTES MARCHANDISES	200 000	230 330		- 30 330	115,17
		<i>Sous-total</i>	<i>200 000</i>	<i>230 330</i>		<i>- 30 330</i>	<i>115,17</i>
708		PROD. ACTIV. ANNEXES	2 450 000	2 888 429		- 438 429	117,90
		<i>Sous-total</i>	<i>2 450 000</i>	<i>2 888 429</i>		<i>- 438 429</i>	<i>117,90</i>
744		SUBV. EXPLOIT. P.F	127 500 000	127 500 000			100,00
		<i>Sous-total</i>	<i>127 500 000</i>	<i>127 500 000</i>		<i>0</i>	<i>100,00</i>
748	140105	AUTRES SUBV. EXPLOIT	500 000			500 000	
748	140104	AUTRES SUBV. EXPLOIT	1 650 000	825 000		825 000	
748	140107	AUTRES SUBV. EXPLOIT	2 000 000	1 000 000		1 000 000	
748	140106	AUTRES SUBV. EXPLOIT	2 200 000			2 200 000	
748	140102	AUTRES SUBV. EXPLOIT	5 800 000	2 900 000		2 900 000	
748	140103	AUTRES SUBV. EXPLOIT	22 900 000	12 800 000		10 100 000	
		<i>Sous-total</i>	<i>35 050 000</i>	<i>17 525 000</i>		<i>17 525 000</i>	<i>50,00</i>
758		DIVERS AUTRES PRODUI		227 428		- 227 428	
		<i>Sous-total</i>	<i>0</i>	<i>227 428</i>		<i>- 227 428</i>	<i>00,00</i>
771		PRODUITS EXCEP. OPER		7 247		- 7 247	
		<i>Sous-total</i>	<i>0</i>	<i>7 247</i>		<i>- 7 247</i>	<i>00,00</i>
776		Produits	5 000 000	5 000 000			100,00
		<i>Sous-total</i>	<i>5 000 000</i>	<i>5 000 000</i>		<i>0</i>	<i>100,00</i>
777		QUOTE-PART SUB INVES	17 474 957	17 474 957			100,00
		<i>Sous-total</i>	<i>17 474 957</i>	<i>17 474 957</i>		<i>0</i>	<i>100,00</i>
778		AUTRES PRODUITS OPER		7 228		- 7 228	
		<i>Sous-total</i>	<i>0</i>	<i>7 228</i>		<i>- 7 228</i>	<i>00,00</i>
			<i>195 674 957</i>	<i>180 085 919</i>	<i>- 32 000</i>	<i>15 621 038</i>	<i>92,03</i>

Paierie de Polynésie Française

ETAT : A

Organisme : 106 MUSEE DE TAHITI ET DES ILES - TE FARE MANAHA

ETAT DE CONSOMMATION ET DE REALISATION

Exercice : 2014

Ucg : B06 Budget Principal

RECETTES

Compte	Programme	Libellé	Prévisions	Mandats ou OR émis	Mandats ou OR annulés	Différence sur prévisions	% Créd. Cons.
<i>Total Fonctionnement</i>							
TOTAL			276 512 737	213 365 093	- 32 000	63 179 644	77,16

Paierie de Polynésie Française

Le 16/02/2015

ETAT : B

Organisme : 106 MUSÉE DE TAHITI ET DES ILES - TE FARE MANAHA

SYNTHESE ETAT DE CONSOMMATION ET DE REALISATION

Exercice : 2014

Ucg : B06 Budget Principal

DEPENSES

Compte	Crédits ouverts	Mandats ou OR émis	Mandats ou OR annulés	Crédits disponibles
10	5 000 000	5 000 000		0
13	17 474 957	17 474 957		0
20	0			0
21	68 111 884	24 839 887		43 271 997
<i>Total Investissement</i>	90 586 841	47 314 844		43 271 997
60	23 207 287	20 802 218		2 405 069
61	10 843 412	10 317 548		525 864
62	34 407 251	31 333 143		3 074 108
63	400 000	357 723		42 277
64	113 465 000	110 242 525		3 222 475
65	1 846 810	273 610		1 573 200
67	115 476	65 480		49 996
68	20 108 133	20 108 133		0
<i>Total Fonctionnement</i>	204 393 369	193 500 380		10 892 989
TOTAL	294 980 210	240 815 224		54 164 986

Païerie de Polynésie Française

ETAT : B

Organisme : 106 MUSEE DE TAHITI ET DES ILES - TE FARE MANAHA

SYNTHESE ETAT DE CONSOMMATION ET DE REALISATION

Exercice : 2014

Ucg : B06 Budget Principal

RECETTES

Compte	Prévisions	Mandats ou OR émis	Mandats ou OR annulés	Différence sur prévisions
13	60 729 647	13 171 041		47 558 606
28	20 108 133	20 108 133		0
Total Investissement	80 837 780	33 279 174		47 558 606
70	10 650 000	12 344 059	- 32 000	- 1 662 059
74	162 550 000	145 025 000		17 525 000
75	0	227 428		- 227 428
77	22 474 957	22 489 432		- 14 475
Total Fonctionnement	195 674 957	180 085 919	- 32 000	15 621 038
TOTAL	276 512 737	213 365 093	- 32 000	63 179 644

RESULTATS BUDGETAIRES DE L'EXERCICE 2014

ETAT C

106 : MUSEE DE TAHITI ET DES ILES - TE FARE MANAHA

Le : 16-FEV-15 14:41:16

B06 : Budget Principal

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
R e c e t t e s			
Prévisions budgétaires totales	80.837.780	195.674.957	276.512.737
Titres de recettes émis	33.279.174	180.085.919	213.365.093
Réductions de titres		32.000	32.000
Recettes nettes	33.279.174	180.053.919	213.333.093
D é p e n s e s			
Autorisations budgétaires totales	90.586.841	204.393.369	294.980.210
Mandats émis	47.314.844	193.500.380	240.815.224
Annulations de mandats			
Dépenses nettes	47.314.844	193.500.380	240.815.224
RESULTAT DE L'EXERCICE			
Excédent			
Déficit	14.035.670	13.446.461	27.482.131

TABLEAU GENERAL DE L'EXERCICE 2014 **ETAT D**

106 : MUSEE DE TAHITI ET DES ILES

B06 : Budget Principal

1 - EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE						
Opérations de fonctionnement				Opérations d'investissement		
PRODUITS(classe 7)		180.053.919		Recettes d'investissement		33.279.174
CHARGES(classe 6)		193.500.380		Dépenses d'investissement		47.314.844
				opération à l'initiative du comptable		
Résultat de l'exercice à reporter	Déficit	-13.446.461		Solde des opérations d'investissement	Déficit	-14.035.670
2 - SITUATION GENERALE						
		Réserves	Situation initiale	Résultats de l'exercice	Variation de socks- Provisions	Situation finale
Résultats de fonctionnement reportés	Excédentaires		184.346.457			170.899.996
	Déficitaires			13.446.461		
Différence entre investissements et financements	Excédentaires					
	Déficitaires		124.198.763	14.035.670		138.234.433
Situation globale			60.147.694	-27.482.131		32.665.563

Diminution du Fonds de Roulement : -27.482.131

Organisme 106 MUSEE DE TAHITI ET DES ILES - TE FARE MANAHA

Le : 16-02-15 02:42 PM

ETAT E

Exercice 2014

BALANCE AU 31/12/14

Ucg B06

Page 001 / 009

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l'année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1023		8.453.090						8.453.090		8.453.090
1027		980.000.000	5.000.000				5.000.000	980.000.000		975.000.000
TOTAL 102		988.453.090	5.000.000				5.000.000	988.453.090		983.453.090
1068		166.134.050				18.212.407		184.346.457		184.346.457
TOTAL 106		166.134.050				18.212.407		184.346.457		184.346.457
TOTAL 10		1.154.587.140	5.000.000			18.212.407	5.000.000	1.172.799.547		1.167.799.547
120		18.212.407			18.212.407		18.212.407	18.212.407		
TOTAL 120		18.212.407			18.212.407		18.212.407	18.212.407		
TOTAL 12		18.212.407			18.212.407		18.212.407	18.212.407		
1311		97.760.740						97.760.740		97.760.740
1312		17.365.570						17.365.570		17.365.570
TOTAL 131		115.126.310						115.126.310		115.126.310
1382				13.171.041				13.171.041		13.171.041
1388		7.926.601			7.926.601		7.926.601	7.926.601		
TOTAL 138		7.926.601		13.171.041	7.926.601		7.926.601	21.097.642		13.171.041
13911	83.211.400		14.549.340				97.760.740		97.760.740	
13982	8.242.869		2.925.617				11.168.486		11.168.486	
13988	7.926.601				7.926.601		7.926.601	7.926.601		
TOTAL 139	99.380.870		17.474.957		7.926.601		116.855.827	7.926.601	108.929.226	
TOTAL 13	99.380.870	123.052.911	17.474.957	13.171.041	7.926.601	7.926.601	124.782.428	144.150.553	108.929.226	128.297.351
TOTAL 1	99.380.870	1.295.852.458	22.474.957	13.171.041	26.139.008	26.139.008	147.994.835	1.335.162.507	108.929.226	1.296.096.898
205										
20531	2.085.628						2.085.628		2.085.628	
TOTAL 205	2.085.628						2.085.628		2.085.628	
TOTAL 20	2.085.628						2.085.628		2.085.628	

Organisme 106 MUSEE DE TAHITI ET DES ILES - TE FARE MANAHA

Le : 16-02-15 02:42 PM

ETAT E

Exercice 2014

BALANCE AU 31/12/14

Ucg B06

Page 002 / 009

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l'année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
21156	900.000.000						900.000.000		900.000.000	
TOTAL 211	900.000.000						900.000.000		900.000.000	
21316	100.000.000						100.000.000		100.000.000	
21357	42.465.271		14.177.446				56.642.717		56.642.717	
TOTAL 213	142.465.271		14.177.446				156.642.717		156.642.717	
21537	17.788.889		272.268				18.061.157		18.061.157	
21546	1.831.397						1.831.397		1.831.397	
21547	38.059.054		9.613.416				47.672.470		47.672.470	
21557	4.169.541						4.169.541		4.169.541	
21578	58.020.421						58.020.421		58.020.421	
TOTAL 215	119.869.302		9.885.684				129.754.986		129.754.986	
216	126.803.930						126.803.930		126.803.930	
TOTAL 216	126.803.930						126.803.930		126.803.930	
21827	3.530.000						3.530.000		3.530.000	
218316	356.915						356.915		356.915	
218317	5.073.168						5.073.168		5.073.168	
218326	713.310						713.310		713.310	
218327	22.252.878		776.757				23.029.635		23.029.635	
21847	16.007.351						16.007.351		16.007.351	
TOTAL 218	47.933.622		776.757				48.710.379		48.710.379	
TOTAL 21	1.337.072.125		24.839.887				1.361.912.012		1.361.912.012	
280531		2.085.628						2.085.628		2.085.628
TOTAL 280		2.085.628						2.085.628		2.085.628
281357		30.339.587		1.807.952				32.147.539		32.147.539
281537		17.563.169		225.720				17.788.889		17.788.889
281547		33.436.390		1.062.366				34.498.756		34.498.756

Organisme 106 MUSEE DE TAHITI ET DES ILES - TE FARE MANAHA

Le : 16-02-15 02:42 PM

ETAT E

Exercice 2014

BALANCE AU 31/12/14

Ucg B06

Page 003 / 009

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l'année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
281557		4.169.541					4.169.541			4.169.541
281578		46.416.336		11.604.085			58.020.421			58.020.421
281827		3.530.000					3.530.000			3.530.000
2818317		4.911.464		161.704			5.073.168			5.073.168
2818327		21.801.418		137.698			21.939.116			21.939.116
281847		15.678.704		108.608			15.787.312			15.787.312
TOTAL 281		177.846.609		15.108.133			192.954.742			192.954.742
284316		20.000.000		5.000.000			25.000.000			25.000.000
284546		1.831.397					1.831.397			1.831.397
2848316		356.915					356.915			356.915
2848326		713.310					713.310			713.310
TOTAL 284		22.901.622		5.000.000			27.901.622			27.901.622
TOTAL 28		202.833.859		20.108.133			222.941.992			222.941.992
TOTAL 2	1.339.157.753	202.833.859	24.839.887	20.108.133			1.363.997.640	222.941.992	1.363.997.640	222.941.992
4011		3.892.676			3.892.676		3.892.676	3.892.676		
4012					45.271.257	63.016.586	45.271.257	63.016.586		17.745.329
4017						2.000.000		2.000.000		2.000.000
4042					20.642.261	24.839.887	20.642.261	24.839.887		4.197.626
4047		1.174.048			1.174.048		1.174.048	1.174.048		
TOTAL 40		5.066.724			70.980.242	89.856.473	70.980.242	94.923.197		23.942.955
411106	6.500						6.500		6.500	
411107	7.500						7.500		7.500	
411108	116.500						116.500		116.500	
411109	327.756						327.756		327.756	
411110	60.551						60.551		60.551	

Organisme 106 MUSEE DE TAHITI ET DES ILES - TE FARE MANAHA

Le : 16-02-15 02:42 PM

ETAT E

Exercice 2014

BALANCE AU 31/12/14

Ucg B06

Page 004 / 009

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l'année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
411111	600.600						600.600		600.600	
411112	11.470					6.000	11.470	6.000	5.470	
411113	1.230.941					1.216.441	1.230.941	1.216.441	14.500	
411114					12.585.962	10.414.221	12.585.962	10.414.221	2.171.741	
TOTAL 41	2.361.818				12.585.962	11.636.662	14.947.780	11.636.662	3.311.118	
421		147.458			76.504.090	76.484.534	76.504.090	76.631.992		127.902
427					3.490.000	3.490.000	3.490.000	3.490.000		
TOTAL 42		147.458			79.994.090	79.974.534	79.994.090	80.121.992		127.902
431		52.963			28.329.200	33.757.991	28.329.200	33.810.954		5.481.754
TOTAL 43		52.963			28.329.200	33.757.991	28.329.200	33.810.954		5.481.754
4411					13.171.041	13.171.041	13.171.041	13.171.041		
4417					145.025.000	145.025.000	145.025.000	145.025.000		
TOTAL 44					158.196.041	158.196.041	158.196.041	158.196.041		
4668		9.025			50.290	107.707	50.290	116.732		66.442
TOTAL 46		9.025			50.290	107.707	50.290	116.732		66.442
4713					62.649.067	62.649.067	62.649.067	62.649.067		
4715					6.117.709	6.117.709	6.117.709	6.117.709		
4725					105.537	133.136	105.537	133.136		27.599
TOTAL 47					68.872.313	68.899.912	68.872.313	68.899.912		27.599
TOTAL 4	2.361.818	5.276.170			419.008.138	442.429.320	421.369.956	447.705.490	3.311.118	29.646.652

Organisme 106 MUSEE DE TAHITI ET DES ILES - TE FARE MANAHA

Le : 16-02-15 02:42 PM

ETAT E

Exercice 2014

BALANCE AU 31/12/14

Ucg B06

Page 005 / 009

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l'année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
515	62.892.046				169.800.703	173.861.652	232.692.749	173.861.652	58.831.097	
543	150.000						150.000		150.000	
545	20.000						20.000		20.000	
581					42.583.090	42.583.090	42.583.090	42.583.090		
TOTAL 5	63.062.046				212.383.793	216.444.742	275.445.839	216.444.742	59.001.097	
606			1.200				1.200			
60611			16.642.697				16.642.697			
60612			222.000				222.000			
6063			483.818				483.818			
6064			139.516				139.516			
6065			98.440				98.440			
6068			3.060.302				3.060.302			
607			154.245				154.245			
TOTAL 60			20.802.218				20.802.218			
6135			126.626				126.626			
6152			416.483				416.483			
6155			125.827				125.827			

Organisme 106 MUSEE DE TAHITI ET DES ILES - TE FARE MANAHA

Le : 16-02-15 02:42 PM

ETAT E

Exercice 2014

BALANCE AU 31/12/14

Ucg B06

Page 006 / 009

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l'année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6156			9.285.200				9.285.200			
616			334.570				334.570			
618			28.842				28.842			
TOTAL 61			10.317.548				10.317.548			
6222			2.020				2.020			
6224			26.516				26.516			
6226			20.000				20.000			
6231			40.000				40.000			
6237			7.342.686				7.342.686			
6238			466.035				466.035			
6256			150.000				150.000			
6257			60.000				60.000			
626			1.119.914				1.119.914			
627			10.273				10.273			
628			610				610			
6283			110.000				110.000			
6286			21.985.089				21.985.089			
TOTAL 62			31.333.143				31.333.143			

Organisme 106 MUSEE DE TAHITI ET DES ILES - TE FARE MANAHA

Le : 16-02-15 02:42 PM

ETAT E

Exercice 2014

BALANCE AU 31/12/14

Ucg B06

Page 007 / 009

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l'année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6378			357.723				357.723			
TOTAL 63			357.723				357.723			
64111			78.015.614				78.015.614			
641111			705.731				705.731			
645			24.056.180				24.056.180			
647			161.700				161.700			
648			7.303.300				7.303.300			
TOTAL 64			110.242.525				110.242.525			
6511			19.800				19.800			
6516			253.810				253.810			
TOTAL 65			273.610				273.610			
678			65.480				65.480			
TOTAL 67			65.480				65.480			
68112			20.108.133				20.108.133			
TOTAL 68			20.108.133				20.108.133			
TOTAL 6			193.500.380				193.500.380			
706			32.000	9.225.300			32.000	9.225.300		

ETAT E

BALANCE AU 31/12/14

Page 008 / 009

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l'année		Débit	Crédit
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit		
707				230.330				230.330		
7083				1.399.200				1.399.200		
7087				935.630				935.630		
7088				553.599				553.599		
TOTAL 70			32.000	12.344.059			32.000	12.344.059		
744				127.500.000				127.500.000		
748				17.525.000				17.525.000		
TOTAL 74				145.025.000				145.025.000		
7583				227.428				227.428		
TOTAL 75				227.428				227.428		
771				7.247				7.247		
776				5.000.000				5.000.000		
777				17.474.957				17.474.957		
778				7.228				7.228		
TOTAL 77				22.489.432				22.489.432		
TOTAL 7			32.000	180.085.919			32.000	180.085.919		
<div> <div>Résultat</div> <div>13.446.461</div> </div>										

Organisme 106 MUSEE DE TAHITI ET DES ILES - TE FARE MANAHA

Le : 16-02-15 02:42 PM

ETAT E

Exercice 2014

BALANCE AU 31/12/14

Ucg B06

Page 009 / 009

Page 005 / 005

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l'année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
Résultat ONB										
TOTAL	1.503.962.487	1.503.962.487	240.847.224	213.365.093	657.530.939	685.013.070	2.402.340.650	2.402.340.650	1.548.685.542	1.548.685.542

CADRE 6 - BILAN

16-FEV-15 14:42:44

ETAT F

Organisme : 106 MUSEE DE TAHITI ET DES ILES - TE FARE MANAHA

Ucg : B06

ACTIF	Exercice 2014			Exercice 2013
	BRUT	AMORTISSEMENTS PROVISIONS	NET	
ACTIF IMMOBILISE				
<u>Immobilisations incorporelles</u>				
201 Frais d'établissement				
203 Frais de recherche et de développement				
205 Concessions et droits similaires	2.085.628	2.085.628		
206 Droit au bail				
208 Autres immobilisations incorporelles				
237 Avances et acomptes				
232 Immobilisations incorporelles en cours				
<u>Immobilisations corporelles</u>				
211 Terrains	900.000.000		900.000.000	900.000.000
212 Aménagements de terrains				
213 Constructions	156.642.717	57.147.539	99.495.178	92.125.684
214 Constructions sur sol d'autrui				
215 Installations techniques, matériels, outillage	129.754.986	116.309.004	13.445.982	16.452.469
216 Collections	126.803.930		126.803.930	126.803.930
218 Autres immobilisations	48.710.379	47.399.821	1.310.558	941.811
231 Immobilisations corporelles en cours				
238 Avances et acomptes				
<u>Immobilisations financières</u>				
261 Participations et créances rattachées à la participation				
271 Titres immobilisés (droits de propriété)				
272 Titres immobilisés (droits de créance)				

CADRE 6 - BILAN

16-FEV-15 14:42:44

ETAT F

Organisme : 106 MUSEE DE TAHITI ET DES ILES - TE FARE MANAHA

Ucg : B06

ACTIF	Exercice 2014			Exercice 2013
	BRUT	AMORTISSEMENTS PROVISIONS	NET	
<u>Immobilisations financières</u>				
274 Prêts				
275 Dépôts et cautionnements versés				
277 Autres créances immobilisées				
TOTAL 1	1.363.997.640	222.941.992	1.141.055.648	1.136.323.894
ACTIF CIRCULANT				
<u>Stocks en cours</u>				
371 Marchandises (à revendre en l'état)				
<u>Créances d'exploitation : Clients</u>				
411 Clients divers	3.311.118		3.311.118	2.361.818
<u>Créances d'exploitation : autres</u>				
429 Déficits et débets des régisseurs				
438 Produits à recevoir CPS				
4411 Subventions d'investissement				
4417 Subventions d'exploitation				
445 TVA				
462 Créances sur cession d'immobilisations				
463 Autres comptes débiteurs				
458 Comptabilités distinctes rattachées				
4581 Maîtrise d'ouvrage				
443 Opérations part. avec état et collectivités				

CADRE 6 - BILAN

16-FEV-15 14:42:44

ETAT F

Organisme : 106 MUSEE DE TAHITI ET DES ILES - TE FARE MANAHA

Ucg : B06

ACTIF	Exercice 2014			Exercice 2013
	BRUT	AMORTISSEMENTS PROVISIONS	NET	
<u>Créances d'exploitation : autres</u>				
4684 Produits à recevoir sur RA				
4687 Produits à recevoir				
<u>Créances diverses</u>				
50 Valeurs mobilières de placement				
5117 Chèques impayés				
515 Compte au Trésor	58.831.097		58.831.097	62.892.046
543 Régie d'avance	150.000		150.000	150.000
545 Régie de recettes	20.000		20.000	20.000
531 Caisse				
TOTAL 2	62.312.215		62.312.215	65.423.864
COMPTES DE REGULARISATION				
<u>Comptes de régularisation</u>				
481 Charges à répartir.				
472 Dépenses à régulariser	- 27.599		- 27.599	
486 Charges constatées d'avance				
TOTAL 3	- 27.599		- 27.599	
TOTAL GENERAL	1.426.282.256	222.941.992	1.203.340.264	1.201.747.758

CADRE 6 - BILAN

16-FEV-15 14:45:22

ETAT G

106 MUSEE DE TAHITI ET DES ILES - TE FARE MANAHA

Ucg : B06

PASSIF	Exercice 2014	Exercice 2013
	NET	NET
CAPITAUX PROPRES		
102 Affectations	983.453.090	988.453.090
103 Biens remis en pleine propriété des établissements		
106 Réserves	184.346.457	166.134.050
110 Report à nouveau (solde créditeur)		
119 Report à nouveau (perte)		
120 Résultat de l'exercice (bénéfices)		18.212.407
129 Résultat de l'exercice (pertes)	- 13.446.461	
13 Subventions d'investissement	19.368.125	23.672.041
TOTAL 1	1.173.721.211	1.196.471.588
PROVISIONS		
15 Provisions pour risques et charges		
TOTAL 2		
DETTES		
<u>Dettes Financières</u>		
16 sauf 165 Emprunts auprès des établissements		
165 Dépôts et cautionnements reçus		
519 Concours bancaires courants		
<u>Dettes d'exploitation: Fournisseurs</u>		
401 Fournisseurs	19.745.329	3.892.676

CADRE 6 - BILAN

16-FEV-15 14:45:22

ETAT G

106 MUSEE DE TAHITI ET DES ILES - TE FARE MANAHA

Ucg : B06

PASSIF	Exercice 2014	Exercice 2013
	NET	NET
<u>Dettes d'exploitation: Fournisseurs</u>		
408 Fournisseurs-Factures non parvenues		
<u>Dettes d'exploitation: Fiscales et sociales</u>		
421 Personnel	127.902	147.458
427 Oppositions		
431 CPS	5.481.754	52.963
438 Autres charges sociales		
428 Personnel - Charges à payer		
445 TVA		
<u>Dettes d'exploitation: Dettes diverses</u>		
404 Fournisseurs d'immobilisation	4.197.626	1.174.048
407 Oppositions		
4191 Avances et acomptes reçus		
4582 Maîtrise d'ouvrage		
466 Créiteurs divers	66.442	9.025
467 Autres comptes créditeurs		
4682 Charges à payer sur RA		
473 Recettes à transférer		
TOTAL 3	29.619.053	5.276.170
<u>COMPTES DE REGULARISATION</u>		
4386 Autres charges à payer		

CADRE 6 - BILAN 16-FEV-15 14:45:22 ETAT G

106 MUSEE DE TAHITI ET DES ILES - TE FARE MANAHA Ucg : B06

PASSIF	Exercice 2014 NET	Exercice 2013 NET
471 Recettes à classer		
487 Produits constatés d'avance		
4781 Frais de poursuites		
448 Territoire Charges à payer		
477 Gain au change		
TOTAL 4		
TOTAL GENERAL	1.203.340.264	1.201.747.758

Total Classe 1	1.173.721.211
Fonds de roulement	32.685.563
consolidé des provisions pour créances douteuses	

COMPTE DE RESULTAT

16-FEV-15 14:46:02

ETAT H

106 MUSEE DE TAHITI ET DES ILES - TE FARE MANAHA

Ucg : B06

CHARGES (hors taxes)	Exercice 2014	Exercice 2013
CHARGES D'EXPLOITATION		
<u>Coût d'achat des marchandises vendues dans l'exercice</u>	154.245	299.453
607,608 Achats de marchandises	154.245	299.453
6037 Variation des stocks de marchandises		
609 Rabais, remises, ristournes obtenus sur achat		
CONSOMMATION DE L'EXERCICE EN PROVENANCE DES TIERS		
<u>Achats stockés d'approvisionnements</u>	30.965.521	28.551.299
601 Achats de matières premières		
602 Autres approvisionnements		
603 sauf 6037 Variation des stocks d'approvisionnement		
61 Achats de sous-traitance	10.317.548	10.477.687
604,605,606 Achats non stockés de matière et fournitures	20.647.973	18.073.612
<u>Services extérieurs</u>	31.333.143	6.325.218
621 Personnel intérimaire		
62 sauf 621 Autres	31.333.143	6.325.218
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES		
<u>Impôts</u>	357.723	345.372
63 Impôts	357.723	345.372
<u>Charges de personnel</u>	110.242.525	90.374.031
641 Rémunération du personnel permanent	78.721.345	71.891.967
643 Rémunération du personnel sur crédits		
644 Rémunération du personnel recruté sur convention		

COMPTE DE RESULTAT

16-FEV-15 14:46:02

ETAT H

106 MUSEE DE TAHITI ET DES ILES - TE FARE MANAHA

Ucg : B06

CHARGES (hors taxes)	Exercice 2014	Exercice 2013
<u>Charges de personnel</u>		
645 Charges sociales	24.056.180	17.616.448
646,647,648 Autres	7.465.000	865.616
<u>Autres charges</u>	273.610	105.958
65 Autres charges de gestion courante	273.610	105.958
<u>Charges financières</u>		
686 Dotations aux amortissements et aux provisions		
661 Charges d'intérêts		
665 Escomptes accordés		
666 Pertes au change		
667 Charge nette sur cession de valeurs mobilières de placement		
668 Autres charges financières		
<u>Charges exceptionnelles</u>	65.480	7.247
671 Charges exceptionnelles sur opérations de l'exercice		
672 Charges exceptionnelles sur exercices antérieurs		
675 Valeur comptable des éléments d'actif cédés		
678 Autres charges exceptionnelles sur opérations en capital	65.480	7.247
<u>Dotations aux amortissements et aux provisions</u>	20.108.133	19.854.274

COMPTE DE RESULTAT

16-FEV-15 14:46:02

ETAT H

106 MUSÉE DE TAHITI ET DES ILES - TE FARE MANAHA

Ucg : B06

CHARGES (hors taxes)	Exercice 2014	Exercice 2013
<u>Dotations aux amortissements et aux provisions</u>		
681 Sur immobilisations : dotations aux amortissements et aux provisions (e	20.108.133	19.854.274
687 Dotations aux amortissements et aux provisions (charges exceptionne		
<u>Impôts sur les bénéfices</u>		
69 Impôts sur les bénéfices		
Sous - total	193.500.380	145.862.852 18.212.407
TOTAL GENERAL	193.500.380	164.075.259

COMPTE DE RESULTAT

16-FEV-15 14:46:28

ETAT I

106 MUSEE DE TAHITI ET DES ILES - TE FARE MANAHA

Ucg : B06

PRODUITS (hors taxes)	Exercice 2014	Exercice 2013
PRODUITS D'EXPLOITATION		
	230.330	180.600
707 Ventes de marchandises vendues dans l'exercice	230.330	180.600
<u>Production vendue</u>	12.081.729	9.655.505
701 702 703 Ventes		
704 Travaux		
705 706 708 Prestations de services et études, activités annexes	12.081.729	9.655.505
709 Rabais, remises et ristournes accordées par l'établissement		
Montant net du chiffre d'affaires	12.312.059	9.836.105
<u>Production stockée</u>		
7133 En cours de production de biens		
7134 En cours de production de services		
7135 Produits		
<u>Production immobilisée</u>		
72 Production immobilisée		
<u>Subvention d'exploitation</u>	145.025.000	131.086.635
74 Subvention d'exploitation	145.025.000	131.086.635
<u>Reprises sur amortissements et provisions</u>		
78 Reprises sur amortissements et provisions		
<u>Transferts de charges</u>		
79 Transferts de charges		
<u>Autres produits</u>	227.428	674.183

COMPTE DE RESULTAT

16-FEV-15 14:46:28

ETAT I

106 MUSEE DE TAHITI ET DES ILES - TE FARE MANAHA

Ucg : B06

PRODUITS (hors taxes)	Exercice 2014	Exercice 2013
<u>Autres produits</u>		
75 Autres produits	227.428	674.183
PRODUITS FINANCIERS		
<u>Produits financiers</u>		
761 De participation		
762 D'autres immobilisations financières		
763 D'autres créances		
764 Revenus de valeurs mobilières de placement		
765 Escomptes obtenus		
766 Gains de change		
767 Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
768 Autres produits financiers		
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
<u>Produits exceptionnels</u>	22.489.432	22.478.336
771 Produits exceptionnels sur opérations de gestion	7.247	3.369
775 Produits de cessions d'éléments d'actifs		
776 Produits issus de la neutralisation des amortissements	5.000.000	5.000.000
777 Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat	17.474.957	17.474.967
778 Autres produits exceptionnels	7.228	
774 Produits exceptionnels ope. antérieures		
Sous - total	180.053.919	164.075.259
Solde débiteur : Perte	13.446.461	
TOTAL GENERAL	193.500.380	164.075.259

ETAT J

VALEURS INACTIVES

106 MUSEE DE TAHITI ET DES ILES - TE FARE MANAHA

EXERCICE 2014

DESIGNATION DES COMPTES		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
COMPTE	INTITULE	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Débiteur	Créditeur
861	Titres et valeurs en portefeuille	2.400.400	11.493.000	13.893.400		9.852.900	9.852.900	4.040.500	
862		850.957	9.852.900	10.703.857		5.404.767	5.404.767	5.299.090	
863			5.404.767	5.404.767	3.251.357	11.493.000	14.744.357		9.339.590
TOTAL		3.251.357	26.750.667	30.002.024	3.251.357	26.750.667	30.002.024	9.339.590	9.339.590

TRESORERIE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS

ETAT K

BALANCE DEFINITIVE DE L'EXERCICE 2014

106 MUSEE DE TAHITI ET DES ILES - TE FARE MANAHA

COMPTES	DEBIT	CREDIT
1023		8 453 090
1027		975 000 000
1068		184 346 457
129	13 446 461	
1311		97 760 740
1312		17 365 570
1382		13 171 041
13911	97 760 740	
13982	11 168 486	
20531	2 085 628	
21156	900 000 000	
21316	100 000 000	
21357	56 642 717	
21537	18 061 157	
21546	1 831 397	
21547	47 672 470	
21557	4 169 541	
21578	58 020 421	
216	126 803 930	
21827	3 530 000	
218316	356 915	
218317	5 073 168	

TRESORERIE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS

ETAT K

BALANCE DEFINITIVE DE L'EXERCICE 2014

106 MUSEE DE TAHITI ET DES ILES - TE FARE MANAHA

COMPTES	DEBIT	CREDIT
218326	713 310	2 085 628
218327	23 029 635	32 147 539
21847	16 007 351	17 788 889
280531		34 498 756
281357		4 169 541
281537		58 020 421
281547		3 530 000
281557		5 073 168
281578		21 939 116
281827		15 787 312
2818317		25 000 000
2818327		1 831 397
281847		356 915
284316		713 310
284546		17 745 329
2848316		2 000 000
2848326		4 197 626
4012		
4017		
4042		
411106	6 500	
411107	7 500	
411108	116 500	
411109	327 756	
411110	60 551	
411111	600 600	
411112	5 470	

TRESORERIE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS

ETAT K

BALANCE DEFINITIVE DE L'EXERCICE 2014

106 MUSEE DE TAHITI ET DES ILES - TE FARE MANAHA

COMPTES	DEBIT	CREDIT
411114	2 171 741	
411113	14 500	
421		127 902
431		5 481 754
4668		66 442
4725		27 599
515	58 831 097	
543	150 000	
545	20 000	
TOTAUX	1 548 685 542	1 548 685 542

Le comptable soussigné, affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte financier. Il affirme, en outre, et sous les mêmes peines, que les opérations portées dans ce compte sont, sans exception, toutes celles qui ont été faites pour le service de l'Etablissement et qu'il n'en existe aucune autre à sa connaissance.

Vu et mis en état d'examen:	
sur chiffres /	
par le /	
de la /	
le 23 FEV. 2015	
avec/sans observations	
(n° /cepi/obs du / /)	

A Papeete, le 19 juin 2015.
Le payeur de la Polynésie française,
Yves GATTY.

Pour le TPG :
Le fondé de pouvoir,
Céline LERAY.

L'Ordonnateur soussigné certifie l'exactitude du montant des mandats de dépenses et du montant des titres de recette inscrits au présent compte financier.

A Papeete, le 22 mai 2015.
Théano JAILLET.

Adopté par le conseil d'Administration dans sa séance du

A Papeete, le 22 mai 2015.
Le président du conseil d'administration,
Heremoana MAAMAATUAIAHUTAPU.

MUSEE DE TAHITI ET DES ILES - TE FARE MANAHA

ATTESTATION DE CONFORMITE

L'ordonnateur soussigné certifie que les montants des opérations budgétaires mentionnés sur la balance générale au 31/12/2014 correspondent à la totalité des opérations budgétaires mandatées et mises en recouvrement par l'établissement au titre de l'exercice 2014

Cette attestation remplace la validation générale portée sur les derniers bordereaux de mandats et de titres.
Celle-ci n'est plus possible du fait de la non intégration dans Poly-GF du montant des rejets effectués par le comptable dans le cumul des émissions des mandats et des ordres de recette.

A Papeete, le 22 mai 2015.
Théano JAILLET.

BORDEREAU D'EMISSION DES TITRES DE RECETTE

Je soussigné, Ordonnateur MUSEE DE TAHITI ET DES ILES - TE FARE MANAHA,
demande à Monsieur le Payeur de la Polynésie Française, de bien vouloir intégrer dans ses écritures
le(s) 1 titre(s) de recette(s) ci-joint(s), numéroté(s) de 125 à 125
émis pour la somme de 40 000 F CFP
dont le détail par imputation figure ci-après.

PAPEETE le 31/12/14
L'Ordonnateur délégué,

Budget : BP
N° Bordereau : 117
N° Feuille : 1 / 1
Date émission : 31/12/14
Exercice : 2014

PRISE EN CHARGE	N° Ordre Ann/Réd.	DEBITEUR	IMPUTATION			MONTANT HT et TVA non collectée à annuler/réduire	MONTANT TVA collectée à annuler/réduire	MONTANT TTC En F CFP	REGLEMENT
			Article	Parag.	Prog.				
	125	BLEU LAGON PRODUCTIONS	708	7088		40 000 40 000	0 0	40 000 40 000	
		TOTAL du Bordereau				40 000	0	40 000	
		RAPPEL CUMULS antérieurs				213 325 093	0	213 325 093	
		TOTAL GENERAL				213 365 093	0	213 365 093	

DERNIER BORDEREAU DE TITRE DE L'EXERCICE 2014.

Arrête le présent bordereau de titre à la somme de : DEUX CENT TREIZE MILLIONS TROIS CENT SOIXANTE CINQ MILLE QUATRE-VINGT-TREIZE
FRANCS.

okumul 4/2/14

BORDEREAU DE 3 ORDRES D'ANNULATION/REDUCTION DE RECETTE

Je soussigné, Le Chef du budget MTI,
demande à Monsieur Le Payeur de la Polynésie Française,
de bien vouloir intégrer dans ses écritures les 1 titres de recettes ci-joints,
numérotés de 1 à 1 émis pour la somme de 32000 F CFP dont le
détail par imputation figure ci-après.

Budget BP
N° Bordereau 1
Date émission 20/05/2014
Exercice 2014

PAPEETE le 20/05/2014
L'Ordonnateur délégué

4010

PRISE EN CHARGE	N° Ordre Ann/Réd	DEBITEUR	IMPUTATION			MONTANT HT et TVA non collectée à annuler/réduire	MONTANT TVA collectée à annuler/réduire	MONTANT TTC En F CFP	REGLEMENT
			Article	Parag.	Prog.				
	1	SARL TAHITI NUI TRAVEL	706			32.000	0	32.000	
						32.000	0	32.000	
		Total Bordereau				32.000	0	32.000	
		RAPPEL CUMULS antérieurs				0	0	0	
		TOTAL GENERAL				32.000	0	32.000	

ok cumul 2/7/14
ok cumul Août 14
ok cumul 17/9/14

BORDEREAU - JOURNAL DES MANDATS EMIS

BORDEREAU N° 491

FEUILLET N° 1

EXERCICE 2014

Assignés sur la caisse
DU PAYEUR DE POLYNÉSIE FRANÇAISE

BUDGET

BUDGET PRINCIPAL

ORDONNATEUR

MTI

ORDONNATEUR										4010						
NOM ET ADRESSE DU CREANCIER COMpte A CREDITER (1)	Somme nette revenant au créancier en monnaie locale (2)	REFERENCES DU MANDATEMENT - Objet de la dépense - Pièces justificatives							Somme mandatée en devise CFP (11)	CONTRE VALEUR en monnaie locale (F CFP)			Retenues et Oppositions		TOTAL PAR CHAPITRE (17)	
		Année d'orig. (3)	Date d'émission (4)	N° du bord. (5)	N° du mandat (6)	N° chèque ou de l'ordre de paiement (7)	IMPUTATION			Montant HT et TVA non déductible (12)	Montant TVA déductible (13)	Montant TTC (14)	Code RET. (15)	Montant EN MONNAIE LOCALE (16)		
SERVICE ADMINISTRATIF RECETTE DES IMPOTS	5 134	2014	31/12/14	491	559		Article (8)	Paragr. (9)	S- Pai/Prog		4 902		4 902			4 902
							641	6411	64111		232		232			232
11 RUE DU CDT DESTREMEAU BP 80 14160 CCP DE PAPEETE 00001 9062004Y068 32 PAIERIE										5 134			5 134			
TOTAL	5 134										5 134	0	5 134			
Arrêté le présent bordereau-journal des mandats à la somme figurant colonne 14										I - TOTAL du présent bordereau						
										II - A déduire						
										(mandatements non admis)						
										III - CUMUL bordereaux précédents						
										IV - Montant général des mandatements admis						
										240 810 090			0		240 810 090	
										240 615 224			0		240 615 224	
L'Ordonnateur															DEVISE	

L'Ordonnateur

DEVISE

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

PRESIDENCE

ARRETE n° 444 PR du 3 juillet 2015 portant agrément de Mmes Armelle Corrivaud épouse Sallafranque et Sophie Corrivaud épouse Puaud en qualité de responsables des secteurs préscolaire et périscolaire de la crèche-garderie périscolaire "Les P'tits Mousses" sise à Papeete.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-1 AT du 19 janvier 1995 modifiée portant réglementation des crèches, jardins d'enfants, haltes-garderies, garderies périscolaires et garderies parentales ;

Vu l'arrêté n° 146 CM du 28 janvier 2009 définissant la procédure d'autorisation des crèches, jardins d'enfants, haltes-garderies, garderies périscolaires et garderies parentales ;

Vu l'arrêté n° 3005 MSE du 1er avril 2014 portant autorisation d'ouverture de la crèche-garderie périscolaire "Les P'tits Mousses" sise à Papeete, gérée par Mmes Sophie Corrivaud épouse Puaud et Armelle Sallafranque ;

Vu l'arrêté n° 201 PR du 22 avril 2014 portant agrément de Mme Pascale Roiha (secteur préscolaire) et de Mme Sophie Corrivaud épouse Puaud (secteur périscolaire) en qualité de responsables de la crèche-garderie périscolaire "Les P'tits Mousses" sise à Papeete ;

Vu la lettre de demande de modification de Mme Armelle Sallafranque en date du 3 mars 2015 ;

Vu l'avis favorable de la commission des établissements assurant la garde des enfants, réunie en séance du 4 juin 2015,

Arrête :

Article 1er.— Mmes Armelle Corrivaud épouse Sallafranque et Sophie Corrivaud épouse Puaud sont agréées en qualité de responsables des secteurs préscolaire et périscolaire de la crèche-garderie périscolaire "Les P'tits Mousses" sise à Papeete, autorisée par arrêté n° 3005 MSE du 1er avril 2014 susvisé.

Art. 2.— Les personnes dûment agréées sont tenues d'être présentes dans leur établissement durant les heures de fréquentation des enfants. En cas d'absence épisodique ou prolongée, elles se soumettent aux obligations contenues à l'article 30 de la délibération n° 95-1 AT du 19 janvier 1995 modifiée susvisée.

Art. 3.— L'arrêté n° 201 PR du 22 avril 2014 susvisé est abrogé.

Art. 4.— Le présent arrêté sera notifié aux intéressées et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 juillet 2015.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

ARRETE n° 445 PR du 3 juillet 2015 portant modification de l'arrêté n° 15 MSP du 29 décembre 2004 modifié autorisant Mlle Heimanu Maoni à ouvrir une garderie dénommée Manutauahiti sise à Papeete.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-1 AT du 19 janvier 1995 modifiée portant réglementation des crèches, jardins d'enfants, haltes-garderies, garderies périscolaires et garderies parentales ;

Vu l'arrêté n° 146 CM du 28 janvier 2009 définissant la procédure d'autorisation des crèches, jardins d'enfants, haltes-garderies, garderies périscolaires et garderies parentales ;

Vu l'arrêté n° 15 MSP du 29 décembre 2004 modifié autorisant Mlle Heimanu Maoni à ouvrir une garderie dénommée Manutauahiti sise à Papeete ;

Vu la lettre de demande de modification de Mme Vaiana Maoni en date du 22 janvier 2015 ;

Vu l'avis favorable de la commission des établissements assurant la garde des enfants, réunie en séance du 4 juin 2015,

Arrête :

Article 1er.— L'arrêté n° 15 MSP du 29 décembre 2004 modifié est rédigé comme suit : "portant autorisation d'ouverture et d'agrément de la garderie Manutauahiti sise à Papeete, gérée par Mme Vaiana Maoni épouse Faatoa."

Art. 2.— L'alinéa 2 de l'article 2 de l'arrêté n° 15 MSP du 29 décembre 2004 modifié susvisé est modifié comme suit : "Mme Titaua Maoni épouse Conti est agréée en qualité de responsable du secteur maternel de la garderie Manutauahiti sise à Papeete."

Art. 3.— Les personnes dûment agréées sont tenues d'être présentes dans leur établissement durant les heures de fréquentation des enfants. En cas d'absence épisodique ou prolongée, elles se soumettent aux obligations contenues à l'article 30 de la délibération n° 95-1 AT du 19 janvier 1995 modifiée susvisée.

Art. 4.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 juillet 2015.
Pour le Président absent :
Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

ARRETE n° 446 PR du 3 juillet 2015 portant retrait de l'agrément de Mme Elma Hauarii en qualité de responsable de la crèche "L'ilot Cālin - Te Motu Here" sise à Papeete.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-1 AT du 19 janvier 1995 modifiée portant réglementation des crèches, jardins d'enfants, haltes-garderies, garderies périscolaires et garderies parentales ;

Vu l'arrêté n° 146 CM du 28 janvier 2009 définissant la procédure d'autorisation des crèches, jardins d'enfants, haltes-garderies, garderies périscolaires et garderies parentales ;

Vu l'arrêté n° 202 PR du 22 avril 2014 portant agrément de Mme Elma Hauarii en qualité de responsable de la crèche "L'ilot Cālin - Te Motu Here" sise à Papeete ;

Vu l'arrêté n° 4911 MTS du 18 juin 2015 portant retrait de l'autorisation d'ouverture de la crèche "L'ilot Cālin - Te Motu Here" sise à Papeete, gérée par Mme Christine Thomazet épouse Lenck ;

Vu le jugement n° 14-00137 du 30 juin 2014 rendu par le tribunal civil de première instance de Papeete ;

Vu la demande de retrait de Mme Christine Thomazet épouse Lenck en date du 16 janvier 2015 ;

Vu l'avis favorable de la commission des établissements assurant la garde des enfants, réunie en séance du 4 juin 2015,

Arrête :

Article 1er.— L'arrêté n° 202 PR du 22 avril 2014 susvisé est abrogé.

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 juillet 2015.
Pour le Président absent :
Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

ARRETE n° 447 PR du 3 juillet 2015 portant retrait de l'autorisation d'ouverture et d'agrément de la crèche "Natorea" sise à Faa'a, gérée par Mme Mathilda Laughlin.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-1 AT du 19 janvier 1995 modifiée portant réglementation des crèches, jardins d'enfants, haltes-garderies, garderies périscolaires et garderies parentales ;

Vu l'arrêté n° 146 CM du 28 janvier 2009 définissant la procédure d'autorisation des crèches, jardins d'enfants, haltes-garderies, garderies périscolaires et garderies parentales ;

Vu l'arrêté n° 5804 MSA du 20 décembre 2001 modifié autorisant Mme Mathilda Laughlin à augmenter la capacité d'accueil de sa crèche ;

Vu la demande de retrait de Mme Mathilda Laughlin en date du 24 février 2015 ;

Vu l'avis favorable de la commission des établissements assurant la garde des enfants, réunie en séance du 4 juin 2015,

Arrête :

Article 1er.— L'arrêté n° 5804 MSA du 20 décembre 2001 modifié susvisé est abrogé.

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 juillet 2015.
Pour le Président absent :
Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

ARRETE n° 448 PR du 3 juillet 2015 portant agrément de Mme Arohi Dany Mahai en qualité de responsable de la crèche "Magic Baby" sise à Faa'a.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-1 AT du 19 janvier 1995 modifiée portant réglementation des crèches, jardins d'enfants, haltes-garderies, garderies périscolaires et garderies parentales ;

Vu l'arrêté n° 146 CM du 28 janvier 2009 définissant la procédure d'autorisation des crèches, jardins d'enfants, haltes-garderies, garderies périscolaires et garderies parentales ;

Vu l'arrêté n° 4913 MTS du 18 juin 2015 portant autorisation d'ouverture avec réserve de la crèche "Magic Baby" sise à Faa'a, gérée par Mme Angéline Dugan épouse Faara ;

Vu l'avis favorable de la commission des établissements assurant la garde des enfants, réunie en séance du 4 juin 2015,

Arrête :

Article 1er.— Mme Arohi Dany Mahai est agréée en qualité de responsable de la crèche "Magic Baby" sise à Faa'a, autorisée par arrêté n° 4913 MTS du 18 juin 2015 susvisé.

Art. 2.— La personne dûment agréée est tenue d'être présente dans son établissement durant les heures de fréquentation des enfants. En cas d'absence épisodique ou prolongée, elle se soumet aux obligations contenues à l'article 30 de la délibération n° 95-1 AT du 19 janvier 1995 modifiée susvisée.

Art. 3.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 juillet 2015.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

ARRETE n° 449 PR du 3 juillet 2015 portant agrément de Mme Andréa Aiamu en qualité de responsable de la crèche "L'Ohana Presqu'île" sise à Taiarapu-Est.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-1 AT du 19 janvier 1995 modifiée portant réglementation des crèches, jardins d'enfants, haltes-garderies, garderies périscolaires et garderies parentales ;

Vu l'arrêté n° 146 CM du 28 janvier 2009 définissant la procédure d'autorisation des crèches, jardins d'enfants, haltes-garderies, garderies périscolaires et garderies parentales ;

Vu l'arrêté n° 4914 MTS du 18 juin 2015 portant autorisation d'ouverture de la crèche "L'Ohana Presqu'île" sise à Taiarapu-Est, gérée par Mme Angéline Aiamu ;

Vu l'avis favorable de la commission des établissements assurant la garde des enfants, réunie en séance du 4 juin 2015,

Arrête :

Article 1er.— Mme Andréa Aiamu est agréée en qualité de responsable de la crèche "L'Ohana Presqu'île" sise à Taiarapu-Est, autorisée par arrêté n° 4914 MTS du 18 juin 2015 susvisé.

Art. 2.— La personne dûment agréée est tenue d'être présente dans son établissement durant les heures de fréquentation des enfants. En cas d'absence épisodique ou prolongée, elle se soumet aux obligations contenues à l'article 30 de la délibération n° 95-1 AT du 19 janvier 1995 modifiée susvisée.

Art. 3.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 juillet 2015.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

**MINISTRE DE LA RELANCE ECONOMIQUE,
DE L'ECONOMIE BLEUE,
DE LA POLITIQUE NUMERIQUE**

ERRATUM à l'annexe de l'arrêté n° 5072 MEI/DAE du 24 juin 2015 portant extension de 10 dépôts portant sur l'enregistrement de 18 dessins et modèles français, paru au JOPF n° 53 du 3 juillet 2015, page 6118.

La présente annexe remplace celle parue au JOPF n° 53 du 3 juillet 2015, page 6118.

**ANNEXE A L'ARRETE PORTANT EXTENSION DE 10 DEPOTS
PORTANT SUR L'ENREGISTREMENT DE 18 DESSINS & MODELES FRANÇAIS**

BOPI n°2015-12 du 05 juin 2015

**Papeterie, articles de bureau, matériel pour
artistes ou d'enseignement
(Classe 19)**

Classement 19-08

No(s) de publication 963 312 à 963 323

No(s) d'enregistrement ou national : 2015 1334

Dépôt du 16 mars 2015, à INPI DEPOT ELECTRONIQUE

Nombre total de dessins ou modèles : 2

Nombre total de reproductions : 12

Déposant(s) : FGH INVEST, SAS, 8-10 rue Lamennais,
75008 PARIS, No SIREN : 799483953

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

SELARL DESTREMAU ASSOCIES, M. DESTREMAU

Jean Philippe, 2 avenue Hoche, 75008 PARIS

Demande d'extension : Polynésie Française

Modèle(s) publié(s)

Nature du (des) objet(s) : Publications de presse

D.M. n°1 : 4 repr.

D.M. n°2 : 8 repr.

Date de publication : 5 juin 2015

Description :

Repr. 1-1 : Feuille de grand format plié trois fois de suite en deux dans le sens de la largeur.

Repr. 1-2 : Feuille reproduit en 1.1 après premier dépliage et laissant apparaître deux parties de taille identique séparées par un pli.

Repr. 1-3 : Feuille reproduit en 1.2 après deuxième dépliage et rotation d'un quart de tour, laissant apparaître quatre parties de taille identique séparées par un pli croisé.

Repr. 1-4 : Feuille reproduit en 1.3 après troisième et dernier dépliage et rotation d'un quart de tour, laissant apparaître huit parties de taille identique séparées par trois plis croisés.

Repr. 2-1 : Première page de la publication résultant du pliage trois fois de suite en deux dans le sens de la largeur d'un feuillet imprimé de grand format, découpée en plusieurs parties séparées par des filets dont trois colonnes de texte occupant le tiers inférieur de la page et une colonne en partie supérieure gauche avec sur toute sa hauteur le chiffre 1 stylisé constituant le titre de la publication. Les textes sont en deux couleurs au moins et pour l'essentiel orientés de la même façon.

Repr. 2-2 : Page 4 de la publication pouvant être lue sans dépliage préalable et laissant apparaître un découpage horizontal en trois parties équivalentes, la dernière étant occupée par une illustration. Les textes sont en deux couleurs au moins et tous orientés de la même façon.

Repr. 2-3 : Pages intérieures 2 et 3 telles qu'apparaissant après dépliage du feuillet reproduit en 2.1.

La page de gauche contient notamment une illustration centrale et quatre colonnes de textes dans le tiers inférieur, la page de droite étant divisée en deux colonnes identiques de texte avec au milieu un portrait de l'auteur.

Les textes sont en deux couleurs au moins, tous orientés de la même façon et permettant une lecture en continu.

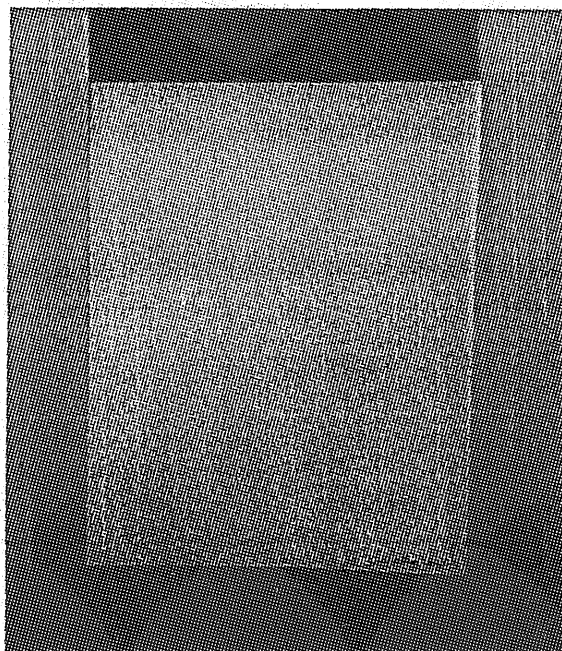
Repr. 2-4 : Pages 1 et 4 telles qu'apparaissant après avoir retourné les pages 2 et 3 sans dépliage supplémentaire. Les textes sont tous orientés de la même façon et permettent une lecture en continu.

Repr. 2-5 : Pages intérieures 5 et 6 telles qu'apparaissant après dépliage des pages reproduites en 2.3 et rotation horaire d'un quart de tour. Les pages sont divisées en trois colonnes dont l'une, la plus grande, à cheval sur les deux pages. Celle de gauche comporte uniquement des illustrations et les deux autres du texte. Les textes sont en deux couleurs au moins, tous orientés de la même façon et permettant une lecture en continu.

Repr. 2-6 : Vue d'ensemble des pages 1 à 4 telles qu'apparaissant après avoir retourné les pages 5 et 6 sans dépliage supplémentaire mais ne permettant pas une lecture en continu.

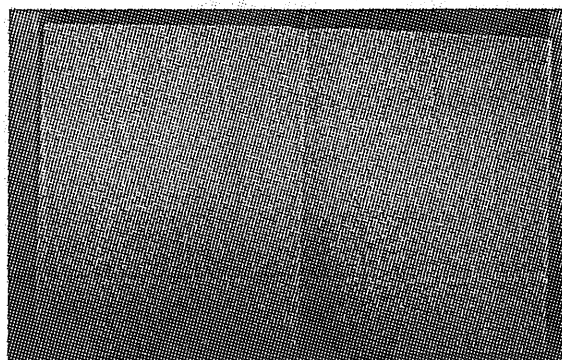
Repr. 2-7 : Pages intérieures telles qu'apparaissant après dépliage des pages reproduites en 2.5 et rotation horaire d'un quart de tour. Les pages associent textes et illustration(s) en deux couleurs au moins, orientés de la même façon (LTR) et permettant une lecture en continu.

Repr. 2-8 : Verso du feuillet déplié reproduit en 2.7 et laissant apparaître en une même vue d'ensemble les pages reproduites en 2.3, 2.4 et 2.5 mais ne permettant pas une lecture en continu.



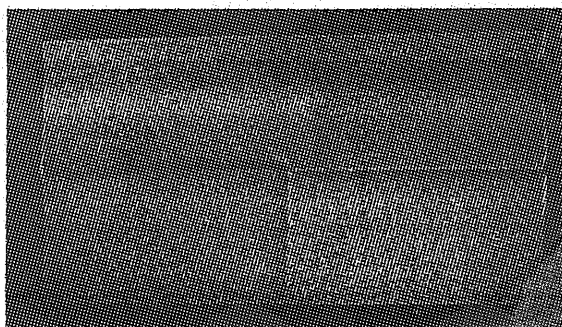
1-1

963 312



1-2

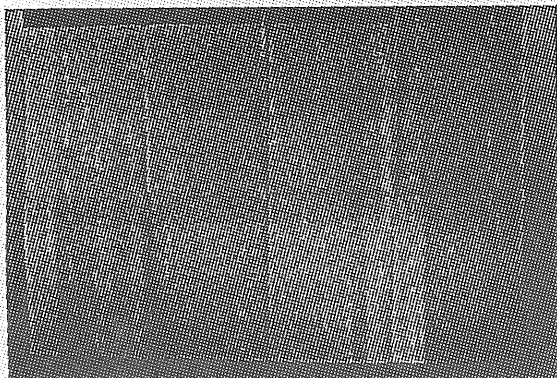
963 313



1-3

963 314

**ANNEXE A L'ARRETE PORTANT EXTENSION DE 10 DEPOTS
PORTANT SUR L'ENREGISTREMENT DE 18 DESSINS & MODELES FRANÇAIS**



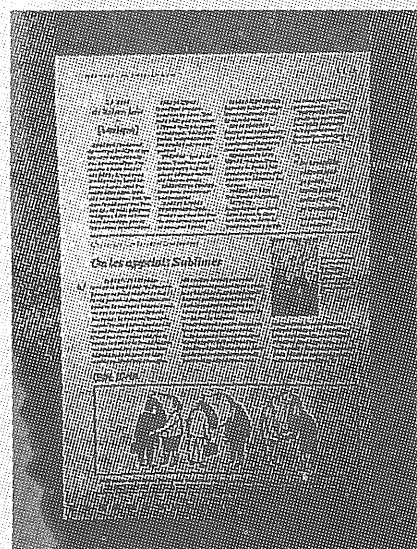
1-4

963 315



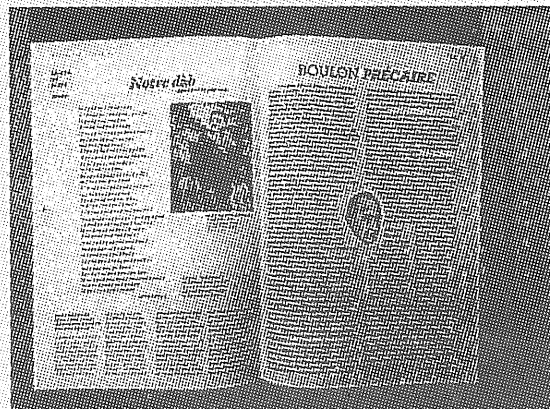
2-1 Reproduction déposée en couleur

963 316



2-2 Reproduction déposée en couleur

963 317



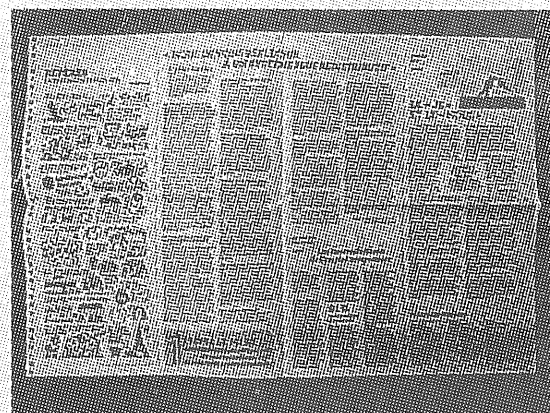
2-3 Reproduction déposée en couleur

963 318



2-4 Reproduction déposée en couleur

963 319



2-5 Reproduction déposée en couleur

963 320

**ANNEXE A L'ARRETE PORTANT EXTENSION DE 10 DEPOTS
PORTANT SUR L'ENREGISTREMENT DE 18 DESSINS & MODELES FRANÇAIS**



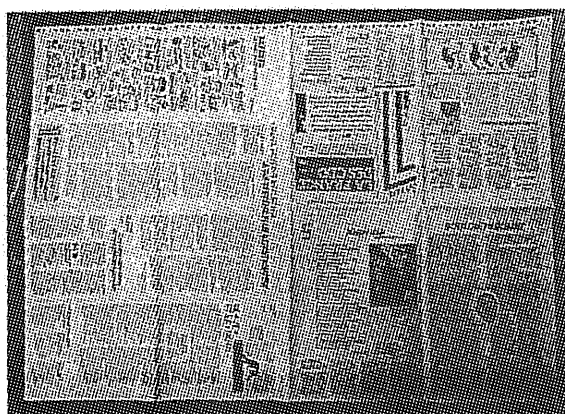
2-6 Reproduction déposée en couleur

963 321



2-7 Reproduction déposée en couleur

963 322



2-8 Reproduction déposée en couleur

963 323

Classement 19-08

No(s) de publication 963 325

No(s) d'enregistrement ou national : 2015 1980

Dépôt du 22 avril 2015, à INPI DEPOT ELECTRONIQUE

Nombre total de dessins ou modèles : 1

Nombre total de reproductions : 1

Déposant(s) : GRANDE BRASSERIE DE
NOUVELLE-CALEDONIE, Société Anonyme, 12 rue

Edmond Harbulot, 98800 NOUMEA - NOUVELLE CALEDONIE

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

CABINET NUSS, M. GIRARD Olivier, 10 rue Jacques

Kablé, 67080 STRASBOURG CEDEX

Demande d'extension : Polynésie Française

Modèle(s) publié(s)

Nature du (des) objet(s) : Etiquette

D.M. n° 1 : 1 repr.

Date de publication : 5 juin 2015

Description : Repr. 1-1 : Etiquette



1-1 Reproduction déposée en couleur 963 325

**Symboles graphiques et logos, motifs décoratifs
pour surfaces, ornementation
(Classe 32)**

Classement 32-00

No(s) de publication 963 600

No(s) d'enregistrement ou national : 2015 1176

Dépôt du 7 mars 2015, à INPI DEPOT ELECTRONIQUE

Nombre total de dessins ou modèles : 1

Nombre total de reproductions : 1

Déposant(s) : DEFROMONT Alexandre, 13 lotissement la
Roubine 1, 13560 SENAS

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

DEFROMONT Alexandre, 13 lotissement la Roubine 1,
13560 SENAS

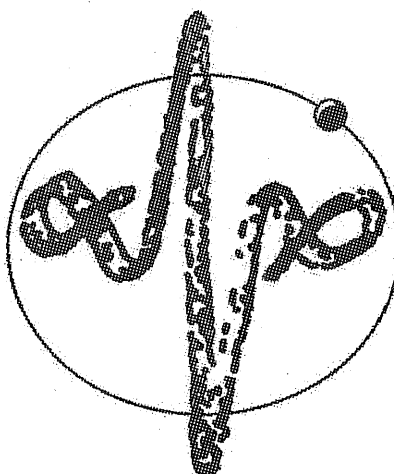
Demande d'extension : Polynésie Française

Nature du (des) objet(s) : Logo

D.M. n° 1 : 1 repr.

Date de publication : 5 juin 2015

Description :

Repr. 1-1 : Dessin représentant deux alphas en symétrie intercalés
par une onde sinusoïdale (rouge et noir), à l'intérieur et sur fond d'un
cercle orné d'une bille(bleue) sur fond blanc.

1-1 Reproduction déposée en couleur 963 600

**ANNEXE A L'ARRETE PORTANT EXTENSION DE 10 DEPOTS
PORTANT SUR L'ENREGISTREMENT DE 18 DESSINS & MODELES FRANÇAIS**

Classement 32-00

N°(s) de publication 963 615

N°(s) d'enregistrement ou national : 2015 1876

Dépôt du 10 avril 2015, à INPI ILE DE FRANCE

Nombre total de dessins ou modèles : 1

Nombre total de reproductions : 1

Déposant(s) : ORDRE DES AVOCATS DU BARREAU DE

CLERMONT-FERRAND, Association professionnelle,

Palais de Justice, 16 place de l'Etoile, 63000

CLERMONT-FERRAND, N° SIREN : 779217702

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

ORDRE DES AVOCATS, Palais de Justice, 16 place de l'Etoile,

63000 CLERMONT-FERRAND

Demande d'extension : Polynésie Française

Modèle(s) publié(s)

Nature du (des) objet(s) : Logo susceptible d'être apposé sur tout support D.M. n° 1 : 1 repr.

Date de publication : 5 juin 2015

Durée de l'enregistrement du dessin : 10 ans

Description :

Repr. 1-1 : Le logo de l'Ordre des Avocats représente Vercingétorix sur son cheval le bras droit en l'air tenant une épée. Un pont en arrière-plan est également représenté et en-dessous est inscrit en lettre majuscules : ORDRE DES AVOCATS-CLERMONT-FERRAND.



1-1 Reproduction déposée en couleur 963 615

BOPI n°2015-13 du 19 juin 2015

**Ameublement
(Classe 06)**

Classement 06-06

N°(s) de publication 963 755

N°(s) d'enregistrement ou national : 2015 1179

Dépôt du 7 mars 2015, à INPI DEPOT ELECTRONIQUE

Nombre total de dessins ou modèles : 1

Nombre total de reproductions : 1

Dépôt effectué sous forme simplifiée.

Déposant(s) : RICOU Benjamin, 6 impasse du Môle, 74100

VETRAZ-MONTHOUX

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

RICOU Benjamin, 6 impasse du Môle, 74100 VETRAZ-MONTHOUX

Demande d'extension : Polynésie Française

Modèle(s) publié(s)

Renonciation totale à l'ajournement de la publication

Nature du (des) objet(s) : Porte-manteau

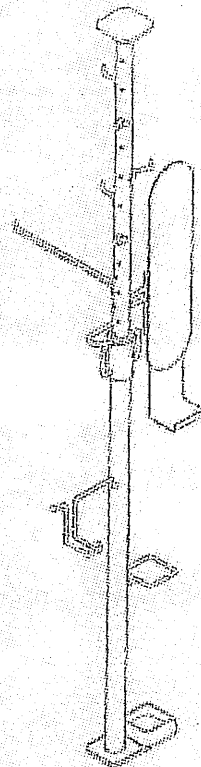
D.M. n° 1 : 88 repr.

Date de publication : 19 juin 2015

Description :

Repr. 1-1 : Il s'agit d'un porte manteau que j'ai appelé coat stand initialement. Celui-ci fait référence à une pointelle ou un état de maçon sur lequel on vient clipper des éléments et accessoires comme des patères, un miroir, une tablette, un porte parapluie et un porte sac.

C'est un porte-manteau qui rassemble tout le mobilier et accessoires que l'on peut trouver dans un hall d'entrée. (miroir, guéridon, patères, cintres...)



1-1

963 755

**Horlogerie et autres instruments de mesure,
instruments de contrôle ou de signalisation
(Classe 10)**

Classement 10-04

N°(s) de publication 963 834

N°(s) d'enregistrement ou national : 2015 0213

Dépôt du 14 janvier 2015, à INPI ILE DE FRANCE

Nombre total de dessins ou modèles : 1

Nombre total de reproductions : 1

Déposant(s) : NETATMO, SAS, 892 rue Yves Kermen,

92100 BOULOGNE BILLANCOURT, N° SIREN :

532501848

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

NETATMO, 892 rue Yves Kermen, 92100 BOULOGNE

BILLANCOURT

Demande d'extension : Polynésie Française

Modèle(s) publié(s)

Nature du (des) objet(s) : Anémomètre

D.M. n° 1 : 1 repr.

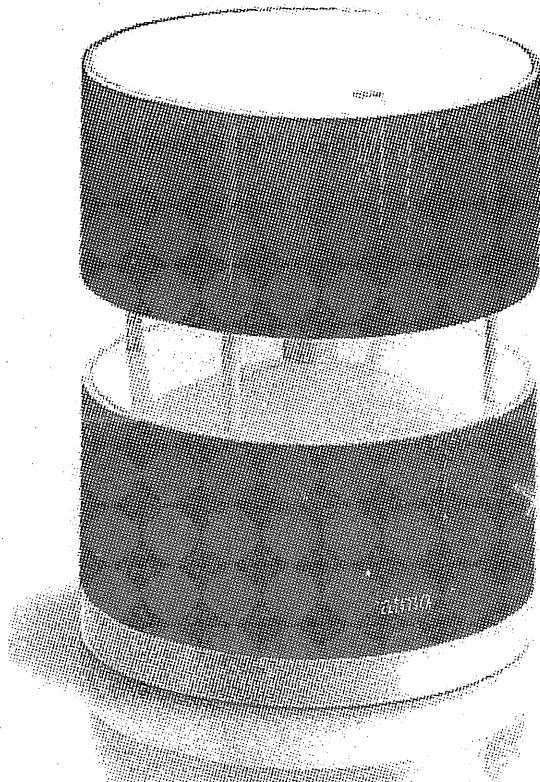
Date de publication : 19 juin 2015

Durée de l'enregistrement du dessin : 10 ans

Description :

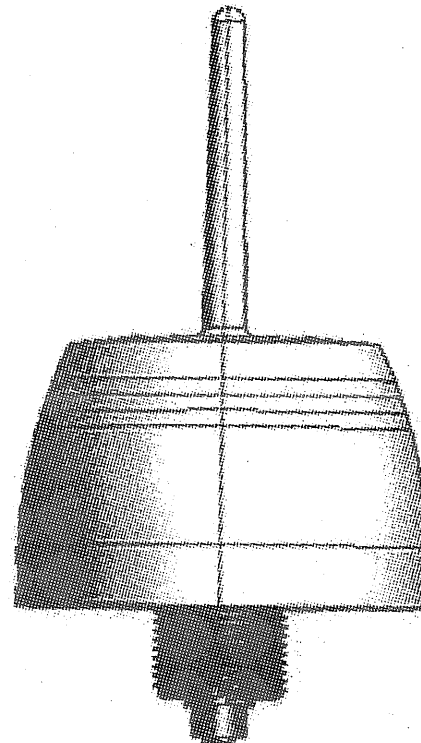
Repr. 1-1 : Objet cylindrique divisé en deux parties, haute et basse. Ces deux parties sont unies par un pied central et 4 pieds extérieurs, plus fins. Les deux bases ainsi que la partie centrale sont en plastique blanc, la surface latérale est en bleu foncé brillant. Une flèche est gravée sur le haut et sur le bas. La hauteur totale est de 110 mm et le diamètre 85 mm.

ANNEXE A L'ARRETE PORTANT EXTENSION DE 10 DEPOTS
PORTANT SUR L'ENREGISTREMENT DE 18 DESSINS & MODELES FRANÇAIS



1-1

963 834



1-1

963 835

Classement 10-04

N^o(s) de publication 963 835 à 963 840

N^o(s) d'enregistrement ou national : 2015 2230

Dépôt du 6 mai 2015, à INPI DEPOT ELECTRONIQUE

Nombre total de dessins ou modèles : 3

Nombre total de reproductions : 6

Déposant(s) : IJINUS, Société par Actions Simplifiée,

Pôle d'activités kervidanou 3, 29300 MELLAC, N^o SIREN : 449152644

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

SCHMIT CHRETIEN, Mme COTONNEC Isabelle, 4 rue de

Kerogan, 29337 QUIMPER CEDEX

Demande d'extension : Polynésie Française

Modèle(s) publié(s)

Nature du (des) objet(s) : Capteur électronique (de mesure)

D.M. n^o 1 à 3 : 2 repr.

Date de publication : 19 juin 2015

Description :

Repr. 1-1 : Vue de face

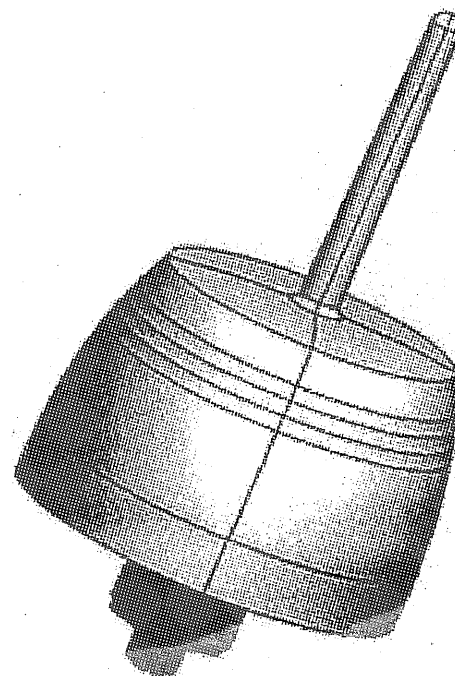
Repr. 1-2 : Vue de Perspective

Repr. 2-1 : Vue de perspective

Repr. 2-2 : Vue de perspective

Repr. 3-1 : Vue de Perspective

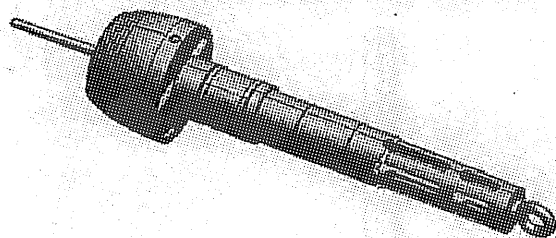
Repr. 3-2 : Vue de perspective



1-2

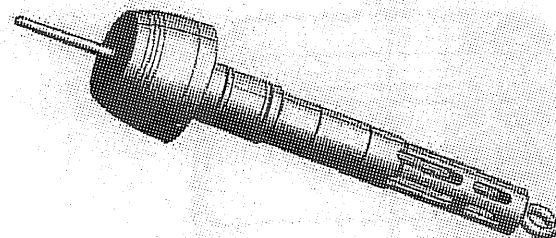
963 836

**ANNEXE A L'ARRETE PORTANT EXTENSION DE 10 DEPOTS
PORTANT SUR L'ENREGISTREMENT DE 18 DESSINS & MODELES FRANÇAIS**



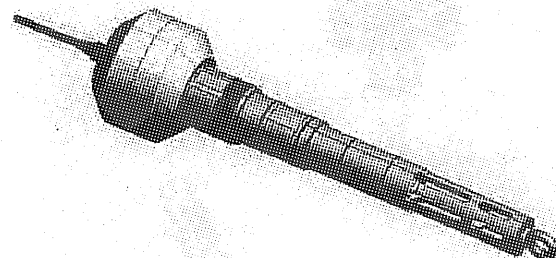
2-1

963 837



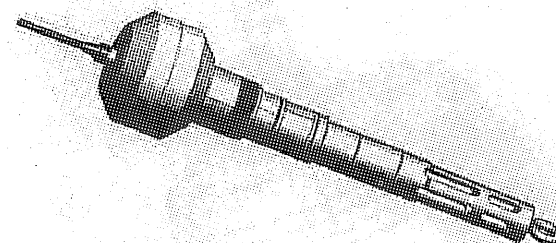
2-2

963 838



3-1

963 839



3-2

963 840

**Appareils de production, de distribution ou de
transformation de l'énergie électrique
(Classe 13)**

Classement 13-03

N^o(s) de publication 963 888 et 963 889N^o(s) d'enregistrement ou national : 2015 2227

Dépôt du 6 mai 2015, à INPI DEPOT ELECTRONIQUE

Nombre total de dessins ou modèles : 1

Nombre total de reproductions : 2

Déposant(s) : IJINUS, Société par Actions Simplifiée,
Pôle d'activités kervidanou 3, 29300 MELLAC, N^o SIREN :

449152644

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

SCHMIT CHRETIEN, Mme COTONNEC Isabelle, 4 rue de
Kerogan, 29337 QUIMPER CEDEX

Demande d'extension : Polynésie Française

Modèle(s) publié(s)

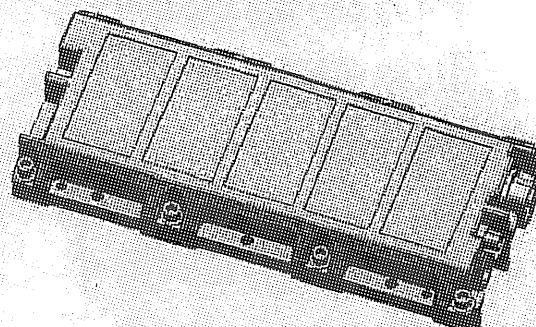
Nature du (des) objet(s) : Boîtier destiné à recevoir des
circuits électroniques et électriques, des capteurs ou émetteur
radioD.M. n^o 1 : 2 repr.

Date de publication : 19 juin 2015

Description :

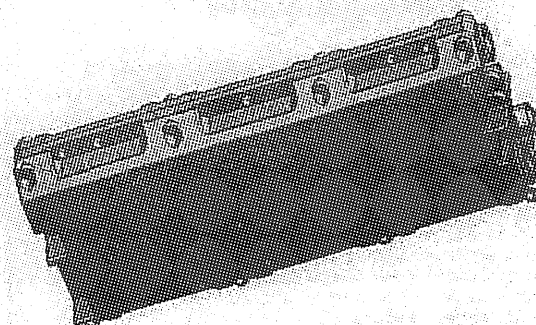
Repr. 1-1 : Vue de perspective de dessus

Repr. 1-2 : Vue de perspective de dessous



1-1

963 888



1-2

963 889

**Appareils d'enregistrement, de
télécommunication ou de traitement de
l'information
(Classe 14)**

Classement 14-03

N^o(s) de publication 963 899 à 963 903N^o(s) d'enregistrement ou national : 2015 2228

Dépôt du 6 mai 2015, à INPI DEPOT ELECTRONIQUE

Nombre total de dessins ou modèles : 3

Nombre total de reproductions : 5

Déposant(s) : IJINUS, Société par Actions Simplifiée,
Pôle d'activités kervidanou 3, 29300 MELLAC, N^o SIREN :

449152644

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

SCHMIT CHRETIEN, Mme COTONNEC Isabelle, 4 rue de
Kerogan, 29337 QUIMPER CEDEX

Demande d'extension : Polynésie Française

Modèle(s) publié(s)

Nature du (des) objet(s) : Antenne

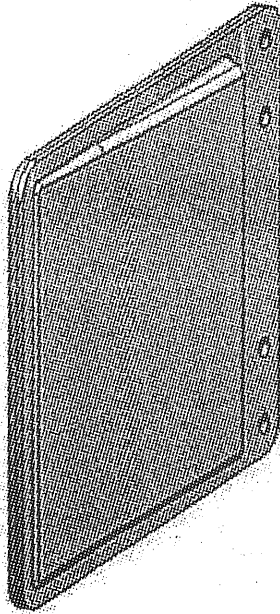
D.M. n^o 1 et 2 : 2 repr.D.M. n^o 3 : 1 repr.

Date de publication : 19 juin 2015

Description :

ANNEXE A L'ARRETE PORTANT EXTENSION DE 10 DEPOTS
PORTANT SUR L'ENREGISTREMENT DE 18 DESSINS & MODELES FRANÇAIS

Repr. 1-1 : Vue de perspective de Face
Repr. 1-2 : Vue de perspective de dessus
Repr. 2-1 : Vue de perspective de face
Repr. 2-2 : Vue de perspective de côté
Repr. 3-1 : Vue de perspective



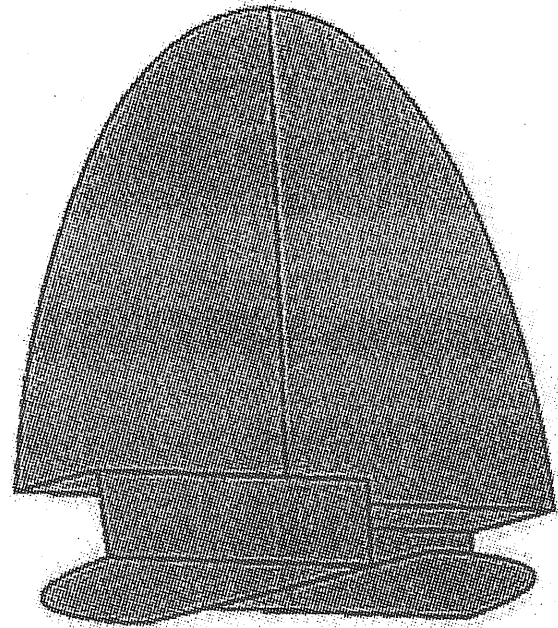
1-1

963 899



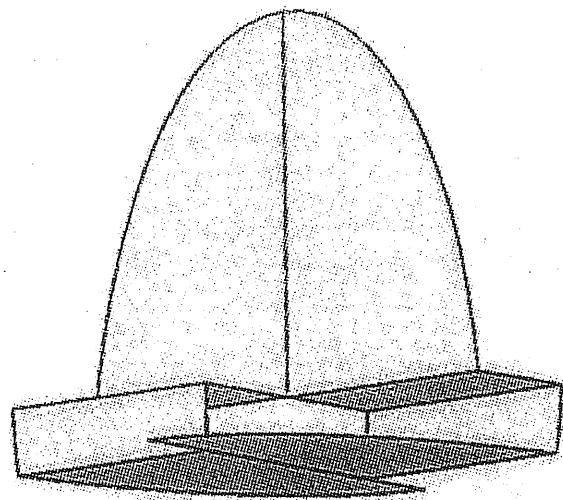
1-2

963 900



2-1

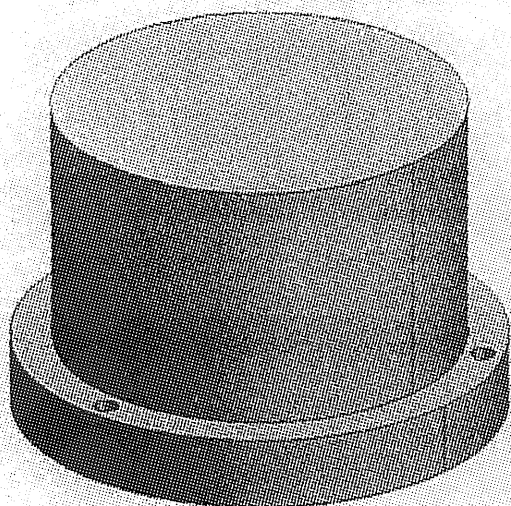
963 901



2-2

963 902

ANNEXE A L'ARRETE PORTANT EXTENSION DE 10 DEPOTS
PORTANT SUR L'ENREGISTREMENT DE 18 DESSINS & MODELES FRANÇAIS



3-1

963 903

**Symboles graphiques et logos, motifs décoratifs
pour surfaces, ornementation
(Classe 32)**

Classement 32-00

No(s) de publication 964 116 à 964 119

No(s) d'enregistrement ou national : 2015 2034

Dépôt du 24 avril 2015, à INPI ILE DE FRANCE

Nombre total de dessins ou modèles : 4

Nombre total de reproductions : 4

Déposant(s) : VINCENT Caroline, 14 rue Vincent d'Indy,
93420 VILLEPINTEMandataire ou destinataire de la correspondance :
VINCENT Caroline, 14 rue Vincent d'Indy, 93420 VILLEPINTE

Demande d'extension : Polynésie Française

Modèle(s) publié(s)

Nature du (des) objet(s) : Dessin apposable sur tout support

D.M. n° 1 à 4 : 1 repr.

Date de publication : 19 juin 2015

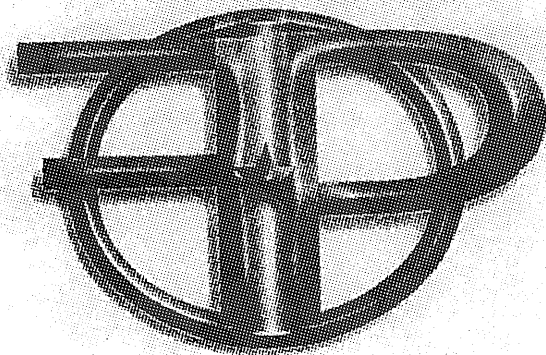
Description :

Repr. 1-1 : Dessin apposable sur tout Support

Repr. 2-1 : Dessin apposable sur tout Support

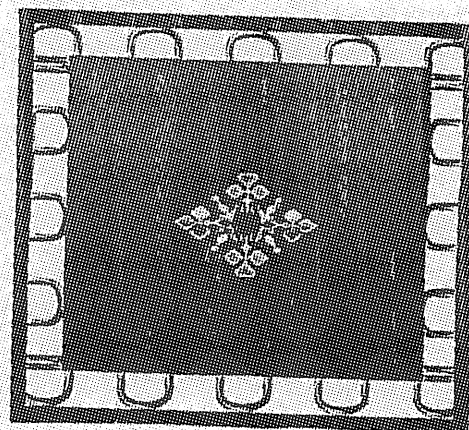
Repr. 3-1 : Dessin apposable sur tout Support

Repr. 4-1 : Dessin apposable sur tout support



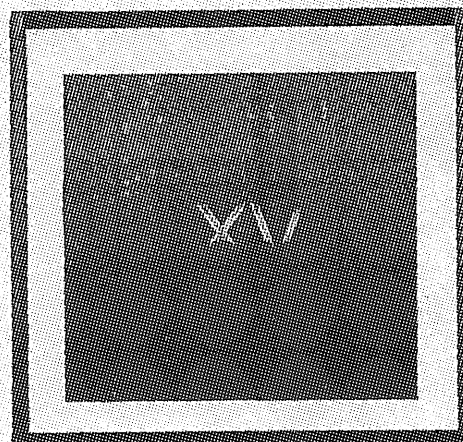
1-1

964 116



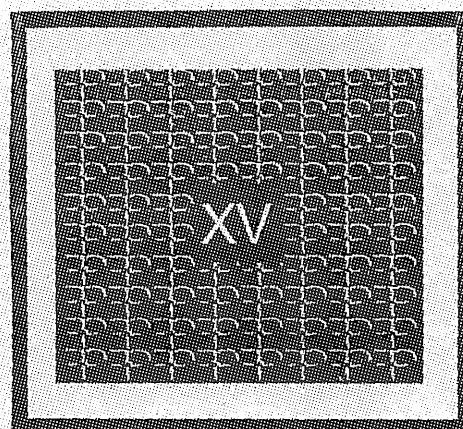
2-1

964 117



3-1

964 118



4-1

964 119

**MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT,
DE L'AMÉNAGEMENT ET DE L'URBANISME
ET DES TRANSPORTS INTÉRIEURS**

ARRETE n° 5275 MET/DTT du 3 juillet 2015 portant remise en exploitation de la licence de taxi n° 1-045 accordée à M. William Leeteg.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme et des transports intérieurs ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 2008-5 APF du 10 avril 2008 portant réglementation de l'activité d'entrepreneur de taxi ;

Vu l'arrêté n° 31 CM du 18 janvier 1991 portant application de la délibération n° 90-104 AT du 25 octobre 1990 modifiée portant organisation des activités d'entrepreneurs de taxis, de voiture de remise et de voiture de service particularisé ;

Vu l'arrêté n° 9209 MET du 20 octobre 2014 modifié portant délégation de signature à Mme Chantal Serra, directrice des transports terrestres ;

Vu la demande de l'intéressé en date du 25 juin 2015,

Arrête :

Article 1er.— Conformément à sa demande susvisée, la licence de taxi n° 1-045 accordée à M. William Leeteg, est remise en exploitation à compter de la date de notification du présent arrêté à l'intéressé.

Art. 2.— L'arrêté n° 937 MET/DTT du 4 février 2015 portant suspension provisoire de la licence de taxi n° 1-045 de M. William Leeteg pour la mise en exploitation d'un véhicule sur l'île de Tahiti, est abrogé.

Art. 3.— La directrice des transports terrestres est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. William Leeteg et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 juillet 2015.

Pour le ministre et par délégation :

La directrice des transports terrestres,
Chantal SERRA.

ARRETE n° 5276 MET du 3 juillet 2015 portant nomination de M. Timitoua Serge Teikiteetini, technicien chef, en qualité de chef de la subdivision des Marquises par intérim de la direction de l'équipement.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme et des transports intérieurs ;

Vu la délibération n° 88-142 AT du 13 octobre 1988 modifiée et complétée portant création du service dénommé "direction de l'équipement" ;

Vu l'arrêté n° 69 CM du 17 janvier 1992 modifié et complété portant organisation interne du service dénommé "direction de l'équipement" ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3344 MET du 23 avril 2015 portant délégation de signature à M. Jean-Paul Le Caill, directeur de l'équipement ;

Vu l'arrêté n° 3345 MET du 23 avril 2015 portant délégation de signature à M. Jean-Paul Le Caill, directeur de l'équipement, des pièces relatives aux marchés publics ;

Vu l'arrêté n° 328 PR du 12 août 2004 portant titularisation de M. Timitoua Serge Teikiteetini en qualité de technicien et affectation à la direction de l'équipement ;

Vu l'arrêté n° 4263 VP/DGRH du 14 juin 2013 portant promotion de M. Timitoua Serge Teikiteetini au grade de technicien chef, en fonction à la direction de l'équipement ;

Vu l'arrêté n° 9776 MET du 10 novembre 2014 portant nomination de M. Jean-Denis Teva Quesnot, tavana hau de la circonscription des îles Marquises, en qualité de chef de la subdivision des Marquises par intérim de la direction de l'équipement ;

Vu la décision de congé annuel n° 1055-2015 MAA/CMQ/AG du 18 juin 2015 de M. Jean-Denis Teva Quesnot,

Arrête :

Article 1er.— M. Timitoua Serge Teikiteetini, technicien chef, est nommé en qualité de chef de la subdivision des Marquises par intérim de la direction de l'équipement, durant l'absence pour congé annuel du 30 juin 2015 au 15 juillet 2015 inclus de M. Jean-Denis Teva Quesnot.

Art. 2. — Durant la période du 30 juin 2015 au 15 juillet 2015 inclus, M. Timitoua Serge Teikiteetini exercera les mêmes délégations de signature que celles qui ont été dévolues à M. Jean-Denis Teva Quesnot, conformément aux dispositions des arrêtés n° 3344 et n° 3345 MET du 23 avril 2015 susvisés.

Art. 3. — Le présent arrêté sera notifié à MM. Timitoua Serge Teikiteetini et Jean-Denis Teva Quesnot et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 juillet 2015.
Albert SOLIA.

ARRETE n° 5277 MET du 3 juillet 2015 portant autorisation d'extraction de matériaux dans le cadre du curage du domaine public fluvial, en faveur de l'EURL Chong On Yin Jean.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme et des transports intérieurs ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 88-142 AT du 13 octobre 1988 modifiée portant création du service dénommé "direction de l'équipement" ;

Vu la délibération n° 68-136 du 12 décembre 1968 modifiée portant réglementation de l'extraction de sable, des roches et des cailloux dans les rivières, cours d'eau et sur les bords de mer ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu les avis de la commune de Hitia'a O Te Ra, de la commune associée de Mahaena et de la subdivision territoriale de Tahiti de la direction de l'équipement ;

Vu la demande en date du 17 décembre 2014, reçue au GEGDP le 24 décembre 2014, présentée par M. Jean Chong On Yin, gérant de l'EURL Chong On Yin Jean,

Arrête :

Article 1er. — La présente autorisation d'extraction de matériaux est délivrée sous les conditions suivantes :

1° L'EURL Chong On Yin Jean, BP 60045, 98702 Faa'a centre, désignée ci-après le bénéficiaire, est autorisée à extraire mille mètres cubes (1 000 m³) de tout-venant, à l'exclusion des gros éléments de $\varnothing > 300$ mm, dans le cadre du curage de la rivière Tevaifaara, dans une zone située à 1,2 kilomètre en amont du pont de la RC et s'étendant sur 2,4 kilomètres vers l'amont, sise à Mahaena, PK 31,73, commune de Hitia'a O Te Ra, île de Tahiti.

2° Les matériaux extraits sont destinés aux remblais d'appui d'enrochements du pays et à la vente aux particuliers et aux entreprises.

3° Les matériaux seront extraits à l'aide de pelles mécaniques et transportés par les camions de l'entreprise et de location.

4° L'extraction et l'enlèvement des matériaux ne pourront s'effectuer que pendant le jour, et uniquement les jours non fériés et non chômés, du lundi à jeudi, de 7 heures à 15 heures, et le vendredi, de 7 heures à 14 heures.

5° Le bénéficiaire s'interdit toute extraction en dehors des limites mentionnées au plan n° 2015-222-103 DEQ/GEGDP ci-annexé. Les travaux d'extraction se feront sur une profondeur variant de 0,50 mètre à 2 mètres, selon les prescriptions des contrôleurs de la direction de l'équipement.

6° Le bénéficiaire s'engage à prendre toutes les précautions utiles pour la protection de l'environnement, à savoir :

- manœuvres adéquates afin de limiter la mise en suspension des fines ;
- mise en place d'un cribleur sur le site d'extraction ou aux abords immédiats ;
- montage d'un cordon de protection à l'avancement des travaux de curage réalisé en moellons $\varnothing > 300$ mm et gros blocs trouvés sur place, destiné à renforcer les berges de la rivière et protéger les propriétés riveraines.

7° Le bénéficiaire devra, suivant les indications de la direction de l'équipement, maintenir la libre circulation aux abords du lieu d'extraction. Il devra de plus faire son affaire personnelle des éventuelles autorisations de passage en terrain privé pour accéder au site d'extraction.

8° Avant de commencer à extraire, le bénéficiaire fera approuver sur place le piquetage de la zone d'extraction autorisée ainsi que le relevé de l'état des lieux permettant de calculer le volume des matériaux à extraire. Le chantier devra être signalé par un panneau indiquant le numéro et la date de l'autorisation d'extraction, la quantité de matériaux à extraire et la date d'expiration de l'autorisation d'extraction. Les instructions qui seront données au bénéficiaire ultérieurement par la direction de l'équipement devront être scrupuleusement et impérativement suivies.

9° Le bénéficiaire est tenu de produire un état à jour des quantités journalières des matériaux extraits et de le présenter à toute réquisition des agents assermentés de la direction de l'équipement, pour visa.

10° A l'expiration du délai d'exécution, il sera établi par la direction de l'équipement un procès-verbal de conformité sur lequel sera porté le volume des matériaux extraits réellement, permettant de calculer le solde de la redevance d'extraction des matériaux à la caisse de la Direction des Affaires foncières -division recette et conservation des hypothèques.

11° Le bénéficiaire versera à titre d'acompte à la caisse de la direction des affaires foncières, division recette et conservation des hypothèques, la première fraction de la redevance correspondant à la moitié du cubage autorisé, soit la somme de *deux cent mille francs CFP* (soit 1 000 mètres cubes : $2 = 500$ mètres cubes à 400 F CFP/mètre cube = 200 000 F CFP).

Le bénéficiaire fournira à la direction de l'équipement une copie du récépissé attestant le paiement de la redevance avant notification de l'autorisation. Cette autorisation ne sera valable qu'accompagnée de ce récépissé.

La seconde fraction de la redevance sera acquittée en fonction de la quantité réellement retirée, déduction faite de la première fraction, après achèvement des travaux avec présentation du récépissé de paiement à la direction de l'équipement.

12° Sous peine de retrait de l'autorisation et des poursuites judiciaires dont le bénéficiaire pourrait faire l'objet, le bénéficiaire, son représentant sur les lieux et les

conducteurs de camions devront, sur le site d'extraction, être constamment porteurs de l'autorisation et de l'état des quantités extraites journalièrement et les présenter à toute réquisition des agents de la force publique et des agents assermentés de la direction de l'équipement.

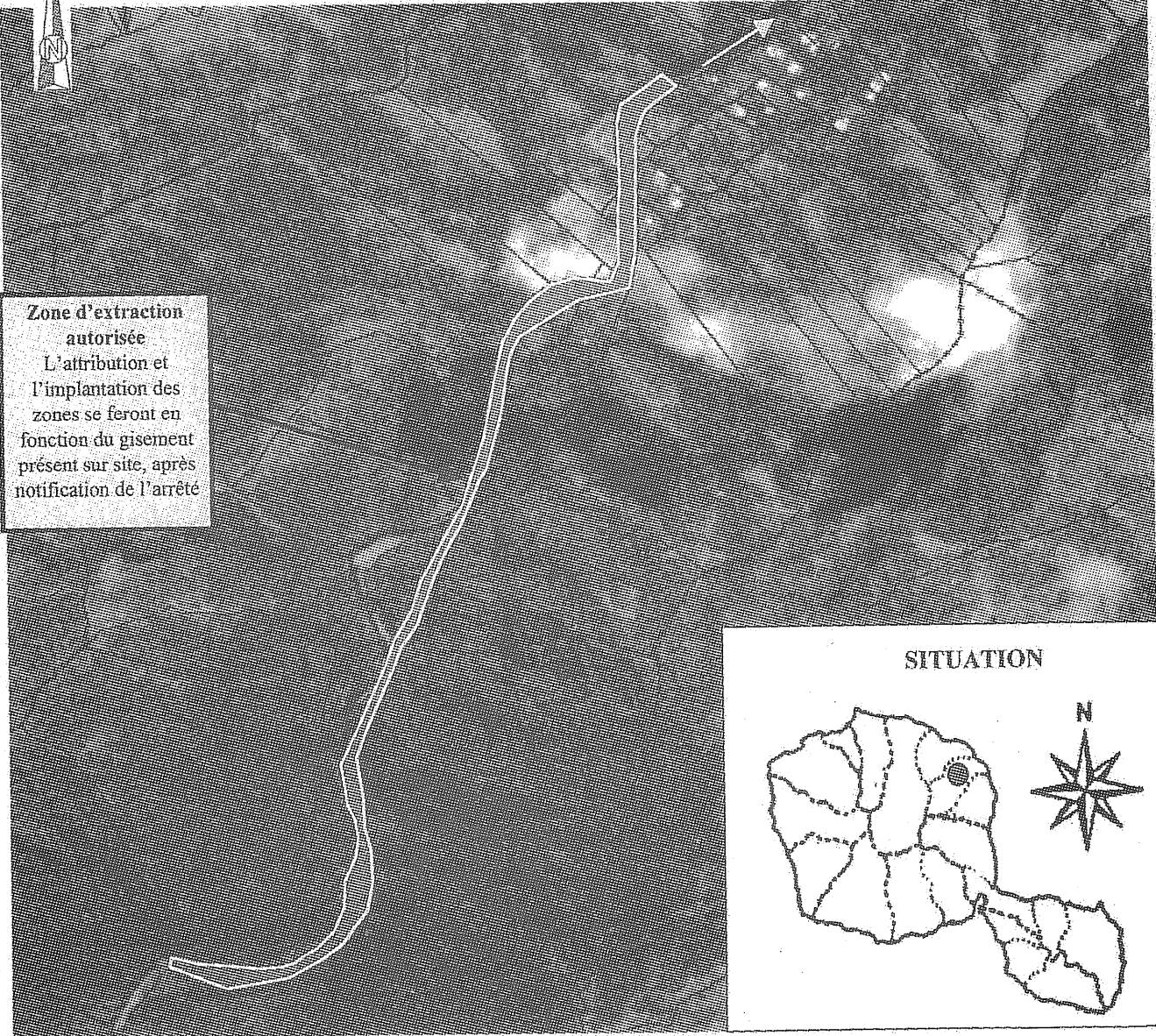
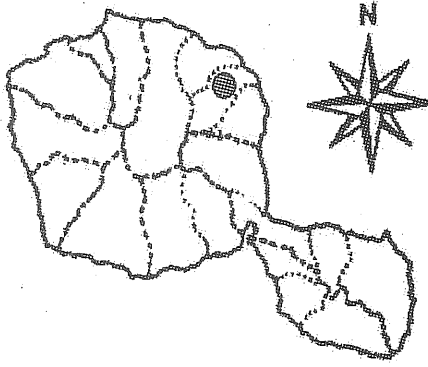
13° La présente autorisation n'est accordée qu'à titre précaire. Elle est révocable sans indemnité à la première réquisition de la direction de l'équipement. Le non-respect des engagements pris par le bénéficiaire et des prescriptions des contrôleurs de la direction de l'équipement, entraînera notamment la résiliation immédiate de l'autorisation.

Art. 2.— L'autorisation est valable à compter de la date de notification du présent arrêté pour une durée de deux (2) mois. Cette autorisation sera périmée de plein droit :

- à l'expiration du délai ci-dessus ;
- dans le cas où l'arrêté n'a pas été notifié trois (3) mois après la date de sa délivrance du fait de la non-présentation du bénéficiaire auprès de la direction de l'équipement.

Art. 3.— Le directeur de l'équipement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 juillet 2015.
Albert SOLIA.

<p>DIRECTION DE L'EQUIPEMENT Groupement d'Etudes et de Gestion du Domaine Public Tel. 48 54 75 - Fax 48 54 69 http://www.equipement.gov.pf</p>	<p style="text-align: center;">ZONE D'EXTRACTION</p>  <div data-bbox="622 536 862 801" style="border: 1px solid black; padding: 5px;"> <p>Zone d'extraction autorisée L'attribution et l'implantation des zones se feront en fonction du gisement présent sur site, après notification de l'arrêté</p> </div> <div data-bbox="1444 908 1951 1379"> <p style="text-align: center;">SITUATION</p>  </div>
<p>ILE DE TAHITI</p>	
<p>COMMUNE DE HITIAA O TE RA (MAHAENA)</p>	
<p>LIEU : <i>RIVIERE TEVAIFAARA A 1,2 KM EN AMONT DU PONT DE LA RC ET S'ÉTENDANT SUR 2,4 KM VERS L'AMONT SISE A MAHAENA PK 31,73</i></p>	
<p>QUANTITÉ : <i>1.000 M³ DE TOUT-VENANT</i></p>	
<p>DEMANDE DE : <i>EURL CHONG ON YIN JEAN</i> EN DATE DU : <i>17/12/2014</i></p>	
<p>PLAN N° : <i>2015-222-103 /DEQ/GEGDP</i> DRESSÉ LE : <i>15/01/2015</i></p>	
<p>DOSSIER N° : 2015-115</p>	

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

DECRET n° 2015-795 du 30 juin 2015 relatif au régime d'autorisation préalable des concours d'enfants de treize à quinze ans révolus fondés sur l'apparence.

Publics concernés : les organisateurs de concours d'enfants âgés de treize ans à quinze ans révolus fondés sur l'apparence et les préfets de département.

Objet : autorisation préalable des concours d'enfants de treize à quinze ans révolus fondés sur l'apparence.

Entrée en vigueur : le décret s'applique aux concours se déroulant plus de quatre mois après sa date de publication.

Notice : le présent décret définit la procédure d'autorisation préalable à l'organisation de concours d'enfants de treize à quinze ans révolus fondés sur l'apparence. L'organisateur doit transmettre, au moment de sa demande, un dossier comportant tout élément permettant de juger que les modalités d'organisation assurent la protection de l'intérêt supérieur de l'enfant et de sa dignité.

Références : le présent décret est pris pour l'application de l'article 58 de la loi n° 2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes.

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes,

Vu la directive n° 2006-123 CE du 12 décembre 2006 du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur ;

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment son article L. 112-4 ;

Vu le code de procédure pénale, notamment son article 776 ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu la loi n° 2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, notamment ses articles 58 et 77 ;

Le Conseil d'Etat (section sociale) entendu,

Décète :

Article 1er.— On entend par concours fondé sur l'apparence d'enfants de treize à quinze ans révolus, toute compétition, comportant une ou plusieurs sélections, organisée par une personne physique ou morale exerçant ou

non cette activité à titre lucratif, ayant pour objet de sélectionner parmi les concurrents dont la participation présente un caractère non professionnel, un ou plusieurs gagnants en fonction de leur apparence et de leur attribuer un prix.

Les dispositions du présent décret ne s'appliquent pas aux activités relevant des dispositions législatives et réglementaires relatives aux activités de spectacle ou de mannequinat.

Art. 2.— I. - Toute personne qui organise un concours défini à l'article 1er du présent décret doit obtenir l'autorisation préalable du préfet du département dans lequel le concours est organisé. Lorsque le concours se déroule sur plusieurs départements ou régions, une demande d'autorisation doit être déposée auprès de chaque préfet de département dans lequel une sélection est organisée.

II. - La demande d'autorisation est adressée au moins trois mois avant le concours ou, le cas échéant, avant la sélection, au préfet du département par tout moyen permettant d'assurer date certaine. Elle peut également être déposée, contre remise d'un récépissé, à la préfecture du département.

Art. 3.— Seul peut être autorisé le concours mentionné à l'article 1er dont les modalités d'organisation garantissent l'intérêt supérieur de l'enfant et sa dignité.

A cet effet, le concours répond aux conditions suivantes :

1° Il ne doit pas être ouvert à des enfants de moins de treize ans ;

2° Il ne doit pas tendre à une mise en scène à caractère érotique ou dégradant des enfants ou les autoriser à porter des vêtements, accessoires ou maquillage portant atteinte à leur intérêt et leur dignité ;

3° Il doit être réalisé en dehors des heures scolaires ;

4° L'organisateur doit s'engager à recueillir l'accord des enfants et de leurs représentants légaux sur la participation au concours et sur les conditions d'utilisation de leur image ;

5° Le ou les prix attribués ne doivent pas être manifestement disproportionnés avec l'objet de la compétition ;

6° Le bulletin n° 2 du casier judiciaire de l'organisateur ne doit porter trace d'aucune condamnation pénale à raison de faits constituant des manquements aux bonnes mœurs, à l'honneur et à la probité. A cette fin, le préfet sollicite, en application de l'article 776 du code de procédure pénale, le bulletin n° 2 du casier judiciaire de l'organisateur. Lorsque ce dernier est de nationalité étrangère, le bulletin n° 3 du casier

judiciaire ou, à défaut, un document équivalent délivré par une autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou de provenance ne doit porter trace d'aucune condamnation pénale à raison de faits constituant des manquements aux bonnes mœurs, à l'honneur et à la probité ;

7° Le concours doit présenter des conditions de sécurité suffisantes pour les enfants ;

8° L'organisateur doit être assuré au titre de cette activité.

Art. 4. — I. - La demande d'autorisation est accompagnée d'un dossier comprenant :

1° Une déclaration indiquant la date, l'horaire, le lieu et la durée du concours.

Si l'organisateur est une personne physique, la déclaration précise le nom, le prénom, la nationalité, la date et le lieu de naissance, l'adresse et les coordonnées électroniques et téléphoniques de l'organisateur.

Si l'organisateur est une personne morale, la déclaration précise sa nature juridique, son objet social, les références de son immatriculation à un registre professionnel ou toutes autres références équivalentes, son activité principale, l'adresse de son siège, ses coordonnées téléphoniques et électroniques et la désignation du ou des organismes auxquels l'employeur verse les cotisations de sécurité sociale. S'il s'agit d'une association, l'organisateur communique les statuts de cette association et la preuve de leur dépôt en préfecture ;

2° Le nombre prévisionnel d'enfants qui participeront au concours ainsi que leur âge ;

3° Le programme et le règlement du concours, les publicités envisagées, ainsi que la nature des prix qui seront attribués aux enfants ;

4° Le descriptif précis de ce qui sera attendu des enfants notamment le temps de présence des enfants, leur tenue vestimentaire, le cas échéant les accessoires et le maquillage qu'ils porteront et les activités auxquelles ils devront participer ;

5° Une attestation d'assurance en responsabilité civile couvrant l'organisation de cette manifestation ;

6° En tant que de besoin, les mesures particulières de sécurité mises en place par l'organisateur ;

7° Une déclaration sur l'honneur signée de l'organisateur par laquelle il s'engage :

a) A n'ouvrir le concours qu'à des enfants âgés de plus de 13 ans ;

b) A informer les enfants et leurs représentants légaux des captations d'image qui vont être réalisées durant le concours et de l'usage futur qu'il en sera fait ;

c) A recueillir avant le début du concours, l'autorisation des enfants et de leurs représentants légaux pour la participation au concours et l'utilisation de leur image ;

8° Une déclaration sur l'honneur signée de l'organisateur attestant qu'il n'a pas été puni d'une amende prévue pour les contraventions de la cinquième classe pour avoir organisé un concours en violation de l'article 58 de la loi du 4 août 2014 susvisée ;

9° Les pièces mentionnées au 5° de l'article 3 lorsque l'organisateur est de nationalité étrangère. Les justifications produites doivent avoir été établies moins de trois mois avant la présentation de la demande. Si elles sont rédigées dans une langue étrangère, elles sont accompagnées d'une traduction en langue française.

II. - Dans le délai d'un mois à compter de la réception ou du dépôt du dossier, le préfet de département sollicite du demandeur la production des éléments manquants ou de

toute précision utile permettant de s'assurer que les modalités d'organisation sont conformes à la protection de l'intérêt supérieur de l'enfant et de sa dignité.

III. - Le dossier est réputé complet si le préfet de département n'a pas, dans le délai d'un mois à compter de sa réception, notifié au demandeur la liste des pièces ou éléments manquants dans les conditions prévues par l'alinéa précédent.

Art. 5. — Le silence gardé pendant deux mois par le préfet sur la demande d'autorisation à compter du dépôt de la demande ou, le cas échéant, de la réception des éléments complémentaires demandés par le préfet dans les conditions prévues au II de l'article précédent, vaut décision d'autorisation.

Art. 6. — L'organisateur informe sans délai le préfet de toute modification substantielle relative aux modalités d'organisation du concours et transmet, le cas échéant, sans délai les pièces justificatives.

Art. 7. — I. - Le présent décret est applicable aux collectivités de Polynésie française, de Nouvelle-Calédonie et de Wallis-et-Futuna, sous réserve des adaptations suivantes :

1° En Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie, les mots : "du préfet de département" sont remplacés par les mots : "du haut-commissaire de la République" ;

2° Dans les îles Wallis et Futuna, les mots : "du préfet de département" sont remplacés par les mots : "de l'administrateur supérieur de l'Etat".

II. - Dans les collectivités de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin et de Saint-Pierre-et-Miquelon, les mots : "du préfet de département" sont remplacés par les mots : "du représentant de l'Etat".

Art. 8. — Le présent décret s'applique aux concours se déroulant plus de quatre mois après sa date de publication.

Art. 9. — La ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes, la ministre des outre-mer, la secrétaire d'Etat chargée de la famille, de l'enfance, des personnes âgées et de l'autonomie et la secrétaire d'Etat chargée des droits des femmes sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 30 juin 2015.

Manuel VALLS.

Par le Premier ministre :

*La ministre des affaires sociales,
de la santé et des droits des femmes,*
Marisol TOURAINE.

La ministre des outre-mer,
George PAUL-LANGEVIN.

*La secrétaire d'Etat
chargée de la famille, de l'enfance,
des personnes âgées et de l'autonomie,*
Laurence ROSSIGNOL.

*La secrétaire d'Etat
chargée des droits des femmes,*
Pascale BOISTARD.

CONVENTION n° 82-15 du 30 juin 2015 relative à la subvention de fonctionnement pour l'année 2015 aux établissements d'enseignement technique agricole privés du rythme approprié.

Entre :

- L'Etat représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- Les maisons familiales rurales de Polynésie française, représentées par le président du comité polynésien des maisons familiales rurales,

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Pour l'année 2015, la programmation budgétaire du BOP 143 prévoit 1 664 354 euros (soit 198 610 263 F CFP) au titre de la participation de l'Etat au budget de fonctionnement des maisons familiales rurales de Polynésie française.

Par convention n° 38-15 du 6 mars 2015, il était procédé à un engagement d'un montant de 416 088,50 euros (soit 49 652 566 F CFP) correspondant au premier versement de l'année 2015 pour le fonctionnement des maisons familiales rurales de Polynésie française.

Dès lors, il convient de procéder à l'engagement des 1 248 265,50 euros (soit 148 957 697 F CFP) complémentaires.

Tel est l'objet de la présente convention.

Article 1er. — Objet

La présente convention a pour objet d'arrêter, pour l'année 2015, le montant et les conditions d'octroi de la participation de l'Etat au budget de fonctionnement des maisons familiales rurales de Polynésie française au titre de l'année 2015.

Art. 2. — Montant du concours financier de l'Etat

La participation de l'Etat est imputée sur les crédits du ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt (203), programme 143, action 02, sous-action 03, catégorie 64, et est engagée dès signature de la présente convention selon la répartition suivante :

	Montant à engager en euros	Montant à engager en F CFP
MFR de Vairao Filles	180 641,54	21 556 270
MFR de Vairao Garçons	239 052,58	28 526 561
MFR de Papara Garçons	203 356,94	24 266 938
MFR de Tahaa	188 213,34	22 459 826
MFR de Huahine	118 985,44	14 198 740
MFR de Hao	93 024,99	11 100 834
MFR de Papara Filles	101 678,48	12 133 470
MFR de Rurutu	123 312,19	14 715 058
Total MFR	1 248 265,50	148 957 697

Au vu des crédits délégués, la subvention accordée à chaque bénéficiaire peut donc être estimée à :

En euros	En F CFP	MFR concernée
240 855,39	soit 28 741 693	MFR de Vairao Filles
318 736,77	soit 38 035 414	MFR de Vairao Garçons
271 142,59	soit 32 355 918	MFR de Papara Garçons
250 951,12	soit 29 946 434	MFR de Tahaa
158 647,26	soit 18 931 654	MFR de Huahine
124 033,32	soit 14 801 112	MFR de Hao
135 571,30	soit 16 177 959	MFR de Papara Filles
164 416,25	soit 19 620 078	MFR de Rurutu

Ces subventions pourront être actualisées en cours d'année par voie d'avenant.

Art. 3. — Modalités de versement

Les versements seront effectués en fonction des demandes d'attribution proposées par le chef du service formation et développement de Polynésie française.

Art. 4. — Modification

La présente convention pourra être modifiée par voie d'avenant.

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

FLEXITEEK MARINE
Société à responsabilité limitée
en liquidation au capital de 200 000 F CFP
Siège social : Ateliers-relais Taravao
RCS 1267 B

Avis de modification de gérance

Aux tenues d'une décision collective en date du 6 juillet 2015, M. Nicolas GAYET a été nommé gérant de la société FLEXITEEK MARINE à compter du 10 juillet 2015. M. Ludovic DUPONT ayant cessé ses fonctions de cogérant à la date du 10 juillet 2013.

Les modifications résultant de l'avis antérieurement publié de la décision ci-dessus sont les suivantes :

Ancienne mention

Les gérants de la société sont M. Ludovic DUPONT, domicilié à baie de Phaeton, Taravao, et M. Nicolas GAYET, domicilié à baie de Phaeton.

Nouvelle mention

Le gérant de la société est M. Nicolas GAYET, domicilié à baie de Phaeton, Taravao.

Pour avis,
Le gérant.

Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE
Papeete, 415, boulevard Pomare

PACIFIQUE GESTION ET DEVELOPPEMENT PGD
Société en nom collectif au capital de 200 000 F CFP
Siège social : Arue, PK 4,600
RCS : Papeete n° 10 158-B

Nomination d'un cogérant
(AGE du 18 mars 2015)

Ancienne mention

Gérance : M. Fabrice BAFFOU, demeurant à Arue, cité Jay.

Nouvelle mention

Gérance :

- M. Fabrice BAFFOU, demeurant à Arue, cité Jay ;
- M. Félix BERNARDINO, demeurant à Papara, PK 40,300.

Pour avis,
La gérance.

Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE
Papeete, 415, boulevard Pomare

PACIFIC PETROLEUM ET SERVICES

Société anonyme
au capital de 666 036 000 F CFP
Siège : Papeete, 145, avenue du Chef-Vairaaotoa
RCS : Papeete n° 2236-B

Remplacement d'un commissaire aux comptes suppléant
(AGO du 27 mai 2015)

Ancienne mention

Commissaires aux comptes suppléants : M. Jean-Louis PELLOUX, domicilié à Papeete, Centre Paofai.

Nouvelle mention

Commissaires aux comptes suppléants : M. Gilles REDON, domicilié à Papeete, Centre Paofai.

Pour avis,
Le conseil d'administration.

Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE
Papeete, 415, boulevard Pomare

SOCIETE TAHITIENNE DES OLEODUCS (STDO)
SAS au capital de 70 000 000 F CFP
Siège social : Papeete, Fare Ute
RCS : Papeete TPI n° 88 86 B
(ancien RCS n° 3437-B)

Remplacement du commissaire aux comptes suppléant
(AGO du 26 juin 2015)

Ancienne mention

Commissaire aux comptes suppléant : M. Jean-Christophe TOURON, domicilié à Papeete, rue Marcq-Blond de Saint-Hilaire.

Nouvelle mention

Commissaire aux comptes suppléants : La société KPMG, société à responsabilité limitée au capital de 15 000 000 F CFP, dont le siège est à Papeete, Centre Paofai, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° 93 205-B.

Pour avis,
Le président.

SARL TAHITI OCEAN PRODUCTION**Société à responsabilité limitée****au capital de 100 000 F CFP****RC n° 13-287-B****N° TAHITI : A88499****Résidence Heimanu, lot 9, BP 43115, 98713 Papeete***Avis de dissolution volontaire*

Aux termes d'un procès-verbal de l'assemblée générale mixte réunie en date du 29 juin 2015, les associés ont prononcé la dissolution anticipée de la société et sa mise en liquidation amiable à compter du 30 juin 2015, nommé M. Pascal LUCIANI demeurant à Punauaia, Résidence Heimanu, en qualité de liquidateur de la société et fixé Résidence Heimanu, lot 9, Punauaia (BP 43 115, 98713 Papeete) comme étant le siège de la liquidation.

Mentions en seront faites au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Le gérant.

TAMATA EDITIONS**SARL au capital de 76 000 000 F CFP****Siège social : Rue Edouard-Ahne, Immeuble Aorai
98713 Papeete****RCS : Papeete n° TPI 10274 B****N° TAHITI : 961995***Avis de dissolution volontaire*

Aux termes d'un procès-verbal de l'assemblée générale mixte réunie en date du 26 juin 2015, l'associé unique a prononcé la dissolution anticipée de la société et sa mise en liquidation amiable à compter du 30 juin 2015, nommé M. Bruno FABRE demeurant à Faa'a, Résidence Teata, St-Hilaire en qualité de liquidateur de la société et fixé immeuble Aorai, rue Edouard-Ahne (BP 40726, Fare Tony, 98713 Papeete) à Papeete comme étant le siège de la liquidation.

Mentions en seront faites au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Le gérant.

SA LA GARONNE ALUMINIUM TAHITI**Au capital 258 000 000 F CFP****Siège social : Arue, PK 4,500, côté montagne,
route de l'Eau royale
RCS TPI 9962 B**

Aux termes du procès-verbal en date du 26 juin 2015, l'assemblée générale ordinaire a décidé de modifier les articles 16, 18 et 20 relatifs à l'âge limite des membres du conseil d'administration qui est porté à 80 ans.

Pour avis,
Le directeur général.

SARL MAOHI LAGON SHOW**N° TAHITI : 379347****BP 1016 Papetoai, 98729 Moorea***Avis de liquidation à l'amiable**AGE du 6 juillet 2015*

L'associé unique, Bruno BERGEAUD dit Olivier BRIAC, par délibération extraordinaire de ce jour, a décidé de prononcer la dissolution de cette société et de sa mise en liquidation à l'amiable à compter de ce jour.

Le siège de cette liquidation est fixé au PK 30,500, coté mer, Haapiti (Moorea), BP 1016 Papetoai, 98729 Moorea.

Il a été mis fin aux fonctions de la gérance et M. BERGEAUD a été nommé en qualité de liquidateur de la société pour la durée de la liquidation.

Cette mention sera faite au RCS de Papeete.

Pour avis :
Le liquidateur,
Bruno BERGEAUD.

Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE Papeete,
415, boulevard Pomare

**ENTREPRISE DE TRAVAUX ET CONSTRUCTIONS
DE POLYNESIE (ETCP)****Société en nom collectif transformée en société
à responsabilité limitée****au capital de 500 000 F CFP****Siège social : Papeete, Taunua, Maison Quesnot****RCS : Papeete n° 5030-B**

Il résulte du procès-verbal des délibérations de l'assemblée générale extraordinaire du 23 juin 2015, que la société a été transformée en société à responsabilité limitée à compter du même jour.

Il n'a été apporté aucune modification au capital, au siège, à l'objet, à la dénomination et à la durée de la société.

Il en résulte les modifications suivantes aux mentions antérieurement publiées :

*Ancienne mention**Forme : Société en nom collectif.**Associés indéfiniment responsables :*

- M. André AMOUYAL, demeurant à Papeete, Fare Tony ;
- Mme Andrée AMOUYAL, demeurant à Papeete, Fare Tony.

*Nouvelle mention**Forme : Société à responsabilité limitée.**Associés indéfiniment responsables : Néant.*

Cessions de parts sociales : Aux termes de l'article 13 des statuts, il a été stipulé que les parts sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées, à titre onéreux ou gratuit, à des tiers non associés y compris le conjoint, les ascendants ou descendants du cédant, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, cette majorité étant déterminée compte tenu de la personne et des parts de l'associé cédant.

Pour avis,
La gérante.

Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE
Papeete, 415, boulevard Pomare

LABORATOIRE DES TRAVAUX PUBLICS DE POLYNESIE
Société anonyme d'économie mixte
au capital de 120 000 000 F CFP
Siège social : Papeete, Vallée de Tipaerui,
RCS : Papeete n° 8698-B

Changement de représentant permanent
CA du 12 juin 2015

Ancienne mention

Administrateur privé : La société BUREAU VERITAS SA, société anonyme à directoire et conseil de surveillance, régie par la loi française sur les sociétés commerciales, au capital de 16 481 208 euros, dont le siège social est situé 17 bis, place des Reflets, immeuble B 22, La Défense 2, 92400 Courbevoie, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le n° B 775 690 621 (1985 B 00 206).

Représentant permanent : M. Pierre MASSONNEAU, demeurant à Punaauia, lotissement Miri, Résidence Mohea.

Nouvelle mention

Administrateur privés : La société BUREAU VERITAS, société anonyme, au capital de 53 040 000 euros, dont le siège social est situé 67/71 boulevard du Château 92200 Neuilly-sur-Seine, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le n° B 775 690 621 (1985 B 00 206).

Représentant permanent : M. Marc-Antoine BASSOMPIERRE, demeurant 10, route de l'Aquarium, 98800 Nouméa.

Pour avis,
Le conseil d'administration.

EUREKOM
Société à responsabilité limitée
au capital de 1 000 000 F CFP
Siège social : Papeete, 20 avenue du Régent-Paraita
RCS Papeete : TPI n° 07 298 B
N° TAHITI : 840843

Il résulte d'un courrier en date du 30 novembre 2014, les changements suivants :

Mention caduque

Gérance : Marc ELIASSE et Arnaud BOULAY.

Nouvelle mention

Gérance : Marc ELIASSE.

RCS Papeete.

Pour avis,
La gérance.

SARL WATT-SUN COMPANY (société en liquidation)
Société à responsabilité limitée
Au capital de 1 000 000 F CFP
Siège social : Rue Paul-Bernière
Pirae, Tahiti
RCS Papeete : TPI n° 13 104 B
N° TAHITI : A66701

L'assemblée générale réunie le 25 juin 2015 a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé M. Willy BERNIERE de son mandat de liquidateur, donné à ce dernier

quitus de sa gestion et constaté la clôture de la liquidation à compter du jour de ladite assemblée.

Les comptes de liquidation seront déposés au greffe du tribunal de commerce de Papeete, en annexe au registre du commerce et des sociétés.

Pour avis,
Le liquidateur.

SARL TNB
Société à responsabilité limitée
Au capital de 20 000 F CFP
Porté à 5 000 000 F CFP
Siège social : Zone industrielle de Fare Ute, voie M
RCS Papeete : 122-B
N° TAHITI : A10147

L'assemblée générale mixte réunie en date du 30 juin 2015 a décidé et réalisé une augmentation du capital social de 4 980 000 F CFP par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la société, ce qui rend nécessaire la publication des mentions suivantes :

Article 7 - Capital social

Ancienne mention

Le capital social est fixé à la somme de 20 000 F CFP (vingt mille francs CFP).

Nouvelle mention

Le capital social est fixé à 5 000 000 F CFP (cinq millions de francs CFP).

Lors de cette même assemblée, la fin des fonctions de gérante de Mme Marine BOURHY a été actée à compter du 30 juin 2015.

Pour avis,
La gérance.

SA SANGUE
Société anonyme
Au capital de 45 000 000 F CFP
Siège social : PK 1, route de Toahotu
RCS Papeete : 1086 B
N° TAHITI : 061564

Aux termes d'une délibération en date du 17 juin 2015, l'assemblée générale ordinaire annuelle a décidé de nommer :

- en qualité de commissaire aux comptes titulaire : La SA SEG AUDIT, société de commissariat aux comptes inscrite à la Compagnie des commissaires aux comptes près la cour d'appel de Papeete, dont le siège social est situé à Papeete, rue Wallis, angle avenue du Chef-Vairaatoa, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le numéro TPI 0585-B ;
- en qualité de commissaire aux comptes suppléant : La SARL KPMG, commissaire aux comptes inscrit à la Compagnie des commissaires aux comptes près la cour d'appel de Papeete, domicilié à Papeete, immeuble Paofai, bâtiment A,

pour une période de six exercices, soit jusqu'à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

Pour avis,
Le conseil d'administration.

OMG
Société civile immobilière

Avis de constitution

Suivant acte sous seing privé en date du 6 juillet 2015, il a été constitué une société dont les caractéristiques sont les suivantes :

Dénomination : OMG.

Forme : Société civile immobilière.

Capital social : 100 000 F CFP, divisé en 100 parts de 1 000 F CFP chacune, réparties entre les associés en proportion de leurs apports respectifs.

Siège social : Résidence Te Aro, pic Rouge, BP 43006 Fare Tony 98713 Papeete.

Objet social : L'acquisition de tous biens immobiliers et mobiliers nécessaires à l'exploitation de son activité. La gestion, la mise en valeur, la location et l'administration, l'édification de toutes constructions sur lesdits biens ainsi que de tous biens et droits immobiliers dont la société sera propriétaire. L'emprunt des fonds nécessaires aux acquisitions sus-relatées et la constitution des garanties y relatives. L'aliénation de tout ou partie desdits biens, meubles ou immeubles, par voie d'échange ou de vente, d'apport en société ou cession de droit au bail. Et plus généralement, la réalisation de toutes opérations, se rattachant directement ou indirectement à l'objet social, pourvu que ces opérations n'affectent pas le caractère civil de la société.

Durée : 99 années.

Gérance : La société a pour gérant M. Olivier GUILLOUX.

Cession de parts sociales : Les parts sociales sont cessibles ou transmissibles entre associés uniquement, toute autre cession est soumise à l'agrément préalable obtenu par décision unanime des associés.

Immatriculation : La société sera immatriculée au registre du commerce et de sociétés de Papeete.

Pour avis.

SARL BORA HAIR & NAILS DESIGN
Au capital de 50 000 F CFP
Siège social : Bora Bora, Namaha, Tiipoto,
Résidence Alana

Avis de constitution

Suivant acte sous seing privé en date du 1er juillet 2015, il a été établi les statuts de la société dénommée SARL BORA HAIR & NAILS DESIGN dont les caractéristiques sont les suivantes :

Forme : SARL.

Dénomination : BORA HAIR & NAILS DESIGN.

Enseigne commerciale : BORA HAIR & NAILS DESIGN.

Siège social : Bora Bora, sis à Namaha, Tiipoto, Résidence Alana.

Objet : L'activité de coiffure, la vente de produits capillaires et l'activité manucure.

Apport en numéraire : 50 000 F CFP.

Capital social : 50 000 F CFP.

Le capital est fixé à 50 000 F CFP et divisé en 50 parts de 1 000 F CFP, entièrement libérées, attribuées aux associés en proportion de leur apport en numéraire.

Gérant : Aux termes de l'article 16 des statuts, Mlle Priska PANI a été nommée gérante de la société.

Durée : 99 années, à compter de l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Immatriculation au registre du commerce et des sociétés : La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Pour avis de constitution,
La gérance.

SOCIETE OCEANIEENNE POUR LES MATERIAUX
ALUMINIUM
SOMALU

Société à responsabilité limitée
au capital de 36 000 000 F CFP
Siège social : Vallée de Tipaerui, Papeete
RC Papeete n° TPI 85 75 B

Il résulte des décisions de l'assemblée générale ordinaire annuelle des associés de la SOCIETE OCEANIEENNE POUR LES MATERIAUX ALUMINIUM en date du 27 juin 2014, les modifications suivantes aux mentions antérieurement publiées :

Ancienne mention

Commissaire aux comptes titulaire : SAS AUDITEURS, domiciliée à Papeete.

Commissaire aux comptes suppléant : M. Christophe HENRIET, domicilié à Papeete.

Nouvelle mention

Commissaire aux comptes titulaire : SAS AUDITEURS, domiciliée à Papeete.

Commissaire aux comptes suppléant : M. Teiva WONG, domicilié à Papeete.

Le dépôt légal sera effectué au greffe du tribunal de commerce de Papeete.

Pour avis,
Le représentant légal.

SOCIETE OCEANIEENNE DES MATERIELS
PHOTOVOLTAIQUES
"SOMAVOLT"

Société à responsabilité limitée
au capital de 2 000 000 F CFP
Siège social : Papeete, vallée de Tipaerui
RC-TPI10 4B

Aux termes d'une délibération en date du 23 juin 2015, l'assemblée générale extraordinaire des associés statuant en application de l'article L. 223-42 du code de commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à la dissolution anticipée de la société.

Pour avis,
La gérance.

SOCIETE OCEANIEENNE POUR LES MATERIAUX
ALUMINIUM
"SOMALU"

Société à responsabilité limitée
au capital de 36 000 000 F CFP
Siège social : Vallée de Tipaerui, Papeete
RC Papeete n° TPI 85 75 B

Aux termes d'une délibération en date du 23 juin 2015, l'assemblée générale extraordinaire des associés statuant en

application de l'article L. 223-42 du code de commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à la dissolution anticipée de la société.

Pour avis,
La gérance.

**SCP Office notarial Philippe CLEMENCET,
Alexandrine CLEMENCET et Jean-Philippe PINNA
Titulaire d'un office notarial
85, rue du Commandant-Destremau
Papeete (Tahiti)**

Avis de constitution

Suivant acte reçu par Me Philippe CLEMENCET, notaire associé à Papeete, le 7 juillet 2015, il a été constitué une société dont les caractéristiques principales sont les suivantes :

Dénomination : SCI VAI & ARU.

Forme : Société civile.

Siège social : Maatea (Moorea), PK 13,800, côté montagne.

Objet social :

- l'acquisition, la prise à bail, la mise en valeur, la location de tous immeubles, ainsi que la prise de participation dans toutes sociétés ayant un caractère civil ;
- toute division et appropriation desdits immeubles ainsi que l'édification de toutes constructions à usage d'habitation, commercial, professionnel ou industriel sur ces immeubles ;
- les emprunts auprès de banques publiques ou privées ou de particuliers nécessaires à la réalisation de son objet social, avec garantie hypothécaire ou nantissement de tous biens meubles ou immeubles appartenant à ladite société ;
- la location en totalité ou par lots, des immeubles sociaux et éventuellement et exceptionnellement l'aliénation de ceux de ces immeubles devenus inutiles à la société au moyen de ventes, échanges ou apports en société ;
- et généralement toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en favoriser le développement, pourvu qu'elles ne modifient pas le caractère civil de la société.

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Capital social : Deux cent mille francs CFP (200 000 F CFP) divisé en deux cents (200) parts de mille francs CFP (1 000 F CFP) chacune réparties entre les associés en proportion de leurs apports respectifs.

Gérance : Mme Christiane LAI épouse de M. Pierre Alain Ariitua TUUHIA, demeurant à Moorea, Maatea, PK 13,800, côté montagne.

Immatriculation : Registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Les parts sont librement cessibles entre associés, toutes les autres cessions sont soumises à l'agrément préalable à l'unanimité des associés.

Pour avis,
Le notaire.

STATION TOTAL DU GOLF

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 7 juillet 2015, il a été constitué une société à responsabilité limitée :

Dénomination sociale : Société à responsabilité limitée STATION TOTAL DU GOLF.

Capital : 200 000 F CFP divisé en 20 parts sociale de 10 000 F CFP chacune, entièrement souscrites et libérées.

Siège : Lotissement Temae, PK 0, n° 15.

Objet : Vente de carburant.

Durée : 99 années à compter de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

Gérant : Mme Julia REID-AMARU épouse PICARD.

Immatriculation au registre du commerce et des sociétés : La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés tenu au greffe du tribunal de commerce de Papeete.

Pour avis et mention,
Le gérant.

ANNONCES DIVERSES

ASSOCIATION ARTISANALE MATAHOANAHUTAPU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(22 juin 2015)

Présidente	: HEITAA Cécile
Vice-président	: HEITAA Joseph
Secrétaire	: HEITAA Albert
Trésorière	: HEITAA Thérèse

ASSOCIATION TEAM PIRAE UTA FUTSAL

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(26 juin 2015)

Présidente	: HEITAA Albert
Vice-président	: HEITAA Henri
Secrétaire	: HEITAA Thérèse
Secrétaire adjoint	: FARAURU Djena
Trésorière	: TAAROA Pare
Trésorier adjoint	: HEITAA Mathias

ASSOCIATION AGRICOLE DE PAREA - HUAHINE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(7 juin 2016)

Président	: TEATA Nehemia
Vice-président	: MAI Paulo
Secrétaire	: TAINOA Edwige
Secrétaire adjoint	: TEMEHARO Marcel
Trésorière	: TUIHANI Rosa
Trésorier adjoint	: TAINOA Olivier

ASSOCIATION FAMILIALE MAURIRERE - TAITA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(9 mai 2015)

Président	: VAITAHE Timiona
Vice-président	: DEXTER Ernest
Secrétaire	: KLOUMAN Vaite
Secrétaire adjointe	: LAO Tehea
Trésorière	: MAHAGATEIRA Mariella
Trésorière adjointe	: MAIHOTA Juliette
Assesseurs	: MOU KAM TSE Alène TEHEURA Hinanui
Commissaire aux comptes	: DEXTER Johanna

ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE L'ECOLE PROTESTANTE MATERNELLE MAHEANUU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(9 juin 2015)

Présidente	:	FROGIER Vanessa
Vice-présidente	:	TAHAI Hinarii
Secrétaire	:	MOLLIMARD Yasmina
Secrétaire adjointe	:	LOHMANN-SANFORD Audrey
Trésorière	:	TEMAURI Moeana
Trésorière adjointe	:	TOOMARU Rebecca
Assesseeurs	:	REVA Frédéric MAETA Vairea

LES VIEILLES POMPES DE TAHITI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(20 juin 2015)

Président	:	MERCIER-GALLIER Mario
Vice-président	:	TETUANUI Raphaël
Secrétaire	:	OLLIVIER Luc
Secrétaire adjoint	:	PERRIN Jean-Claude
Trésorier	:	TETUANUI Raphaël
Trésorier adjoint	:	JANECZEK Daniel

DIRECTOIRE DU CONSEIL DES PROFESSIONNELS DE L'HOTELLERIE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(9 juin 2015)

Coprésidents	:	GAUTIER Nicolas FAURE Christophe BROVELLI Thierry
Vice-président	:	GUARDIA Christophe

ASSOCIATION SPORTIVE JEUNESSE ET CULTURELLE EAST COAST PARADISE anciennement dénommée EAST COAST PARADISE

Modification de statuts

Le siège social est à Pueu, PK 8,800, coté montagne, Tahiti.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(30 mai 2015)

Président	:	MAIHOTA Roland
Secrétaire	:	MAIHOTA Heiata
Trésorière	:	MARURAI Heitiare

ASSOCIATION MOOREA I TE RIMA RAU

Modification de statuts
(7 mai 2015)

L'association a pour objet l'artisanat, l'agriculture, l'horticulture, la pêche et l'environnement, le savoir et la richesse de la culture Maohi.

RESULTATS DE LA TOMBOLA DE LA PAROISSE SAINTE-TRINITE (Tirage effectué le 27 juin 2015)

1er lot	1 pirogue + rame ou 1 paddle + rame	n° 38807
2e lot	1 PC portable ASUS X550CA	n° 18963
3e lot	1 cuisinière 4 feux inox	n° 17998
4e lot	1 machine à laver Sagamax 6 kg	n° 35986
5e lot	1 débroussailleuse Kendoc 34	n° 32448
6e lot	1 longboard Surfteck (skate board)	n° 17327
7e lot	1 repas au restaurant Dahlia pour 4 personnes	n° 21820
8e lot	1 Furia Hot Buttered (body board)	n° 38835
9e lot	1 vélo enfant	n° 28390
10e lot	1 micro-ondes 30 litres Sagamax	n° 32706

ASSOCIATION TEIKIHEETINI

(Récépissé n° 6887 DIRAJ du 20 juin 2015)

Extraits de statuts

Il est fondé le 27 mai 2015 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901 ayant pour titre ASSOCIATION TEIKIHEETINI.

Elle a pour objet de promouvoir le développement de l'horticulture :

- en luttant contre la concurrence des produits d'importation ;
- en encourageant la production et la vente de plantes et de fleurs ;
- en aidant les autorités responsables à prendre des mesures de protection et de sauvegarde de l'artisanat local ;
- en adaptant les productions aux exigences du marché ;
- en facilitant l'achat et l'utilisation en commun de matériels et de produits nécessaires à l'exercice de la profession ;
- en aidant à la poursuite des progrès moraux et professionnels de ses membres.

Son siège social est fixé à Arue, PK 5,600, côté montagne, vallée de la Vaipoopoo.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	:	RICHMOND Tepairu
Secrétaire	:	TEAKIPAHEE Boniface
Trésorier	:	RICHMOND Luc

COMITE HEIVA RIMA'I NO PORINETIA

(Récépissé n° 6976 DIRAJ du 8 juillet 2015)

Extraits de statuts

Il a été fondé le "COMITE HEIVA RIMA'I NO PORINETIA" le 3 juin 2015 et régi par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901.

Le Comité Heiva Rima'i No Porinetia a pour objet la représentation, la formation, la promotion et la sauvegarde des secteurs artisanal, culturel, agricole et horticole de la Polynésie et hors territoire.

A cet effet, le Comité Heiva Rima'i No Porinetia est notamment compétent pour :

- organiser et participer aux différentes manifestations se déroulant en Polynésie française ;
- et à l'extérieur du territoire, destinées à promouvoir la Polynésie française ;
- structurer les professions des divers secteurs affiliés ;
- défendre de quelque manière que ce soit, les intérêts de tous les secteurs primaires ;
- d'arbitrer d'éventuels conflits entre ces secteurs primaires affiliés ;
- de favoriser, de participer ou d'organiser si nécessaire la formation initiale et continue du secteur primaire au Comité ;
- de regrouper des membres en vue d'établir des liens sociaux et amicaux.

Le Comité Heiva Rima'i No Porinetia s'interdit toute prise de position ou d'ingérence dans le domaine religieux ou politique. Pour ce faire, le comité peut demander l'assistance des services ou des ministères concernés, liés directement ou indirectement à tous les secteurs représentés au sein de son comité. Le comité contribue à l'élaboration d'une politique cohérente en proposant aux pouvoirs publics toutes mesures se rapportant à l'objet du comité.

Son siège social est fixé au marché de Taravao.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: HATITIO Simone
Vice-présidentes	: LIU Julie MAONI Céline
Secrétaire	: PUURA Vaitiare
Secrétaire adjointe	: FULLER Cheyenne
Trésorière	: TIAPARI Jeanine
Trésorier adjoint	: TUPAI Migniora

ASSOCIATION FAMILIALE URANUI

(Récépissé n° 6909 DIRAJ du 26 juin 2015)

Extraits de statuts

Il est fondé le 14 juin 2015 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents dénommée ASSOCIATION FAMILIALE URANUI.

Cette association a pour but :

- d'établir une généalogie exacte et précise d'une succession ;
- de rechercher des fonds pour les activités et les œuvres de l'association tels que la vente de plats, gala, cinéma, tombola, journée corporative, et autres ;

- de mettre en place des actions de préventions (environnement, santé, culture, alimentation, artisanat, ...) ;
- de soutenir les actions de l'association ;
- d'aider la mise en place de projets tels que les déplacements, l'achat de matériels ;
- de mettre en place des actions spirituelles, des échanges culturels, etc. ;
- d'appliquer les règles simples de la vie (respect, partage, discipline, amitié) ;
- de défendre les intérêts de ses membres.

Le siège social est fixé à Tautira, lotissement Maire - Nui, n° 2.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: MATEHAU Raitava
Secrétaire	: MATEHAU Raymond
Secrétaire adjointe	: MATEHAU Vahineuranui
Trésorière	: MATEHAU Ida
Trésorière adjointe	: MATEHAU Teanau

ASSOCIATION AVEI'A HOTU

(Récépissé n° 1706 SAISLV du 15 juin 2015)

Extraits de statuts

Il est fondé le 6 juin 2015 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901 ayant pour titre ASSOCIATION AVEI'A HOTU.

L'association a pour objet de :

- promouvoir les produits locaux agricoles transformés ;
- organiser des journées d'exposition des produits locaux agricoles transformés et horticoles ;
- organiser des dégustations ;
- participer aux foires et expositions ;
- participer aux formations culinaires des produits transformés.

Le siège social est fixé à Pufau, Tumaraa, Raiatea, PK 9,500, côté montagne.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président - secrétaire	: TAVAEARII Tapuarii
Trésorière	: LACHAUX Valentine
Membres	: BROTHERSON Georges BOULEAU Yvana

ANNONCES MARCHES PUBLICS

AVIS D'ATTRIBUTION N° 31-15 MET

(Article 25 bis-V du code des marchés publics de la Polynésie française et de ses établissements publics)

A - Identification de la personne publique qui a passé le marché : Polynésie française, ministre de l'équipement, BP 2551, 98713 Papeete, Tahiti, bâtiment administratif A2 (5e étage), rue du Commandant-Destremau, tél. : (689) 40 46 80 19, fax : (689) 40 48 37 92, courriel : secretariat@equipement.min.gov.pf

B - Objet du marché :

1. Objet du marché : Marché n° 15 0111 du 17 juin 2015 relatif aux travaux de rénovation de la toiture du Centre de la mère et de l'enfant (CME) de Pirae.

2. Type de marché : Marché de travaux.

3. Références de l'avis d'appel d'offres : Avis d'appel d'offres n° 2-15 MET du 15 janvier 2015 publié au *Journal officiel de la Polynésie française* n° 6 du 20 janvier 2015.

C - Procédure de passation : Appel d'offres ouvert, sans variante tout corps d'état lancé conformément aux articles 19, 20 et 23 à 25 *quater* du code des marchés publics de la Polynésie française et de ses établissements publics.

D - Critères de jugement des offres : Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction :

- des critères pondérés énoncés ci-dessous :
- 1. Prix : 70 points.
- 2. Valeur technique appréciée au regard du mémoire technique : 30 points ; une note inférieure ou égale à 10 est éliminatoire.
 - 2.1. Procédés d'exécution et moyens utilisés : 6 points ;
 - 2.2. Provenance et références des fournitures : 9 points ;
 - 2.3. Note d'hygiène et sécurité : 9 points ;
 - 2.4. Calendrier prévisionnel d'exécution des travaux : 3 points ;
 - 2.5. Plans d'ensemble et de détail explicitant l'offre : 3 points.

E - Nom du titulaire du marché : Vairao Constructions, BP 26, 98725 Vairao, tél : 40 45 04 57, fax : 40 45 04 58, vini : 87 77 03 12, e-mail : entreprise.chung@gmail.com, RC 9192 B, n° TAHITI 649996.

F - Montant du marché : 71 779 324 XPF TTC.

G - Date de notification du marché : 1er juillet 2015.

H - Date d'envoi du présent avis à la publication : 9 juillet 2015.

I - Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours : Tribunal administratif de la Polynésie française, avenue Pouvana'a-a-Oopa, BP 4522, 98713 Papeete, Tahiti, téléphone greffe : + 689 40 50 90 25, téléphone secrétariat : + 689 40 50 90 32, télécopie : + 689 40 45 17 24, courriel : tadelapolynesiefrancaise@mail.pf

J - Délais d'introduction des recours :

- référé contractuel : ce recours peut être exercé au plus tard le trente et unième jour suivant la publication de l'avis d'attribution (articles L. 551-13 et suivants du code de justice administrative et R. 551-7 et suivants du code de justice administrative) ;
- recours en contestation de validité du contrat : ce recours peut être exercé dans un délai de deux mois à compter de la publication de l'avis d'attribution.

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme
et des transports intérieurs,
Albert SOLIA.*

RECTIFICATIF A L'AVIS D'APPEL A LA CONCURRENCE N° 33-15 MET

Marché de travaux passé par la Polynésie française, ministère de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme et des transports intérieurs

1. **Objet du marché AO 33-15 :** "Aménagement de la route de ceinture du PK 24,300 au PK 32,700 à Haapiti, île de Moorea".

2. Suite à une erreur, l'article 1er de l'avis d'appel d'offres 33-15 paru au JOPF n° 53 du 3 juillet 2015 est rectifié comme suit :

Objet du marché : Aménagement de la route de ceinture du **PK 24,300** au PK 32,700 à Haapiti, île de Moorea, archipel de la Société, Polynésie française.

Date d'envoi à la publication : 9 juillet 2015.

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme
et des transports intérieurs,
Albert SOLIA.*

LISTE DES OUVRAGES DISPONIBLES A L'IMPRIMERIE OFFICIELLE

(Prix TTC)

- Code des impôts (mise à jour au 1er janvier 2014).....	5 220 F CFP
- Code de l'environnement (JOPF n° 60 NS du 17 avril 2014).....	1 680 F CFP
- Code des douanes (mise à jour au 1er avril 2014).....	3 062 F CFP
- Budget 2015.....	1 610 F CFP
- Affiches "Accident du Travail".....	174 F CFP
- Affiches "Défense de consommer".....	174 F CFP
- Affiches "Loi sur l'ivresse".....	267 F CFP
- Affiches "Réglementation sur le commerce des boissons" (français et tahitien).....	58 F CFP
- Barème des ANFA (10 F la feuille ou 1840 F l'ensemble).....	2134 F CFP
- Budget général de la Polynésie française et budget des comptes spéciaux 2010.....	2 294 F CFP
- Budget général de la Polynésie française 2011.....	2 515 F CFP
- Budget général de la Polynésie française 2012.....	2 641 F CFP
- Budget général de la Polynésie française 2013.....	2 594 F CFP
- Budget général de la Polynésie française 2014.....	3 192 F CFP
- Code des communes de la Polynésie française (JOPF n° 2 NS du 29 juillet 1998).....	368 F CFP
- Code pénal (JOPF n° 8 NS du 2 août 1996).....	378 F CFP
- Code de procédure pénale (JOPF n° 9 NS du 16 août 1996).....	704 F CFP
- Convention collective des assurances.....	331 F CFP
- Convention collective de l'automobile.....	336 F CFP
- Convention collective du bâtiment et des travaux publics.....	940 F CFP
- Convention collective des banques.....	496 F CFP
- Convention collective du commerce.....	525 F CFP
- Convention collective du gardiennage.....	352 F CFP
- Convention collective de l'industrie hôtelière de Polynésie française.....	536 F CFP
- Convention collective de l'industrie.....	431 F CFP
- Convention collective de l'imprimerie, de la presse et de la communication.....	750 F CFP
- Convention collective du nettoyage.....	410 F CFP
- Instruction comptable de la Polynésie française (JOPF n° 1 NS du 2 janvier 2007 <i>broché</i>).....	1 040 F CFP
- Livret d'apprentissage anticipé de la conduite (octobre 2009).....	670 F CFP
- Plan général d'aménagement de la commune de Hiva Oa (JOPF n° 36 NS/2009).....	263 F CFP
- Plan général d'aménagement de la commune de Huahine (JOPF n° 19 NS/2010).....	263 F CFP
- Plan général d'aménagement de la commune de Nuku Hiva (JOPF n° 52 NS/2008).....	263 F CFP
- Plan général d'aménagement de la commune de Pāpara (JOPF n° 15 NS/2010).....	326 F CFP
- Plan général d'aménagement de la commune de Papeete rectificatif (JOPF n° 65 NS/11).....	263 F CFP
- Plan général d'aménagement de la commune de Pirae (JOPF n° 42 NS/11).....	263 F CFP
- Procès-verbal type des délégués du personnel ou comité d'entreprise.....	139 F CFP
- Statut de la fonction publique :	
<i>Tome 1 : Dispositions générales (mise à jour au 31 janvier 2004)</i>	2 629 F CFP
<i>Tome 2 : Statuts particuliers (mise à jour au 31 mars 2002)</i>	2 730 F CFP
<i>Tome 3 : Filière de la santé (mise à jour au 30 avril 1999)</i>	1 659 F CFP

Consulter le bureau commercial pour les autres ouvrages

Commandes-facturation : ouvert du lundi au jeudi de 7 h 00 à 15 h 00 et Vendredi de 7 h 00 à 14 h 00 - Tél. : 40 50 05 79 - Fax : 40 42 52 61 - bcom@imprimerie.gov.pf

Régie : ouvert du lundi au vendredi de 7 h 00 à 12 h 00 - Tél. : 40 50 05 78 - Fax : 40 50 05 70 - regie@imprimerie.gov.pf

TARIFS

des Abonnements de l'Imprimerie officielle à compter du 1er Mars 2010

<i>TARIF en F CFP</i>	TTC	Hors Taxe
		France — DOM-TOM — Autres Pays
	Polynésie française	<i>Voie aérienne</i>
Numéro	263*	515
Abonnement 1 an	13 533	26 604
* Frais d'expédition non inclus pour les îles.		